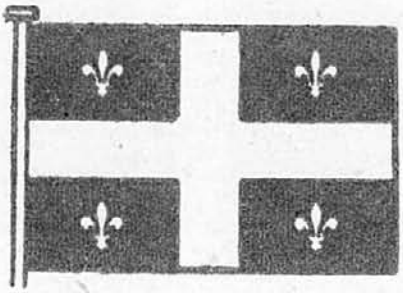

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 20 novembre 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 20th, 1954

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per car.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12620-54)

Agences Pierreville Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1954, constituant en corporation: Gilles Thibeault, industriel, Jean-Jacques Fortin, marchand, Eugène Côté, agent d'assurance, tous de Pierreville, district judiciaire de Richelieu, et J.-Ubald Caron, agent d'assurance, de Nicolet, district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtier en assurances; agir comme agent, ajusteur, représentant et gérant pour compagnie, association, groupe, club, syndicat ou individu engagé dans le commerce d'assurances, sous le nom de "Agences Pierreville Incorporée", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pierreville, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

38563-o

Letters Patent

(A.G. 12620-54)

Agences Pierreville Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1954, incorporating: Gilles Thibeault, industrialist, Jean-Jacques Fortin, merchant, Eugène Côté, insurance agent, all of Pierreville, judicial district of Richelieu, and J.-Ubald Caron, insurance agent, of Nicollet, judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To carry on the business of an insurance broker; to operate as an agent, appraiser, representative and manager for a company, an association, a group, a syndicate or an individual engaged in insurance business, under the name of "Agences Pierreville Incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each, and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Pierreville, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

38563

(P.G. 12533-54)

Amédée Leclerc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze octobre 1954, constituant en corporation: Amédée Leclerc, commerçant, Maria Guay Leclerc, ménagère, épouse dudit Amédée Leclerc et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Saint-Adalbert, district judiciaire de Montmagny, et Paulin Michaud, notaire, de Bienville, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois, sous le nom de "Amédée Leclerc Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Adalbert, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12533-54)

Amédée Leclerc Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1954, incorporating: Amédée Leclerc, dealer, Maria Guay Leclerc, housewife, wife of the said Amédée Leclerc, and duly authorized by the latter for these present pruposes, both of Saint-Adalbert, judicial district of Montmagny, and Paulin Michaud, notary, of Bienville, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in wood under the name of "Amédée Leclerc Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Adalbert, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12609-54)

A. Rossini Limitée
Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1954, constituant en corporation: Americo Rossini, Henri Rossini, maîtres-plâtriers, et Séraphine Rossini, ménagère, fille majeure usant de ses droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie foncière de construction et de développement, sous le nom de "A. Rossini Limitée", avec un capital

Limited

total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7379, rue Casgrain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12609-54)

A. Rossini Limitée
Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October 1954, incorporating: Americo Rossini, Henri Rossini, master plasterers, and Séraphine Rossini, housekeeper, fille majeure making use of her rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a land, construction and development company, under the name of "A. Rossini Limitée", with a total

Limited

capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7379 Casgrain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12564-54)

Asti's Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1954, constituant en corporation: Théodore-André Pizzagalli, commerçant, Francis Costanzo, manufacturier, et André Trottier, comptable agréé, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Asti's Restaurant Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12564-54)

Asti's Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October 1954, incorporating: Théodore André Pizzagalli, merchant, Francis Costanzo, manufacturer, and André Trottier, chartered accountant, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Asti's Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 11895-54)

Athena Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1954, constituant en corporation: James Edward Bradley, entrepreneur, George Anthony Stodola, ingénieur en chimie, tous deux de Verdun, et Joseph Alter Budyk, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Athena Corporation Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11895-54)

Athena Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1954, incorporating: James Edward Bradley, contractor, George Anthony Stodola, chemical engineer, both of Verdun, and Joseph Alter Budyk, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a general contractor, under the name of "Athena Corporation Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12573-54)

Beaver Paper Cup Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1954, constituant en corporation: David Lipper, industriel, de Westmount, J. E. Ulric Lefebvre, industriel, de Laval-des-Rapides, et Gérard Létourneau, industriel, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de papier et de produits en papier, sous le nom de "Beaver Paper Cup Co. Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 200 actions communes de $10 chacune et en 280 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12573-54)

Beaver Paper Cup Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1954, incorporating: David Lipper, industrialist, of Westmount, J. E. Ulric Lefebvre, industrialist, of Laval-des-Rapides, and Gérard Létourneau, industrialist, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the industry of and deal in paper and in paper products, under the name of "Beaver Paper Cup Co. Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 200 common shares of $10 each, and into 280 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12582-54)

Benco Limited
Benco Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporation: W. LeM. Owen Carter, avocat, Norma Lee, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery, et Benoît Côté, homme d'affaires, de Sainte-Monique-des-Saules, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Benco Limited — Benco Limitée", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 165, avenue Lesage, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12582-54)

Benco Limited
Benco Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1954, incorporating: W. LeM. Owen Carter, advocate, Norma Lee, secretary, spinster, both of Sillery, and Benoît Côté, business man, of Sainte-Monique-des-Saules, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in hardware, under the name of "Benco Limited — Benco Limitée", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 165 Lesage Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1954,

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12557-54)

Bernard Montpetit Fourrure Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1954, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, de ville Saint-Michel, Fernand Guertin, avocat, d'Outremont, et Roland Savignac, notaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce de fourrure, sous le nom de "Bernard Montpetit Fourrure Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12641-54)

Bimbo Toys Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1954, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Alan Golden, commis, et Larry Smith, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de jouets et de nécessités domestiques, sous le nom de "Bimbo Toys Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12563-54)

Busgang Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1954, constituant en corporation: Moses Busgang, comptable, Jenny Busgang, ménagère, épouse séparée de biens dudit Moses Busgang, et Hyman Busgang, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Busgang Realties Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 action privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12557-54)

Bernard Montpetit Fourrure Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1954, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, of the town of Saint-Michel, Fernand Guertin, advocate, of Outremont, and Roland Savignac, notary, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the fur business generally, under the name of "Bernard Montpetit Fourrure Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12641-54)

Bimbo Toys Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October 1954, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Alan Golden, clerk, and Larry Smith, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys and domestic utilities, under the name of "Bimbo Toys Limited", with a total capital stock of $40,000 divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12563-54)

Busgang Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1954, incorporating: Moses Busgang, accountant, Jenny Busgang, housewife, wife separate as to property of the said Moses Busgang, and Hyman Busgang, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveables, under the name of "Busgang Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12540-54)

Camille Sirois & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1954, constituant en corporation: Camille Sirois, rentier, Dame Antonia Levasseur Sirois, épouse contractuellement séparée de biens dudit Camille Sirois et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Rivière-Madeleine, district judiciaire de Gaspé, et Gérard Doyon, avocat, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, sous le nom de "Camille Sirois & Fils Limitée", avec un capital total de $90,000, divisé en 900 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12399-54)

Canadian Azteca Import-Export Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1954, constituant en corporation: Armand-C. Comtois, commerçant, de Boucherville, Robert Bombenon, vendeur, et Arthur Lussier, avocat, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles de bijouterie, horlogerie, argenterie, produits alimentaires et de tout autre article que la compagnie jugera utile aux fins de son industrie, sous le nom de "Canadian Azteca Import-Export Co. Ltd.", avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 427, rue Notre-Dame, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, il vingt octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12411-54)

Canadian Quarries Company Limited, 1954

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1954, constituant en corporation: Aldéric Laurendeau, C.R., avocat, d'Outremont, Jeanne Ouellette, secrétaire, Henri Rhéaume, gérant, Gérard Miron et Adrien Miron, industriels, ces quatre derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme carriers et entrepreneurs généraux pour la construction de travaux publics et privés, sous le nom de "Canadian Quarries Company Limited, 1954", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12540-54)

Camille Sirois & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October 1954, incorporating: Camille Sirois, annuitant, Dame Antonia Levasseur Sirois, wife contractually separate as to property of said Camille Sirois and duly authorized by the latter for the purposes herein, both of Magdalen River, judicial district of Gaspé, and Gérard Doyon, advocate, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, under the name of "Camille Sirois & Fils Limitée", with a total capital of $90,000, divided into 900 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Magdalen River, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12399-54)

Canadian Azteca Import-Export Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1954, incorporating: Armand-C. Comtois, dealer, of Boucherville, Robert Bombenon, salesman, and Arthur Lussier, advocate, the two latter of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in jewellery, clocks and watches, silverware, food products and any other article that the company may deem useful to further its trade, under the name of "Canadian Azteca Import-Export Co. Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of $100 each and 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 427 Notre-Dame Street, East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12411-54)

Canadian Quarries Company Limited, 1954

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1954, incorporating: Aldéric Laurendeau, Q.C., advocate, of Outremount, Jeanne Ouellette, secretary, Henri Rhéaume, manager, Gérard Miron and Adrien Miron, industrialists, the latter four from Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as quarrymen and general contractors for construction in public and private works, under the name of "Canadian Quarries Company Limited, 1954", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be in the city of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12488-54)

Cannon Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporation: Bruce McKellar, vendeur, Ellen Biggar McKellar, ménagère, épouse séparée de biens de Bruce McKellar, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Ste-Geneviève, John Michael Schlesinger, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de machines enregistreuses, sous le nom de "Cannon Industries Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions communes de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12488-54)

Cannon Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1954, incorporating: Bruce McKellar, salesman, Ellen Biggar McLellar, housewife, wife separate as to property of Bruce McKellar, and duly authorized by him for these present purposes, both of Ste-Geneviève, John Michael Schlesinger, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in cash registers, under the name of "Cannon Industries Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal,

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12584-54)

Centre Audio-Visuel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporations: Fernand Rivard, cinéaste, Bernard Tessier, industriel, Gérard L. Bellavance, chiropraticien, tous des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'appareils audio-visuels, sous le nom de "Centre Audio-Visuel Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1267, rue Hart, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12584-54)

Centre Audio-Visuel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1954, incorporating: Fernand Rivard, cineast, Bernard Tessier, industrialist, Gérard L. Bellavance, chiroprator, all of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the industry and business of audio-visual appliances, under the name of "Centre Audio-Visuel Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1267 Hart Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12198-54)

Centre Culturel et Artistique de Sherbrooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Crépeau, Guy Crépeau, avocats, et Laurette Comtois, secrétaire, fille majeure, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Promouvoir et enseigner les arts sous toutes leurs formes, sous le nom de "Centre Culturel et Artistique de Sherbrooke Inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à 10, rue Wellington, nord, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12198-54)

Centre Culturel et Artistique de Sherbrooke Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October 1954, to incorporated as a corporation without share capital: Richard Crépeau, Guy Crépeau, advocates, and Laurette Comtois, secretary, fille majeure, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To promote and teach arts of every nature and kind, under the name of "Centre Culturel et Artistique de Sherbrooke Inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of property which the Corporation may hold, is $10,000.

The head of the Corporation will be at 10 Wellington Street, North, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12193-54)

Chamberland & Lortie Service Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1954, constituant en corporation: Alfred Chamberland, Roland Lortie, commerçants, André Trottier, comptable agréé, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Chamberland & Lortie Service Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions de $40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lennoxville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12193-54)

Chamberland & Lortie Service Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1954, incorporating: Alfred Chamberland, Roland Lortie, dealers, André Trottier, chartered accountant, all of Sherbrooke, judicial district of St-Francis, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Chamberland & Lortie Service Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 shares of $40 each.

The head office of the company will be at Lennoxville, judicial district of St-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 10804-54)

Clubs Juvéniles de la Police de Longueuil
Longueuil Police Juvenile Clubs

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Odé Fortin, manufacturier, Jules Brossard, chef de police, Raymond Jazzar, marchand, Charlemagne Guillemette, sergent de police, Douglas H. Thompson, Florian Crête, tous deux commis, Paul Charron, lieutenant de police, George Perks, comptable, Raymond St-Jean, Oscar Sauvageau Roger Audette, tous trois machinistes, Joseph Martin, ingénieur, et Paul Arcand, pharmacien, tous de Longueuil, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler au bien-être et à la culture morale, intellectuelle et physique des enfants et de promouvoir la prévention de la délinquence juvénile, sous le nom de "Clubs Juvéniles de la Police de Longueuil — Longueuil Police Juvenile Clubs".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10804-54)

Clubs Juvéniles de la Police de Longueuil
Longueuil Police Juvenile Clubs

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Odé Fortin, manufacturer, Jules Brossard, chief of police, Raymond Jazzar, merchant, Charlemagne Guillemette, police sergeant, Douglas H. Thompson, Florian Crête, both clerks, Paul Charron, police lieutenant, George Perks, accountant, Raymond St-Jean, Oscar Sauvageau, Roger Audette, all three machinists, Joseph Martin, engineer, and Paul Arcand, druggist, all of Longueuil, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To work for the welfare and moral, intellectual and physical development of children and to promote the prevention of juvenile delinquency, under the name of "Clubs Juvéniles de la Police de Longueuil — Longueuil Police Juvenile Clubs".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12686-54)

Cyclo Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1954, constituant en corporation: Pierre de Costa Charron, importateur, Hervé Charron et Charles-Edward Camper, agents, tous d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nouveautés, quincaillerie, machineries, meubles et articles d'utilité domestique, sous le nom de "Cyclo Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12686-54)

Cyclo Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1954, incorporating: Pierre de Costa Charron, importer, Hervé Charron, and Charles Edward Camper, agents, all of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in novelties, hardware, machinery, furniture and articles of a domestic utility, under the name of "Cyclo Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12619-54)

Desmarais, Langevin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1954, constituant en corporation: Roger Desmarais, J.-Azarias Langevin, négociants, et Wilfrid N. Langevin, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de merceries pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Desmarais, Langevin Limitée", avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12619-54)

Desmarais, Langevin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1954, incorporating: Roger Desmarais, J. Azarias Langevin, merchants, and Wilfrid N. Langevin, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in small wares for men, women and children, under the name of "Desmarais, Langevin Limitée", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12618-54)

Doramel Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1954, constituant en corporation: Roger Desmarais, J.-Azarias Langegévin, négociants, et Wilfrid N. Langevin, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de merceries pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Doramel Limitée", avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vint et un octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12618-54)

Doramel Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1954, incorporating: Roger Desmarais, J. Azarias Langevin, merchants, and Wilfrid N. Langevin, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in small wares for men, women and children, under the name of "Doramel Limitée", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12400-54)

Dorchester Radiator & Welding Co. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1954, constituant en corporation: Dame Dorès Pion, veuve, Marcelle Pion, Philippe Dion, industriel, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous travaux de soudure en général, sous le nom de "Dorchester Radiator & Welding Co. Ltd", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1109, rue Panet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12400-54)

Dorchester Radiator & Welding Co. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October 1954, incorporating: Dame Dorès Pion, widow, Marcelle Pion, Philippe Pion, industrialist, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all types welding generally, under the name of "Dorchester Radiator & Welding Co. Ltd", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1109 Panet Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12373-54)

Electrical Supply Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 12373-54)

Electrical Supply Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1954, constituant en corporation: Benjamin Robinson, c.r., avocat, de Westmount, Théodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, et Jean McFarlane, dactylographe, fille majeure, ces deux dernières de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'entrepreneurs électricisens, sous le nom de "Electrical Supply Company Ltd.", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 490 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1954.

L'Assistant-procurer général;

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12606-54)

Flynn Enterprises Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1954, constituant en corporation: Jean-Louis Flynn, entrepreneur, André Antonuk, avocat, Laurent Granger, secrétaire-exécutif, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs en construction et en réparation, sous le nom de "Flynn Enterprises Ltd", avec un capital total de $300,000, divisé en 60,000 actions communes de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12545-54)

Gaspard Crépin Inc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1954, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Janine Pilon et Yvette Marcoux, secrétaires, filles majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de transport et d'entreposage, sous le nom de "Gaspard Crépin Inc", avec un capital total de $49,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12386-54)

Granby Builder's Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1954, constituant en corporation: Benjamin Robinson, c.r., avocat, de Westmount, Théodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, et Jean McFarlane, dactylographe, fille majeure, ces deux dernières de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1954, incorporating: Benjamin Robinson, Q.C., advocate, of Westmount, Théodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, Ethel Yussem, secretary, spinster, and Jean McFarlane, typist, spinster, the latter two of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and deal as electrical contractors under the name of "Electrical Supply Company Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value and into 490 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12606-54)

Flynn Enterprises Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1954, incorporating: Jean-Louis Flynn, contractor, André Antonuk, advocate, Laurent Granger, secretary-executive, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors in building and repairs, under the name of "Flynn Enterprises Ltd", with a total capital stock of $300,000, divided into 60,000 common shares of $5 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12545-54)

Gaspard Crépin Inc

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1954, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, of Longueuil, Janine Pilon and Yvette Marcoux, secretaries, spinsters, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a transport and warehousing company, under the name of "Gaspard Crépin Inc", with a total capital stock of $49,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12396-54)

Granby Builder's Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1954, incorporating:

tion: Georges Béland, commerçant, Robert Bérard, comptable, et Rita Nantel, secrétaire, fille majeure, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de manufacturiers et de commerçants de bois et de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de "Granby Builders' Supplies Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12571-54)

Grand Range Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporation: Samuel Gold, fourreur, Melvin Salmon, Irving Halperin et Michael Berger, avocats, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'experts et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Grand Range Gardens Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12461-54)

G. Trudeau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporation: Gérard Trudeau, maître-électricien, Roger Trudeau, Jean Trudeau et Yves Trudeau, électriciens, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de constructeurs ou entrepreneurs généraux comme électriciens, sous le nom de "G. Trudeau Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2190, rue Mercier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12409-54)

Hooper Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback et Albert

Georges Béland, dealer, Robert Bérard, accountant, and Rita Nantel, secretary, spinster, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in wood and building materials of all kinds, under the name of "Granby Builders' Supplies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12571-54)

Grand Range Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October 1954, incorporating: Samuel Gold, furrier, Melvin Salmon, Irving Halperin and Michael Berger, advocates, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of building consultants and general contractors, under the name of "Grand Range Gardens Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12461-54)

G. Trudeau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October 1954, incorporating: Gérard Trudeau, master electrician, Roger Trudeau, Jean Trudeau and Yves Trudeau, electricians, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of builders or general contractors as electricians, under the name of "G. Trudeau Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000, shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2190 Mercier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12409-54)

Hooper Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October 1954, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback and Albert Gomberg, all

Gomberg, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Hooper Realties Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Hooper Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney Genreal.

(P.G. 12228-54)

Imprimerie Brandon & Co. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporation: Amédée Joly, marchand, Délia Joly St-Georges, veuve non remariée de Joseph St-Georges, rentière, et André Joly, avocat, tous de Joliette, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'imprimeur, éditeur, relieur, libraire et publiciste, sous le nom de "Imprimerie Brandon & Co. Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Gabriel de Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12228-54)

Imprimerie Brandon & Co. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October 1954, incorporating: Amédée Joly, merchant, Délia Joly St-Georges, widow, unremarried, of Joseph St-Georges, annuitant, and André Joly, advocate, all of Joliette, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To carry on the trade and industry of printer, editor, binder, bookseller and publicist, under the name of "Imprimerie Brandon & Co. Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Gabriel de Brandon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12673-54)

Iron Ore Land Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1954, constituant en corporation: Paul-A. Ouimet, avocat, Hélène Tellier, secrétaire, fille majeure, tous deux de Westmount, et Gertrude Lalumière, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie foncière de construction et de développement, sous le nom de "Iron Ore Land Company", avec un capital total de $600, divisé en 600 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12673-54)

Iron Ore Land Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1954, incorporating: Paul-A. Ouimet, advocate, Hélène Tellier, secretary, spinster, both of Westmount, and Gertrude Lalumière, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a real estate, building and development company, under the name of "Iron Ore Land Company", with a total capital stock of $600, divided into 600 shares of $1 each.

The head office of the company will be at the town of Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12391-54)

Jeune Commerce Inc. de Beauharnois

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques DeSerres, employé civil, Jean Daigneault, paie-maître, et Bruno Charette, comptable, tous de Beauharnois,

(A.G. 12391-54)

Jeune Commerce Inc. de Beauharnois

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques DeSerres, civil employee, Jean Daigneault, paymaster and Bruno Charrette, accountant, all of Beauharnois,

district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Travailler à l'amélioration de la communauté de Beauharnois, surtout au point de vue civique, sous le nom de "Jeune Commerce Inc. de Beauharnois".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12295-54)

Jones Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1954, constituant en corporation: Sutton Jones, James Jones, commerçants, tous deux de Petit Pabos, Reggie Jones, commerçant, de Chandler, tous du district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Jones Motors Ltd.", avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Murdochville, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12572-54)

J. Troini Bros. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1954, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de Hampstead, Neil F. Phillips, avocat, de Westmount, Arthur F. Garmaise, avocat, Yvonne Belanger, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, sous le nom de "J. Troini Bros. Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions communes de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12056-54)

Kemp Uranium Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1954, constituant en corporation: Ernest Lafontaine, avocat, Jacques Lafontaine, gérant, et Roberte Smith, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To work for the improvement of the community of Beauharnois, especially from a civic point of view, under the name of "Jeune Commerce Inc. de Beauharnois".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, October, twentieth, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12295-54)

Jones Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1954, incorporating Sutton Jones, James Jones, dealers, both of Petit Pabos, Reggie Jones, dealer of Chandler, all of the judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To carry on as garage-keepers under the name of "Jones Motors Ltd.", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Murdochville, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12572-54)

J. Troini Bros. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October 1954, incorporating: David Goodman, advocate, of Hampstead, Neil F. Phillips, advocate of Westmount, Arthur F. Garmaise, advocate, Ybonne Belanger, secretary, fille majeure, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in wearing apparel, under the name of "J. Troini Bros. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12056-54)

Kemp Uranium Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-fifth day of October 1954, incorporating: Ernest Lafontaine, advocate, Jacques Lafontaine, manager, and Roberte Smith, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Kemp Uranium Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Kemp Uranium Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $4,000,000, divided into 4,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12579-54)

Labrador Heating & Plumbing Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1954, constituant en corporation: Théo. Gagné, plombier, Claude Mercier, Maurice Gagnon, comptables, Gérard LePage, ingénieur, et Louis Paradis, avocat, tous de Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Labrador Heating & Plumbing Company", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12579-54)

Labrador Heating & Plumbing Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1954, incorporating: Théo. Gagné, plumber, Claude Mercier, Maurice Gagnon, accountants, Gérard LePage, engineer, and Louis Paradis, advocate, all of Sept-Iles, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To carry on the operations of plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Labrador Heating & Plumbing Company", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12479-54)

La Ferme Manasan Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1954, constituant en corporation: Robert Laberge, agriculteur, de Danville, district judiciaire de Saint-François, Joseph-Alfred Laberge, industriel, et Marie Laberge, épouse séparée de biens dudit Joseph-Alfred Laberge, ces deux derniers de Sudbury, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie agricole sous toutes ses formes et le commerce de produits et sous-produits de la ferme, de l'agriculture et de l'élevage, sous le nom de "La Ferme Manasan Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Danville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12479-54)

La Ferme Manasan Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1954, incorporating: Robert Laberge, farmer of Danville, judicial district of Saint-Francis, Joseph-Alfred Laberge, industrialist and Marie Laberge, wife separate as to property of the said Joseph-Alfred Laberge, the latter two of Sudbury, province of Ontario, for the following purposes:

To operate as agricultural industry under all its forms and to deal in farm, agricultural and stock-breeding products and by-products under the name of "La Ferme Manasan Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Danville, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12680-54)

La Garde Indépendante d'Iberville de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du

(A.G. 12680-54)

La Garde Indépendante d'Iberville de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

vingt-sept octobre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Giroux, étalagiste, Gérard Bouchard, étudiant, de Québec, Georges Gosselin, opérateur, Good Year, Gérard Renaud, décorateur, de Québec-Ouest, Richard Lacasse, infirmier, Lucien Bouchard, journaliste, et Raynald Lafrance, tisserand, de ville Montmorency, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Travailler à la formation morale et patriotique de ses membres, sous le nom de "La Garde Indépendante d'Iberville de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

seventh day of October, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Giroux, window-dresser, Gérard Bouchard, student, of Quebec, Georges Gosselin, Good Year welt operator, Gérard Renaud, decorator, of Quebec-West, Richard Lacasse, orderly, Lucien Bouchard, journalist, and Raynald Lafrance, weaver, of the town of Montmorency, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To work toward the moral and patriotic development of its members under the name of "La Garde Indépendante d'Iberville de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, October, twenty-seventh, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12085-54)

La Laiterie de St. Hyacinthe Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1954, constituant en corporation: Anatole Désaultels, Omer Morissette, laitiers, et Jean Mathon, courtier en valeurs, tous du village de Saint-Joseph d'Yamaska, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du lait, de ses produits et sous-produits, sous le nom de "La Laiterie de St. Hyacinthe Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12085-54)

La Laiterie de St. Hyacinthe Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November 1954, incorporating: Anatole Désautels, Omer Morissette, dairymen, and Jean Mathon, stock broker, all of the village of Saint-Joseph d'Yamaska, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the dairy business and the products and by-products thereof, under the name of "Lairetie de St. Hyacinthe Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 11887-54)

L. Arcand & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1954, constituant en corporation: Léo Arcand, commerçant, de Saint-Joseph d'Yamaska, François Tétreault, journalier, de Sainte-Rosalie, et Marcel Morin, notaire, de Saint-Hyacinthe, tous du district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de peaux, os, animaux morts ou vivants, de toute nourriture d'animaux, objets de cuir et autres articles qui peuvent être fabriqués avec les matières premières ci-dessus, sous le nom de "L. Arcand & Cie Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur nominale ou au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph d'Yamaska, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11887-54)

L. Arcand & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1954, incorporating: Léo Arcand, dealer of Saint-Joseph d'Yamaska, François Tétreault, laborer, of Sainte-Rosalie, and Marcel Morin, notary of Saint-Hyacinthe, all of the judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in a general way in skins, bones, animals, living or dead, in any kind of animal food, leather objets and other articles which may be manufactured with the above raw materials, under the name of "L. Arcand & Cie Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal or par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph d'Yamaska, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12523-54)

Le Collège Mont-Saint-Louis

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Matte, en religion Révérend Frère Mainfroy-André, Roméo Audette, en religion Révérend Frère Omer of Mary, et Roland Alarie, en regligion Révérend Frère Marcellin-André, tous membres des Frères des Écoles Chrétiennes, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

La corporation poursuivra des fins religieuses, scientifiques et éducationnelles, sous le nom de "Le Collège Mont-Saint-Louis".

Le montant auquel sont limités les revenus des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12523-54)

Le Collège Mont-Saint-Louis

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Matte, in religion Reverend Brother Mainfroy-André, Roméo Audette, in religion Reverend Brother Omer of Mary, and Roland Alarie, in religion Reverend Brother Marcellin-André, all members of the Christians Brothers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

The corporation shall further religious, scientific and educational purposes, under the name of "Le College Mont-Saint-Louis".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12435-54)

Les Entrepreneurs du Lac St-Jean, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporation: Dominique Lapointe, avocat, Marie Gaudreault, sténographe, célibataire, tous deux de Ville d'Alma, et Primis Simard, huissier, de Naudville, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Agir comme constructeurs et entrepreneurs généraux; manufacturer et exercer le commerce de matériaux de construction, ainsi que le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Les Entrepreneurs du Lac St-Jean, Ltée", avec un capital total de $75,000, divisé en 6,000 actions communes de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du breau du Procureur général, le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12435-54)

Les Entrepreneurs du Lac St-Jean, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October 1954, incorporating: Dominique Lapointe, advocate, Marie Gaudreault, stenographer, spinster, both of the town of Alma, and Primis Simard, bailiff, of Naudville, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To act as builders and general contractors; manufacture and deal in building materials, as well as to carry on the real estate business, under the name of "Les Entrepreneurs du Lac St-Jean, Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12597-54)

Les Placements Champreville Inc.
Champreville Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1954, constituant en corporation: Paul Poirier, notaire, Jude Gratton, comptable, et Françoise Dallaire, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements et de contrôle, sous le nom de "Les Placements Champreville Inc. — Champreville Investment Inc.", avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 1,950 actions privilégiées de $100 chacune.

(A.G. 12597-54)

Les Placements Champreville Inc.
Champreville Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October 1954, incorporating: Paul Poirier, notary, Jude Gratton, accountant, and Françoise Dallaire, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and trust company, under the name of "Les Placements Champreville Inc. — Champreville Investment Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and 1,950 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12513-54)

Les Tricots Excel Limitée
Excel Hosiery Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporation: Bertrand Dandonneau, Gaston Thomas, industriels, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Alphonda Lavoie, gérant, de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements et de bas, sous le nom de "Les Tricots Excel Limitée — Excel Hosiery Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12513-54)

Les Tricots Excel Limitée
Excel Hosiery Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1954, incorporating: Bertrand Dandonneau, Gaston Thomas, industrialists, both of the city and judicial district of Montreal, and Alphonda Lavoie, manager, of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and hosiery, under the name of "Les Tricots Excel Limitée — Excel Hosiery Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12617-54)

Librairie Concorde, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1954, constituant en corporation: Isabelle Vigneau, Lucette Vigneau, secrétaires, filles majeures, et François Lajoie, fils, avocat, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de livraires, sous le nom de "Librairie Concorde, Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12617-54)

Librairie Concorde, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1954, incorporating: Isabelle Vigneau, Lucette Vigneau, secretaries, spinsters, and François Lajoie, son, advocate, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business and industry of librairians, under the name of "Librairie Concorde, Ltée", with a total capital stock of $20,000 divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12565-54)

Marcel Couture & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1954, constituant en corporation: Marcel Couture, manufacturier, de Disraëli, Yolande Roy, célibataire, sténographe, et André Trottier, comptable agréé, de Sherbrooke, tous du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de portes et châssis et agir comme entrepreneur général, sous le nom de "Marcel Couture & Frère Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $40 chacune.

(A.G. 12565-54)

Marcel Couture & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October 1954, incorporating: Marcel Couture, manufacturer, of Disraëli, Yolande Roy, spinster, stenographer, and André Trottier, chartered accountant, of Sherbrooke, all of the judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To manufacture and deal in doors and sashes and act as general contractor, under the name of "Marcel Couture & Frère Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 shares of a par value of $40 each.

Le siège social de la compagnie sera à Disraëli, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12398-54)

McCuaig Bros. & Co. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1954, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, C.R., avocat, Kenneth Hunter Wilson, avocat, Helen Hague, gérante de bureau, célibataire, Harold J. Child, courtier en valeurs mobilières, tous de Montréal, et Hugh R. McCuaig, courtier en valeurs mobilières, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements et de courtage, sous le nom de "McCuaig Bros. & Co. Ltd.", avec un capital total de $1,050,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 1,000,000 d'actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12596-54)

Meunerie Ste-Martine Inc.
Ste-Martine Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1954, constituant en corporation: François Dorval, avocat, de Maple Grove, Auguste Nadeau, meunier, de Sainte-Martine, et Anita Olivier, secrétaire, fille majeure, de Beauharnois, tous du district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de meunerie et le commerce de produits agricoles, sous le nom de "Meunerie Ste-Martine Inc. — Ste-Martine Mills Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Sainte-Martine, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12360-54)

O. Corriveau & Fils, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1954, constituant en corporation: Ovila Corriveau, René Corriveau, industriels, et Laurence Corriveau, ménagère, fille majeure, tous de Montmagny, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Disraëli, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12398-54)

McCuaig Bros. & Co. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1954, incorporating: Kenneth Albert Wilson, Q.C., advocate, Kenneth Hunter Wilson, advocate, Helen Hague, office manager, spinster, Harold J. Child, security broker, all of Montreal, and Hugh R. McCuaig, security broker, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment and brokerage company, under the name of "McCuaig Bros. & Co. Ltd", with a total capital stock of $1,050,000, divided into 50,000 common shares of a par value of $1 each and into 1,000,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12596-54)

Meunerie Ste-Martine Inc.
Ste-Martine Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1954, incorporating: François Dorval, advocate, of Maple Grove, Auguste Nadeau, miller, of Sainte-Martine, and Anita Olivier, secretary spinster, of Beauharnois, all of the judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on the milling-trade and to deal in agricultural products, under the name of "Meunerie Ste-Martine Inc. — Ste-Martine Mills Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be in the town of Sainte-Martine, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12360-54)

O. Corriveau & Fils, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September 1954, incorporating: Ovila Corriveau, René Corriveau, industrialists, and Laurence Corriveau, housekeeper, fille majeure, all of Montmagny, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

Construire, en tout ou en partie, exécuter ou exploiter tout genre de travaux publics ou privés, traiter par tout procédé manuel mécanique, chimique, électrique ou autres, toute matière première ou produits en cours de fabrication, sous le nom de "O. Corriveau & Fils, Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1ère Rue, Boulevard St-Nicolas, Saint-Thomas de Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

To build in whole or in part, carry out or develop all types of public or private works, treat by means of manual, mechanical, chemical, electrical or other process, any raw material or products under fabrication, under the name of "O. Corriveau & Fils, Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be on 1st Street, St. Nicholas Boulevard, Saint-Thomas de Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12528-54)

Rainbow Construction Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1954, constituant en corporation: Samuel Léon Mendelson, avocat et conseil de la Reine, de Westmount, Léo Rosentzveig, avocat, de Montréal, Manuel Shacter, avocat d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Rainbow Construction Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12528-54)

Rainbow Construction Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1954, incorporating: Samuel Léon Mendelson, advocate and Queen's Council, of Westmount, Léo Rosentzveig, advocate, of Montreal Manuel Shacter, advocate of Outremount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors and to deal in building material under the name of "Rainbow Construction Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12520-54)

Redi-Heat Electric Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1954, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, avocats, Celia Cohen et Catherine Allin, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils électriques pour usage domestique, commercial et industriel, sous le nom de "Redi-Heat Electric Company", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12520-54)

Redi-Heat Electric Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1954, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, advocates, Celia Cohen and Catherine Allin, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical appliances for domestic, commercial and industrial purposes, under the name of "Redi-Heat Electric Company", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12460-54)

Richelieu Welding Supplies Ltd.
Accessoires de Soudure Richelieu Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

(A.G. 12460-54)

Richelieu Welding Supplies Ltd.
Accessoires de Soudure Richelieu Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1954, constituant en corporation: Lawrence Galletti, industriel, de Greenfield Park, Lucien Archambault et Frank Galletti, industriels, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits, articles et accessoires relatifs à la soudure, sous le nom de "Richelieu Welding Supplies Ltd. — Accessoires de Soudure Richelieu Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 105, boulevard Taschereau, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12279-54)

Seven Islands' Sportman's Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1954, constituant en corporation: Brien Botham, ingénieur électricien, Jim Coughlin, ingénieur conseil, et Bernard Goguen, gérant, tous de Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay, pourl es objets suivants:

Construire et exploiter un club pour pratiquer les sports, exercices, divertissements, représentations et récréations, sous le nom de "Seven Islands' Sportman's Club Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12385-54)

Shefford Cement Blocks Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporation: Patrice Gaudreau, étudiant, Carmen Gaudreau, étudiante, fille majeure, et Rita Nantel, secrétaire, fille majeure, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de manufacturiers et de commerçants de bois et de matériaux de construction, sous le nom de "Shefford Cement Blocks Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12642-54)

Sleepland Furniture Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1954, incorporating: Lawrence Galletti, industrialist, of Greenfield Park, Lucien Archambault and Frank Galletti, industrialists, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and deal in products, articles and accessories relative to welding, under the name of "Richelieu Welding Supplies Ltd. — Accessoires de Soudure Richelieu Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 105, Taschereau Boulevard, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12279-54)

Seven Islands' Sportman's Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1954, incorporating: Brien Botham, electrical engineer, Jim Coughlin, consluting engineer, and Bernard Goguen, manager, all of Sept-Iles, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To build and operate a club for the practice of sports, exercices, entertainment, performances and recreation, under the name of "Seven Islands' Sportsman's Club Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12385-54)

Shefford Cement Blocks Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October 1954, incorporating: Patrice Gaudreau, student, Carmen Gaudreau, student, fille majeure, and Rital Nantel, secretary, fille majeure, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on the manufacturing business and to deal in lumber and building materials as merchant, under the name of "Shefford Cement Blocks Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12642-54)

Sleepland Furniture Centre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1954, constituant en corporation: David Gulden, marchand, Frances Furman, secrétaire, fille majeure, et Zelda Gulden, ménagère, épouse séparée de biens dudit David Gulden, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, de boiseries et d'articles d'utilité domestique, sous le nom de "Sleepland Furniture Centre Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1954.

L'Assistant-procureur-général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12539-54)

Standard Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1954, constituant en corporation: Joseph Saul Mooallim, Naim Salman Shiri, vendeurs, et Renée Gabbay Shiri, ménagère, épouse séparée de biens dudit Naim Salman Shiri, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincailliers, sous le nom de "Standard Distributors Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 57, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12585-54)

St-Lawrence Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1954, constituant en corpotion: Ybon Matte, de Cap-Santé, Gérard Renaud, de Québec, tous deux du district judiciaire de Québec, et Yves Giguère, de Sainte-Marie district judiciaire de Beauce, tous comptables, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits de quincaillerie, serrurerie, matériaux de construction et produits de plomberie et électricité, sous le nom de "St-Lawrence Hardware Inc.", avec un capital total de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 569, de la Canardière, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1954, incorporating: David Gulden, marchand, Frances Furnam, secretary, spinster, and Zelda Gulden, housewife, wife separate as to property of the said David Gulden, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, woodwork and articles of domestic utility, under the name of "Sleepland Furniture Centre Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12539-54)

Standard Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1954, incorporating: Joseph Saul Mooallim, Naim Salman Shiri, salesmen, and Renée Gabbay Shiri, housewife, wife separate as to property of the said Naim Salman Shiri, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hardware dealers under the name of "Standard Distributors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each, and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 57, St-James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12585-54)

St-Lawrence Hardware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October 1954, incorporating: Yvon Matte, of Cap Santé, Gérard Renaud, of Quebec both of the judicial district of Quebec, and Yves Giguère, of Sainte Marie, judicial district of Beauce, all accountants, for the following purposes:

To deal in hardware products, locksmithery, building material and plumbing and electrical products, under the name of "St-Lawrence Hardware Inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 569 de la Canardière, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN.
38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12562-54)

St-Louis Automobiles, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1954, constituant en corporation: Henri Chenard, garagiste, Jean-Louis Ouellet, commis, et Camille Lapointe, comptable tous de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, sous le nom de "St-Louis Automobiles, Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnies sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12562-54)

St-Louis Automobiles, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October 1954, incorporating: Henri Chenard, garage-keeper, Jean Louis Ouellet, clerk and Camille Lapointe, accountant, all Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, under the name of "St-Louis Automobiles, Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12251-54)

The Hodson Corporation (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1954, constituant en corporation: Roméo Delisle, marchand, Alphonse Piché et Robert Delagrave, comptables, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'huile industrielle et de lubrifiants industriels, et de service de lubrifiants industriels et de toute autre ligne identique ou connexe, sous le nom de "The Hodson Corporation (Quebec) Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12251-54)

The Hodson Corporation (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October 1954, incorporating: Roméo Delisle, merchant, Alphonse Piché and Robert Delagrave, accountants, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in industriel oil and lubricants, the servicing thereof and in any other identical or allied lines, under the name of "The Hodson Corporation (Quebec) Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12453-54)

Thrift Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1954, constituant en corporation: Jean-Luc Poulin, architecte, Ronald Ditner et Pierre Hirou, dessinateurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Thrift Investment Corporation", avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12453-54)

Thrift Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1954, incorporating: Jean-Luc Poulin, architect, Ronald Ditner and Pierre Hirou, draughtsmen, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveables, under the name of "Thrift Investment Corporation", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 8255 St-Laurent Boulevard, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 11861-54)

Transvision (Sherbrooke) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1954, constituant en corporation: Armand Rousseau, Wesley H. Bradley, Douglas S. Howard, tous trois avocats, C.R., Jeannette Hugo, sténographe, fille majeure, et J.-Philippe Dion, gérant, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exploiter un poste de télévision, sous le nom de "Transvision (Sherbrooke) Inc.", avec un capital divisé en 200 actions sans valeur au pair ou nominale et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11861-54)

Transvision (Sherbrooke) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1954, incorporating: Armand Rousseau, Wesley H. Bradley, Douglas S. Howard, all three advocates, Q.C., Jeannette Hugo, stenographer, spinster, and J.-Philippe Dion, manager, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To operate a television station, under the name of "Transvision (Sherbrooke) Inc.", with a capital stock divided into 200 shares without nominal or par value, and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12508-54)

Trois-Rivières Waste Paper & Metal Co. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1954, constituant en corporation: Maurice Langlois, Frank I. Ritchie, fils, tous deux avocats, et Dave M. Mackay, agent d'assurances, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de métaux de toutes sortes, de ferrailles, de papier et autres objets de rebut, sous le nom de "Trois-Rivières Waste Paper & Metal Co. Ltd", avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12508-54)

Trois-Rivières Waste Paper & Metal Co. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1954, incorporating: Maurice Langlois, Frank I. Ritchie, junior, both advocates, and Dave M. Mackay, insurance agent, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in metals of all kinds, scrap-iron, paper and other types of scrap, under the name of "Trois-Rivières Waste Paper & Metal Co. Ltd", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12588-54)

Walsh Adhesives Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1954, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'agglutinants, sous le nom de "Walsh Adhesives Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2024, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12588-54)

Walsh Adhesives Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October 1954, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Sifkin, secretary, fille majeure, both of Montreal, Syril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the follow-inf purposes:

To carry on the business of and deal in adhesives, under the name of "Walsh Adhesives Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2024 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12543-54)

Wilfrid Daoust & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1954, constituant en corporation: Wilfrid Daoust, marchand, Paul Trépanier, avocat, tous deux de Lachine, et François Auclair, avocat, de Saint-Vincent-de-Paul, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, relieurs, graveurs, lithograveurs et éditeurs; exercer le commerce de distributeurs de publications ou périodiques; faire affaires comme agents de publicité; exercer le commerce d'agents et distributeurs de tous produits ordinairement vendus dans les restaurants, sous le nom de "Wilfrid Daoust & Fils Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12543-54)

Wilfrid Daoust & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1954, incorporating: Wilfrid Daoust, merchant, Paul Trépanier, advocate, both of Lachine, and François Auclair, advocate, of Saint-Vincent-de-Paul, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, binders, engravers, lithographers, and editors; to operate as distributors of publications or preriodicals; to carry on business as publicity agents; to operate a business as agents and distributors of all products usually sold in restaurants, under the name of "Wilfrid Daoust & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12529-54)

WM. F. Palmer Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1954, constituant en corporation: Frank Melvin Godine, Benjamin Shulman et Harry Blank, avocats, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "WM. F. Palmer Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12529-54)

WM. F. Palmer Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1954, incorporating: Frank Melvin Godine, Benjamin Shulman and Harry Blank, aduccates, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and editors, under the name of "WM. F. Palmer Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12315-54)

Burger Lumber Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier octobre 1954, à la compagnie "Burger-Ellen Incorporated" constituée en corporation en vertu de ladite, première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22 août 1950, changeant son nom en celui de "Burger Lumber Incorporated".

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12315-54)

Burger Lumber Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October first 1954, to the company "Burger-Ellen Incorporated", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 22nd, 1950, changing the company's name to that of "Burger Lumber Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this October first, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12001-54)

H. P. Ferron Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supmentaires, en date du vingt-deux octobre 1954, à la compagnie "Marcel Gamache Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 août 1948, changeant son nom en celui de "H. P. Ferron Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12001-54)

H. P. Ferron Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-second, 1954, to the company "Marcel Gamache Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 17th, 1948, changing its name into that of "H. P. Ferron Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12099-54)

Jos. Brodrique & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente octobre 1954, à la compagnie "Jos. Brodrique & Fils Limitée", augmentant son capital de $49,000 à $149,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12099-54)

Jos. Brodrique & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of October 1954, to the company "Jos. Brodrique & Fils Limitée", increasing its capital from the sum of $49,000 to $149,000: the additional share capital being divided into 10,000 preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 10244-54)

Laval Realties Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente septembre 1954, à la compagnie "Laval Realties Co.", augmentant son capital de $320,000 à $620,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 300,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1954,

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10244-54)

Laval Realties Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of September 1954, to the company "Laval Realties Co.", increasing its capital stock from $320,000 to $620,000: the additional share capital being divided into 300,000 preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12604-54)

Mark Hot Foundries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un octobre 1954, à la compagnie "Mark-Hot Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7 décembre 1950, sous le nom originaire de "Mark-Hot Foundries Ltd.", et par lettres patentes supplémentaires en date du 11 août 1954, changeant ledit nom originaire en celui de "Mark-Hot Inc.", changeant de nouveau son nom en celui de "Mark Hot Foundries Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12604-54)

Mark Hot Foundries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated the twenty-first day of October, 1954, to the company "Mark-Hot Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 7th, 1950, under the original name of "Mark-Hot Foundries Ltd.", and by supplementary letters patent dated August 11th, 1954, changing the said original name into that of "Mark-Hot Inc.", again changing its name into that of "Mark Hot Foundries Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12603-54)

Mark Hot Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Quebec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un octobre 1954, à la compagnie "L. P. Marcotte Ltée (Ltd.)", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25 août 1949, changeant son nom en celui de "Mark Hot Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12603-54)

Mark Hot Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-first, 1954, to the company "L. P. Marcotte Ltée (Ltd.)", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 25th, 1949, changing its name into that of "Mark Hot Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12498-54)

Periodica Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt octobre 1954, à la compagnie "Periodica Inc.", *a*) réduisant son capital de $40,000 à $10,000: le capital-actions annulé étant divisé en 3,000 action ordinaires de $10 chacune; *b*) augmentant ledit capital de $10,000 à $60,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le vingt octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12498-54)

Periodica Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October, twentieth, 1954, to the company "Periodica Inc.", *a*) reducing its capital stock from $40,000 to $10,000: the cancelled capital stock being divided into 3,000 common shares of $10 each; *b*) increasing the said capital from $10,000 to $60,000: the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12647-54)

Quebec Power Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un octobre 1954, à la compagnie "Quebec Power Company", *a*) augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 400,000 actions sans valeur au pair ou nominale; *b*) modifiant certaine disposition des lettres patentes supplémentaires accordées à cette compagnie le 26 juillet 1927.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12647-54)

Quebec Power Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of October, 1954, to the company "Quebec Power Company", *a*) increasing its capital stock: the additional capital stock being divided into 400,000 shares without nominal or par value; *b*)amending certain provisions in supplementary letters patent issued to this company on July 26th, 1927.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12577-54)

Rediffusion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit octobre 1954, à la compagnie "Rediffusion Inc.", augmentant son capital de $2,500,000 à $2,725,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 45,000 actions de $5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12577-54)

Rediffusion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of October 1954, to the company "Rediffusion Inc.", increasing its capital from the sum of $2,500,000 to $2,725,000: the additional share capital being divided into 45,000 shares of $5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 11857-54)

Standard Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept octobre 1954, à la compagnie "Standard Agencies Ltd.", augmentant son capital de $49,000 à $250,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 510 actions ordinaires et en 1500 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11857-54)

Standard Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of October 1954, to the company "Standard Agencies Ltd.", increasing its capital from the sum of $49,000 to $250,000: the additional share capital being divided into 510 common shares and 1500 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

(P.G. 12519-54)

Tricot Somerset Inc.
Somerset Knitting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize octobre 1954, à la compagnie "Tricot Somerset Inc.— Somerset Knitting Inc.", augmentant son capital de $100,000 à $200,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38563-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12519-54)

Tricot Somerset Inc.
Somerset Knitting Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October thirteenth, 1954, to the company "Tricot Somerset Inc. — Somerset Knitting Inc.", increasing its capital stock from the sum of $100,000 to $200,000: the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1954.

C. E. CANTIN,

38563 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis public est, par les présentes, donné que les Commissaires d'Écoles de la Municipalité de la Cité de Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean s'adresseront à la prochaine session de la Législature pour obtenir une loi pourvoyant au paiement d'allocations aux Commissaires d'Écoles de la Municipalité de la Cité de Saint-Jean.

Montréal, le 27 octobre 1954.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES,
de la Municipalité de la

38443-44-4-o Cité de Saint-Jean.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité Scolaire de Saint-Laurent présenteront, à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé par laquelle ils demanderont à la Législature de Québec de passer un bill ou loi aux fins ci-après mentionnées:

a) Annexer le territoire des commissions scolaires suivantes: La commission scolaire de la Côte de Notre-Dame de Vertu et la Commission Scolaire de la Côte de Notre-Dame de Liesse;

b) Établir le cens électoral au premier juin;

c) Changer la date d'imposition de la cotisation scolaire;

d) Changer le quantum de la rémunération des commissaires.

Et pour d'autres fins.

Le Procureur des petitionnaires,

38422-44-4-o MAURICE SAUVÉ.

Applications to Legislature

NOTICE

Public notice is hereby given that The School Commissioners of the city of Saint-Jean, in the county of Saint-Jean will apply at the next session of the Legislature for the passing of an act permitting indemnities to be paid to The School Commissioners of the city of Saint Jean.

Montreal, October 27th, 1954.

THE SCHOOL COMMISSIONERS

39443-44-4-o of the City of Saint-Jean.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given That the school commissioners for the municipality of St. Laurent will petition the Legislature of Quebec for the purpose of introducing a private bill, praying the Legislature of Quebec to pass a bill or act for the purposes mentioned hereinafter:

a) Annex the territory of the following school commissions: The school commission of Côte Notre-Dame de Vertu and The school commission of Côte de Notre-Dame de Liesse;

b) Determine the electoral census as of June first;

c) Change the date of school assessment taxation;

d) Change the quantum of payments made to commissioners.

And for other purposes.

MAURICE SAUVÉ,

38422-44-4 Attorney for petitioners.

CITÉ DE HULL

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Hull s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa charte, pour les fins suivantes: pour permettre le paiement d'une rémunération au maire: pour changer la procédure à suivre sur réglement d'emprunt; pour permettre de mieux règlementer les nuissances, la fumée, le bruit et le travail de nuit; pour changer les dispositions relatives aux pensions des employés; pour règlementer les charretiers publics, et à cet effet, autoriser la cité à déterminer les postes de taxi, leur nombre, les prix, les taximètres, l'émission des licences de chauffeurs, et règlementer les véhicules de livraison; pour permettre de règlementer les lieux d'amusements de tout genre; pour permettre un dépôt judiciaire au lieu du cautionnement; pour modifier la composition de la Commission de Police; pour préciser les exemptions de taxes; pour modifier les licences et imposer des taxes locatives sur les individus, les commerçants et les manufacturiers; pour modifier le délai relativement au rôle de perception; pour amender les dispositions relatives aux franchises; pour permettre l'achat de machineries à même les règlements d'emprunt par vente à tempérament; pour ratifier une entente intervenue avec la Ottawa Transportation Commission et la ville d'Ottawa.

Hull, le 22 octobre 1954.

Le Maire
ALEXIS CARON.
Le Greffier,
H. LÉON LABLANC.

Contresigné:
Le Procureur de la cité de Hull,
ROY FOURNIER. 38371-44-4-o

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the city of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its charter, for the following purposes: to grant a salary to the Mayor; to change the procedure for the adoption of money by-laws; to regulate nuisances, smoke, noise and night work; to amend the regulations of pensions to its employees; to regulate public carriers and for that purposes authorize the city to establish taxi-stands, their number, prices, meters, the granting of licenses and to regulate delivery vehicles; to regulate public places; to authorize a deposit in lieu of bail; to change the composition of the Police Commission; to clarify tax exemptions; to modify the licenses and to impose a tenant's tax on individuals businessmen and manufacturers; to modify the delay relating to the collection roll; to midify the granting of franchise; to permit conditional sales contract for purchase of departmental equipment out of money by-laws; to confirm an agreement with the Ottawa Transportation Commission and the city of Ottawa.

Hull, October 22nd, 1954.

ALEXIS CARON,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Countersigned:
ROY FOURNIER,
Attorney for the city of Hull. 38371-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Compagnie de Jésus s'adressera à la prochaine session de la Législature de Québec, pour obtenir une loi amendant sa loi constitutive, pour lui permettre la formation de L'Institut de Ville-Marie qui coordonnera et donnera l'enseignement supérieur dans les maisons d'enseignement de la Compagnie de Jésus et qui décernera des grades et diplômes académiques.

Montréal, le 21 octobre 1954.

38372-44-4-o LA COMPAGNIE DE JÉSUS.

NOTICE

Public notice is hereby given that the Society of Jesus will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a law amending the law constituting it, to enable it to establish L'Institut de Ville Marie which will give and coordinate higher education in the houses of learning of the Society of Jesus and grant grades and academic diplomas.

Montreal, October 21st, 1954.

38372-44-4-o SOCIETY OF JESUS.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

AVIS DE PÉTITION À LA LÉGISLATURE

Avis est par les présentes donné que:

Mabel Webber, fille majeure usant de ses droits, des cité et district de Montréal, présente à la Législature de Québec, à sa prochaine session, une pétition demandant de changer son nom en celui de Mabel Webber Daniel.

Montréal, le 14 octobre, 1954.

Les Agents de la pétitionnaire,
LORANGER, BEAUDETTE &
38374-44-4-o LAGANIÈRE.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

NOTICE OF PETITION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given that Mabel Webber, spinster of full age, of the city and district of Montreal, shall present at the Legislature of the Province of Quebec at its next session, a petition asking the right to change her name to that of Mabel Webber Daniel.

Montreal, October 14th, 1954.

LORANGER, BEAUDETTE &
LAGANIÈRE,
38374-44-4-o Agents for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Messieurs Saul Zweig, vendeur, Myer Speevak, marchand, Jack L. Stern, gérant, Irving Bercovitch, vendeur, Nathan Caplan, gérant, David

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Saul Zweig, salesman, Myer Speevak, merchant, Jack L. Stern, manager, Irving Bercovitch, salesman, Nathan Caplan, manager, David Abrams,

Abrams, marchand, Harry Canzer, manufacturier, Abraham Silver, rentier, Jacob Klein, lithographe, Moses Cohen, marchand, Jack Sheffren, marchand, John Barnett, rentier, Saul Rynd, comptable agréé, Daniel Silver, manufacturier et Israël Davis, marchand, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation, ainsi que ceux qui pourront subséquemment devenir membres, en une congrégation religieuse sous le nom de "Congrégation Beth Aaron" avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières, lesquelles peuvent être requises à l'établissement d'une Synagogue ou lieu de culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation; vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toute partie d'icelles, et acquérir d'autres propriétés immobilières pour les remplacer; rédiger, faire, accepter et endosser pour ses propres fins des effets de commerce, billets promissoires et autres instruments négociables sous les signatures de ses officiers ou autres, tel que déterminé par son bureau de direction; garder des registres pour les actes de l'état civil; nommer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants et le ou les destituer et en nommer un autre ou d'autres en sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation auront l'autorité et le pouvoir de garder des registres pour les actes de l'état civil et agir relativement à iceux, tous autres pouvoirs civils concernant les ministres de congrégations religieuses; ce ou ces rabbins et/ou ce ou ces ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou de la personne dirigeant le Gouvernement, tel que décrété dans la Loi de l'ancienne Province du Bas Canada, 9-10 George IV, ch. 75, et auront néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi se rapportant aux ministres ainsi licenciés; assumer l'actif et le passif de la corporation qui a été constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 novembre 1949, en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, sans capital-actions, sous le nom de "Park Extension Jewish Community Association" avec le consentement de ladite corporation.

Montréal, 25 octobre 1954.

Les Procureurs des pétitionnaires,
SPERBER, GOLD & LAPIN.

38383-44-4-o

merchant, Harry Canzer, manufacturer, Abraham Silver, gentleman, Jacob Klein, lithographer, Moses Cohen, merchant, Jack Sheffren, merchant, John Barnett, gentleman, Saul Rynd, chartered accountant, Daniel Silver, manufacturer and Israël Davis, merchant, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious congregation under the name of "Congregation Beth Aaron", with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetery or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes, and other negotiable instruments under the signatures of its officers or others as may be determined by its Board of Directors; to keep registers for acts of civil status; to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation, to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, ch. 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of the corporation which was incorporated on November 22nd, 1949, by letters patent under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, without share capital, under the name of "Park Extension Jewish Community Association" with the consent of the said corporation.

Montreal, October 25th, 1954.

SPERBER, GOLD & LAPIN,
Attorneys for the petitioners.

38383-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par Mark Farrell, homme d'affaires des cité et district de Montréal, P.Q. et Henri Toussaint, industriel des cité et district de Québec, P.Q., étant tous les deux seuls exécuteurs testamentaires à la succession de Feu John Skillman O'Meara, de son vivant industriel des cité et district de Québec, P.Q., qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, ils demanderont l'adoption d'une loi précisant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires quant à l'aliénation des biens meubles et immeubles de la succession et l'emploi du produit d'icelle.

Québec, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs des pétitionnaires,
GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

38386-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is given by these presents by Mark Farrell, Business Man, of the city and district of Montreal, P.Q., and Henri Toussaint, industrialist, of the city and district of Quebec, being the two sole testamentary executors of the estate of the late John Skillman O'Meara, in his lifetime industrialist of the city and district of Quebec, P.Q., that at the next session of the Legislature of Quebec, they will demand the adoption of a law defining the powers of the testamentary executors, in so far as the alienation of the moveable and immoveable property of the estate and the investment of the proceeds are concerned.

Quebec, 25th October, 1954.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
Attorneys for the petitioners.

38386-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la corporation du village de Macamic s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. L'érection en municipalité de ville du territoire suivant, savoir: un territoire se composant en référence au cadastre officiel du village de Macamic, de tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que tous les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes à savoir:

au nord, le lac Macamic et la ligne séparative du rang III et IV; — au sud, la ligne séparative du rang II et III; — à l'est, le lac Macamic et le lot numéro 29 du rang III; — à l'ouest, le lot numéro 19 du rang III;

2. Certains amendements à la Loi des cités et villes en ce qui concerne l'émission de billets d'assignation pour infractions à la circulation et amendements concernant les formalités de l'élection.

Macamic, le 23ième jour d'octobre 1954.

Les procureurs de la requérante,
38384-44-4-o FORTIN, GRIMARD & RYAN.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the corporation of the village of Macamic will apply to the legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes:

1. The erection into a town corporation of the following territory, to wit: a territory composed, in reference to the official cadaster of the village of Macamic, of all the lots and their subdivisions, present and future, as well as all the roads, streets, lanes, railway rights of ways, water courses or parts thereof comprised within the following limits to wit:

To the North, Macamic Lake and the dividing line between ranges III and IV; to the south, the dividing line between ranges II and III; — to the East, Macamic Lake and Lot number 29, range III; — to the West, Lot number 19 of range III;

2. Certain amendments to the Cities and Towns Act concerning the issue of summons tickets for traffic violations and amendments concerning election formalities.

Macamic, this 23rd day of October 1954.

FORTIN, GRIMARD & RYAN,
38384-44-4-o Solicitors for Applicant.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Veljko Aragian, contremaître, Marko Boduljak, journalier et Cedo Savich, soudeur, tous trois de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale pour les objets suivants:

a) d'être constitués en corporation ecclésiastique dans la province de Québec sous le nom de "Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity";

b) d'être autorisés à acquérir ou à posséder des biens meubles et immeubles;

c) de tenir des registres de l'état civil;

d) de faire et accomplir tous autres actes ordinairement accomplis par les corporations ecclésiastiques;

et pour d'autres fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, BOUDRON,
38385-44-4-o BEAULIEU & CASGRAIN.

NOTICE

Public notice is hereby given that Veljko Aragian, Foreman, Marko Boduljak, Laborer and Cedo Savich, Welder, all three of the city and district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

a) to be incorporated as an ecclesiastical corporation in the Province of Quebec under the name of "Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity";

b) to be empowered to acquire or possess property, moveable and immoveable;

c) to keep registers of civil status;

d) to do and perform such other acts usually performed by ecclesiastical corporations;

and for the other purposes.

Montreal, October 25, 1954.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN,
38385-44-4-o Attorneys for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

1) Octroyer des deniers jusqu'à concurrence de dix milles dollars annuellement, pour aider dans la cité certaines sociétés, organisations, œuvres et publications;

2) Annexer à la cité de Salaberry-de-Valleyfield un territoire étant une partie du lot originaire 101 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile;

3) Modifier les heures de scrutin de neuf heures a.m. à six heures p.m., sur les règlements;

PUBLIC NOTICE

Public notice is, by these presents, given that the City of Salaberry-de-Valleyfield, a municipal body politic, incorporated according to law, having its head office in the city of Salaberry-de-Valleyfield, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, to obtain the passing of an act on the following matters:

1) To grant moneys to the amount of ten thousand dollars yearly, to help certain associations, organizations, works and publications, within the city;

2) To annex to the city of Salaberry-de-Valleyfield a territory being a part of original lot 101 of the official cadastre of the parish of Sainte-Cécile;

3) To amend polling-booth hours from nine o'clock a.m. to six o'clock, p.m., on the By-laws;

4) Porter à deux milles dollars le cens d'éligibilité aux charges de maire et d'échevins;

5) Abroger l'article 160 de la charte, régissant le traitement du juge municipal;

6) Et pour d'autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 25 octobre 1954.

Le Procureur de la pétitionnaire,

38387-44-4-o MAURICE PERRON.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de la province à sa prochaine session, pour obtenir sur les matières suivantes certaines modifications à sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, de même qu'aux différents statuts généraux ou particuliers qui la modifient ou la concernent:

Pour fixer au premier jour des mois de décembre, mars, juin et septembre de chaque année l'élection du maire suppléant;

Pour préciser le cens d'éligibilité du maire et des échevins;

Pour remplacer dans plusieurs articles de la loi les mots "Cour du recorder", "recorder en chef" et "recorder" par "cour municipale", "juge en chef" et "juge";

Pour déterminer que, lors d'une élection municipale, la présentation des candidats se fera un mercredi et que la votation aura lieu le deuxième lundi suivant la mise en nomination;

Pour remplacer dans quelques articles de la loi les mots "sujet britannique" par "citoyen canadien";

Pour enlever dans plusieurs articles de la loi le siège d'échevin désigné par le N° 3, lequel n'existe plus;

Pour confirmer le droit de voter à l'élection municipale, en qualité d'occupant, au mari d'une femme qui possède le cens électoral;

Pour exiger le cens électoral de chacun des propriétaires ou locataires conjoints pour qu'il puisse exercer le droit de vote à l'élection municipale;

Pour accorder le droit de voter à l'élection municipale, par le greffier de la cité, sur certificat du chef cotiseur, à l'électeur dont le nom a été omis par erreur sur la liste électorale;

Pour ajouter un numéro consécutif après le nom de tout électeur inscrit sur la liste électorale de chaque arrondissement de votation;

Pour fixer avant le dixième jour de septembre le temps où le greffier doit donner avis public que la liste des électeurs est déposée à son bureau et peut être examinée par toute personne;

Pour inscrire dans l'article 44 de la loi que l'un des avocats de la cité est membre du bureau des reviseurs de la liste électorale;

Pour décréter que le bureau des reviseurs de la liste électorale siègera tous les trois (3) ans;

Pour stimuler que l'avis de radiation de son nom sur la liste électorale sera signifié à une personne, au moins deux jours francs avant la présentation de la demande à cet effet au bureau des reviseurs;

Pour stipuler que le même avis sera adressé à toute personne domiciliée en dehors de la cité par malle recommandée, au moins trois jours francs avant la présentation de la demande de radiation au bureau des reviseurs;

Pour fixer au vingt-quatre septembre le dernier jour des séances du bureau des reviseurs;

Pour vendre copie de la liste électorale au prix de dix centins pour chaque cent noms

4) To carry to two thousand dollars the property rating for those eligible to the posts of Mayor and Aldermen;

5) To abrogate section 160 of the charter, governing the salary of the Municipal Judge;

6) And for other purposes.

Salaberry-de Valleyfield, October 25th, 1954.

MAURICE PERRON,

38387-44-4 Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of the Province, at its next session, in order to obtain on the following matters, certain amendments to its charter, act 19 George V, chapter 95, as well as the various general or special statutes amending said charter or concerned therewith:

To fix the first day of the months of December, March, June and September of each year, as the date of the election for pro-mayer;

To define more accurately the qualifications the mayor and aldermen should possess;

To replace in certain sections of the act, the words "Recorder's Court", "Chief Recorder" and "Recorder" by "Municipal Court", "Chief Justice" and "Judge";

To resolve that, at the time of a municipal election, the nomination of candidates shall be held on a Wednesday, and polling on the second Monday following nomination day;

To replace in some sections of the act, the words "British Subject" by "Canadian citizen";

To remove from many sections of the act, the alderman seat designated as No. 3, which seat no longer exists;

To confirm the right to vote at a municipal election, in the capacity of occupant, a husband whose wife possesses electoral qualifications;

To demand electoral qualifications of joint-owners or joint-lessees, in order that they may exercise their right to vote at a municipal election;

That the right to vote at a municipal election, be granted by the City Clerk, upon certification by the chief assessor, to an elector whose name has been omitted from the electoral list, by error;

To add a consecutive number after the name of any elector inscribed on the electoral list of each polling-subdivision;

To fix prior to the tenth day of September, the time when the Clerk should give public notice that the list of electors has been deposited at his office and may be examined by all persons;

To insert in section 44 of the act, that one of the city lawyers is a member of the Board of Revisers of the electoral list;

To enact that the Board of Revisors of the electoral list shall sit every three (3) years;

To stipulate that the notice of the striking out of a name on the electoral list shall be served on that person two whole days before submitting a request to this effect to the Board of Revisors;

To stipulate that this same notice shall be forwarded, by registered mail to any person residing outside the city, at least three whole days before the submitting of a request to the board of revisors for the striking out of a name;

To fix the twenty-fourth day of September as the last day of the sitting of the Board of Revisors;

To sell copy of electoral list at a fee of ten cents per hundred names of electors inscribed

d'électeurs inscrits sur ladite liste, limiter à cinq le nombre de copies à être fournies à tout électeur et requérir le greffier d'afficher la liste électorale à l'Hôtel de Ville et dans les stations du feu et de la police;

Pour établir devant quel tribunal seront poursuivies les pénalités imposées par la loi à certains officiers d'élection;

Pour déclarer quelle personne dirigera l'élection;

Pour fixer la mise en nomination, lors d'une élection générale, au premier mercredi de novembre;

Pour requérir le greffier de la cité de donner avis public de la mise en nomination et de l'élection dix jours avant le jour de la présentation des candidats;

Pour accepter une formule de cet avis, ainsi que des formules de bulletin de présentation pour le maire et les échevins;

Pour reconnaître que le bulletin de présentation peut être déposé avant le jour de la mise en nomination et autres formalités de la présentation;

Pour préciser la déclaration solennelle de propriété qui doit accompagner le bulletin de présentation;

Pour préciser le rôle du greffier de la cité lorsqu'il doit admettre ou rejeter un bulletin de présentation;

Pour fixer, lors d'une élection générale, le jour de la votation au deuxième lundi suivant le mise en nomination et pour étendre les heures du scrutin de huit heures du matin à six heures du soir;

Pour autoriser le greffier de la cité à remplacer le président de bureau de votation lorsque ce président ne veut ou ne peut agir;

Pour préciser qu'un seul agent de candidat est admis dans le bureau de votation le jour de l'élection;

Pour permettre au président de bureau de votation de remettre ensemble à l'électeur les bulletins de vote auxquels il a droit;

Pour obliger le président de bureau de votation à noter les objections aux bulletins de vote lors du dépouillement du scrutin;

Pour permettre au président de bureau de votation de détacher de tout bulletin de vote, lors du dépouillement du scrutin, le talon qu'il a oublié;

Pour obliger le président de bureau de votation à remettre au greffier de la cité une copie du relevé du scrutin;

Pour autoriser le greffier de la cité à assermenter des messagers qui recueilleront les boîtes du scrutin;

Pour établir que le premier décembre suivant le jour de l'élection d'un maire et des échevins, lors d'une élection générale, sera le jour de leur entrée en fonction;

Pour remplacer les mots "Cour supérieure" et "protonotaire" par les mots "Cour de magistrat" et "greffier"dans les dispositions de la loi relatives à la contestation des élections;

Pour décréter que tout employeur doit laisser deux heures libres à tout électeur pour lui permettre d'aller voter;

Pour corriger certains termes de la loi et préciser certains délais et certaines formalités concernant les élections;

Pour considérer certains employés de la cité, qui ont contribué à divers fonds de pension, comme ayant contribué au fonds de pension des employés permanents et leur accorder une pension de retraite en conséquence;

on the said list, and limit to five the number of copies to be forwarded to any elector, and require the clerk to post up the electoral list in the City Hall and in fire and police stations;

To establish before which court shall be argued the penalties to be imposed on certain election offices, according to law;

To state which person shall direct the election;

To fix nomination day, at the time of a general election, on the first Wednesday of November;

To require the city clerk to give public notice of nomination day and that of elections, ten days before the nomination of candidates;

To accept copy of this notice as well as that of nomination papers for mayor and aldermen;

To establish that nomination papers may be deposited before nomination day, and other nomination formalities;

To define more accurately the solemn declaration of property ownership which should accompany a nomination paper;

To define more accuretaly the duty of the city clerk when accepting or rejecting a nomination paper;

To fix, at the time of a general election, the date of polling-day on the second Monday following nomination day, and to extend polling hours from eight o'clock in the morning to six o'clock in the evening;

To authorize the city clerk to replace the officer presiding at the poll when said officer refuses or cannot act in such capacity;

To stipulate that only one agent per candidate is admitted in the polling station on election day;

To allow the officer presiding at the poll to hand to the elector the ballots to which he has a right;

To oblige the officer presiding at the poll to indicate by a note on the ballot paper any objections thereto at the time of the counting of votes;

To allow the officer presiding at the poll to detach from the ballot, while counting the votes, the stub that he might have forgotten;

To oblige the officer presiding at the poll to hand over to the city clerk a copy of the polling returns;

To authorize the city clerk to swear in the messenger whose duty is to collect the ballot boxes;

To establish that the first day of December following the election day for a mayor and aldermen, at the time of a general election, shall be the day on which they shall take up their duties;

To replace the words "Superior Court" and "Prothonotary" by the words "Magistrate's Court" and "Clerk" in the provisions of the act respecting the contesting of elections;

To enact that every employer should allow two hours' time to any elector in order that he may vote;

To correct certain law terms and specify certain delays and formalities concerning elections;

To consider certain civic employees who have contributed to various pension funds as having contributed to that of permanent employees and grant them a retirement pension accordingly;

Pour autoriser toute personne à transformer un terrain dont il est propriétaire en terrain de stationnement public et permettre au conseil de dispenser cette personne du paiement des taxes municipales;

Pour définir les pouvoirs du comité de régie du corps de police et du comité de régie de la brigade du feu, particulièrement en ce qui a trait à la discipline et aux sanctions, sujet à la ratification du conseil en certains cas;

Pour obliger tout constable de police à arrêter à vue ou à porter plainte devant la Cour municipale contre toute personne contrevenant ou aux règlements de la cité;

Pour permettre à des propriétaires d'immeubles dans la cité de présenter une requête aux fins d'obtenir l'exécution de différents travaux permanents dont ils rembourseront le coût et les frais au moyen d'une taxe spéciale qui sera imposée sur leurs immeubles et répartie d'après l'étendue du front de leurs propriétés, et pour autoriser la cité à emprunter les argents nécessaires afin d'exécuter ces travaux et à émettre des obligations dont le fonds d'amortissement n'excédera pas vingt ans, le tout sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec;

Pour permettre à la cité d'exécuter des travaux de pavage temporaires dans des rues nouvelles; pourvu qu'on lui garantisse 6% du coût de tels travaux; prévoir l'extinction de cette garantie et autoriser la cité à emprunter annuellement à cette fin une somme n'excédant pas $100,000.00;

Pour autoriser la cité à incorporer à son réseau de voirie des immeubles dont elle obtient des gouvernements, corporations publiques ou de chemin de fer, le prêt ou la location pour un loyer nominal, et lui permettre d'exécuter les travaux nécessaires;

Pour accroître les pouvoirs d'expropriation de la cité en vue d'améliorer le domaine public et lui permettre d'acquérir tout immeuble ou toute servitude dans un rayon de cent vingt-cinq pieds de chaque côté de toute rue ou place publique projetée, avec la faculté de disposer des biens ou droits acquis;

Pour déterminer que la plus-value qui résulte des améliorations publiques doit être évaluée et déduite de l'indemnité payable à l'exproprié;

Pour reconnaître que pour pouvoir plaider devant la Cour municipale ou l'un de ses juges, un assistant-greffier doit être un avocat inscrit au Barreau de la Province;

Pour fixer l'évaluation du Château Frontenac, à Québec, à $3,500,000.00, pendant neuf ans, à compter du 1er mai 1955, pour fin de taxation;

Pour confirmer et ratifier le contrat du 30 septembre 1954 intervenu entre la cité et la ville de Charlesbourg, relativement au déversement des tuyaux de drainage de la ville de Charlesbourg dans les égouts collecteurs de la cité, suivant les clauses et conditions dudit contrat;

Pour, si nécessaire, demander divers pouvoirs d'emprunt pour fins de travaux et d'améliorations publics;

En toute autre matière ou chose jugée utile ou pertinente à la bonne administration de la cité.

Québec, le 20 octobre, 1954.

Procureurs de la cité de Québec,
PELLETIER, GODBOUT &
LECLERC.

38373-44-4-o

To authorize any person to convert a piece of land which he owns into a public parking ground, and allow the council to exempt said person from paying municipal taxes thereon;

To define the powers of the committee governing the Police Force and that of the Fire Brigade, especially concerning disciplinary action and penalties, subject to ratification by the council in certain cases;

To oblige any police constable to arrest immediately, or lodge a complaint with the Municipal Court against any person infringing the law or city regulations;

To enable city owners of immoveable property to submit a petition for the purpose of obtaining different permanent works, the cost of which they will refund by means of a special tax which shall be imposed on their immoveables and apportioned according to the frontage area of their properties, and to authorize the city to borrow the necessary money in order to carry out these works and to issue bonds, whereof the sinking fund shall not exceed twenty years, all of which is subject to approval by the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission;

To enable the city to carry out temporary paving work on new streets; providing 6% of the cost of said work is guaranteed; provide for the extinction of said guarantee and authorize the city to borrow annually for said purpose, an amount not exceeding $100,000;

To authorize the city to incorporate in its system of roads, the immoveable granted it by governments and public or railrod corporations, whether on loan or for rent, at a nominal rate, and enable it to carry out the necessary work;

To increase the city's expropriation powers in order to improve public property, thus enabling it to acquire any immoveables or servitudes within a radius of one hundred and twenty-five feet on each side of any proposed street public square, with the right to dispose of vested property or interests;

To determine that the plus-value resulting from public improvements should be appraised and deducted from the indemnity payable to the expropriated party;

To recognize that in order to plead before the Municipal Court or one of its Judges, an assistant clerk must be a lawyer and a member of the Bar of the Province of Quebec;

To fix the valuation of the Chateau Frontenac, in Quebec, at the sum of $3,500,000.00, for a period of nine years, as from May 1st, 1955, for taxation purposes;

To confirm and ratify the contract concluded between the city and the town of Charlesbourg, dated September 30th, 1954, concerning the flow from the drain pipes of the town of Charlesbourg into the main sewers of the city, according to the clauses and conditions in said contract;

To request, if necessary, certain borrowing powers to carry out public works or those of improvement;

And for any other purposes which may be useful or pertinent to the good management of the city.

Quebec, October 20th, 1954.

PELLETIER, GODBOUT &
LECLERC,
Attorneys for the city of Quebec.

38373-44-4

Canada, Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis public est par la présente donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité d'Asbestos s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une indemnisation pour le président et les commissaires; pour faire ratifier la perception de certaines taxes imposées erronément sur le lot 6E du rang 3 du Canton de Shipton; pour demander l'annexion au point de vue municipal du terrain ci-après décrit sur lequel est construite l'école Castonguay:

"Un territoire, comprenant toute cette partie du lot 6A, rang II, du cadastre officiel du Canton de Shipton, renfermée dans les limites suivantes, à savoir:

Commençant au point d'intersection de la ligne séparative des lots 6A et 7A avec la ligne nord-est du lot 6A-38 (rue Chassé, Asbestos); de là dans une direction nord-est la ligne séparative des lots 6A et 7A jusqu'à son point d'intersection avec le prolongement du côté sud-ouest de la 1ère rue, Asbestos, (7A-101); de là dans une direction sud-est ledit prolongement du côté sud-ouest de la 1ère Rue, Asbestos, sur une longueur de deux cent soixante-cinq pieds (265′); de là dans une direction sud-ouest une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 6A et 7A jusqu'à la ligne nord-est du lot 6A-38 (rue Chassé, Asbestos); de là dans une direction nord-ouest ladite ligne nord-est du lot 6A-38 jusqu'au point de départ. Ledit territoire, ensemble avec les subdivisions actuelles et futures."

Le tout tel que montré sur un plan préparé par Paul Lachance, arpenteur-géomètre, en date du 13 août 1952;"

pour demander l'annexion au point de vue scolaire seulement des lots 6A, 11A, 11B, 11C, 12A, 12C et 12E du deuxième rang du Canton de Shipton et des lots 6E, 11D et 12G du troisième rang du Canton de Shipton et pour autres fins.

Asbestos, 25 octobre 1954.

Le Procureur des pétitionnaires,

38402-44-4-o LOUIS LANGLAIS.

Canada, Province of Quebec

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Asbestos will request the Quebec Legislature at its next session, to grant permission to renumerate the president and the commissioners; to ratify the perception of certain taxes imposed erroneously on lot six E (6E) Range Three (3) of the Township of Shipton; to annex for municipal purposes the following territory, on which the Castonguay School is built, to wit:

"A territory, comprising all that portion of lot 6A, range II, of the official cadastre of the township of Shipton, included within the following limits, to wit:

Starting at the point of intersection of the dividing line of lots 6A and 7A with the northeast line of lot 6A-38 (Chassé street, Asbestos); thence, northeasterly, the dividing line of lots 6A and 7A to its point of intersection with the prolongation of the southwest side of 1st Street, Asbestos, (7A-101); thence, southeasterly, the said prolongation of the southwest side of 1st Street, Asbestos, a distance of two hundred and sixty-five feet (265′); thence, southwesterly, a line parallel to the line dividing lots 6A and 7A to the northeast line of lot 6A-38 (Chassé street, Asbestos); thence, northwesterly, the said northeast line of lot 6A-38 to the starting point. The said territory, together with the present and future subdivisions."

The whole as shown on a plan prepared by Paul Lachance, land surveyor, dated August 13th, 1952";

to annex for school purposes only lots six A (6A), eleven A (11A), eleven B (11B), eleven C (11C), twelve A (12A), twelve C (12C) and twelve E (12E), Range two (2) of the Township of Shipton and lots six E (6E), eleven D (11D), and twelve G (12G), Range Three (3) of the township of Shipton; and for other purposes.

Asbestos, October 25th, 1954.

LOUIS LANGLAIS,

38402-44-4-o Attorney for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Greenfield Park s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir certains pouvoirs et d'amender sa charte sur les matières suivantes: déterminer une taxation et évaluation fixes à la propriété de South Shore Commercial Development Corporation et à la propriété de la Légion Canadienne de Greenfield Park; pour être autorisée à abolir une ruelle; être autorisée à dresser tous les trois mois un rôle d'évaluation supplémentaires, et pour toutes autres fins.

Greenfield Park, le 26 octobre, 1954.

Le Procureur de la pétitionnaire,

38414-44-4-o ÉMILIEN BRAIS.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Greenfield Park will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act granting certain powers and amending its charter, on the following matters: to determine a fixed assessment and valuation to the property of the South Shore Commercial Development Corporation and to the property of the Greenfield Park Branch of the Canadian Legion; to be authorized to abolish a lane; to be authorized to draw every three months a supplementary valuation roll, and for all other purposes.

Greenfield Park, October 26th, 1954.

ÉMILIEN BRAIS,

38414-44-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Murdochville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de confirmer et valider un règlement pourvoyant à

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Murdochville will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act to confirm and validate a by-law adopted for the purpose of purchasing the

l'achat du système de distribution électrique installé par Gaspe Copper Mines Limited (N.P.L.); de confirmer et valider le contrat intervenu en conséquence; de créer une commission munie des pouvoirs appropriés pour les fins de ce système de distribution électrique; de donner à la ville et à la compagnie certains pouvoirs additionnels relatifs à ce système de distribution et pour d'autres fins.

Murdochville, le 25 octobre 1954.

Le Procureur de la pétitionnaire,
GASTON POULIOT.

38416-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Côte St-Luc s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 15-16 George VI, chapitre 98 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: règlementer les constructions; imposer une taxe pour le service de l'eau; règlementer la subdivision des lots et l'ouverture de rues dans telles subdivisions; décréter les nuisances; évaluer les terres en culture; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues et pour autres fins.

Montréal, ce 22 octobre 1954.

Les Procureurs de la ville
de Côte St-Luc,
LACROIX, VIAU & POUPART.

38417-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 2 George V, chapitre 73 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: pourvoir à l'indemnité pour le Maire et les Échevins; modifier le cens d'éligibilité; règlementer les constructions; entretenir les fossés et cours d'eau; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues; règlementer la subdivision des lots; décréter les nuisances; adjoindre des conseillers aux évaluateurs; évaluer les terres en culture; modifier la désignation "d'officier municipal" et pour autres fins.

Montréal, ce 22 octobre 1954.

Les Procureurs de la ville LaSalle,
LACROIX, VIAU & POUPART.

38418-44-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Adrienne Hébert, en religion Mère Marie François-de-Sales, supérieure générale de l'Union canadienne des Moniales de Sainte-Ursule, domiciliée et demeurant à Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Angèle-Mérici" dans le but d'administer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
JEAN FILION & PAUL GÉRIN-LAJOIE.

38408-44-4-o

electricity distribution system installed by Gaspe Copper Mines Limited (N.P.L.) and to confirm and validate the contract entered into accordingly; to create a commission with appropriate powers for the purpose of such electricity distribution system; to grant the town and the company certain additional powers related to such distribution system; and for other purposes.

Murdochville, October 25th, 1954.

GASTON POULIOT,
Attorney for the petitioner.

38416-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Côte St-Luc, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, for the following matters: to regulate the constructions; to levy special water tax; to regulate the subdivision of lots and the opening of streets therein; to decree the nuisances; to value the farm lands; to provide for the cost of opening construction and maintenance of streets and for all other purposes.

Montreal, October 22nd, 1954.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town
of Côte St-Luc.

38417-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of LaSalle, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following matters: to fix the indemnity of the Mayor and the Aldermen; to fix the required qualifications for the Mayor and Alderman; to regulate the buildings; to regulate the sewers and water courses; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to regulate the subdivision of lots; to decree the nuisances; to allow assistance to the assessors; to value the farm lands; to modify the designation of "municipal officer" and for all other purposes.

Montreal, October 22nd, 1954.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town of LaSalle.

38418-44-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Adrienne Hébert in religion Mother Marie François-de-Sales, Superior General of L'Union canadienne des Moniales de Sainte-Ursule, domiciled and residing in Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an Act to constitute a corporation under the name of "Collège Angèle-Mérici" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION & PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Attorneys for the petitioner.

38403-44-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ligue des Propriétaires de la cité de Sherbrooke, corporation légalement constituée de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke, 1 Georges VI chapitre 105 et amendements, comme suit:

1. En remplaçant l'article 23 de la Charte de la cité de Sherbrooke par le suivant:

23. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"173. L'élection générale du maire et des échevins aura lieu à tous les trois ans, le quatrième mardi de mars, ou le jour juridique suivant, si cette journée est un jour non juridique."

2. En ajoutant après l'article 23 de ladite Loi, telle qu'édictée par le Statut 1 Georges VI chapitre 105, l'article suivant 23*a*;

23*a*. "Les échevins des sièges N° 1 dans chaque quartier sont élus pour trois ans à la majorité des électeurs propriétaires fonciers du quartier ayant voté;

Les échevins des sièges N° 2, dans chaque quartier, par le vote de la majorité de tous les électeurs municipaux du quartier ayant voté."

Sherbrooke, P.Q., le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la requérante,
ARMAND NADEAU, C.R.,
38415-44-4-o CHARLES LEMIEUX, avocat.

NOTICE

Notice is hereby given that "La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sherbrooke", a legally constituted corporation of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend the charter of the city of Sherbrooke I George VI, chapter 105 and amendments, as follows:

1. By replacing section 23 of the Charter of the city of Sherbrooke by the following:

23. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"173. The general election for mayor and aldermen shall be held every three years, on the fourth Tuesday in March, or the following juridical day, if such day be a non-juridical day."

2. By adding to Section 23 of the said Act, as enacted by Statute I George VI, chapter 105, the following section 23*a*:

23*a*. "Aldermen for seats No. 1 in each ward are elected for three years by the majority of land owners of the ward, who have voted;

Alderman seats No. 2, in each ward, by the majority of all municipal electors of the ward, who have voted.

Sherbrooke, P.Q., this October 25th, 1954.

ARMAND NADEAU, Q.C.,
CHARLES LEMIEUX, Avocate,
38415-44-4 Attorneys for petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Alice Piché, en religion Révérende Mère Saint-Hubert, supérieure provinciale de la Congrégation de Jésus-Marie, domiciliée et demeurant en la cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Jésus-Marie de Sillery" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
JEAN FILION ET PAUL
38406-44-4-o GÉRIN-LAJOIE.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Alice Piché, in religion Mother Saint-Hubert, Provincial Superior of the Congrégation de Jésus-Marie, domiciled and residing in Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an Act to constitute a corporation under the name of "Collège Jésus-Marie de Sillery" for for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION AND PAUL
GÉRIN-LAJOIE,
38406-44-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Émilia Sauriol en religion Révérende Mère Marie de Sainte-Rose, supérieure générale de la Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix et des Dept-Douleurs, domiciliée et demeurent à ville Saint-Laurent, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Basile-Moreau" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
JEAN FILION & PAUL GÉRIN-LAJOIE.
38404-44-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Émilia Sauriol in religion Mother Marie de Sainte-Rose, Superior General of the Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, domiciled and residing in ville Saint-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an Act to constitute a corporation under the name of "Collège Basile-Moreau" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION & PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Attorneys for the petitioner.
38404-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville Laval des Rapides s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 2 George V, chapitre 75 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: changer la date des élections; faire des dons aux œuvres de charité, associations et autres; établir une indemnité pour le maire et les échevins; règlementer le zonage et la construction; règlementer les fossés et cours d'eau; règlementer les attroupements; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues; règlementer les restaurants ambulants; règlementer la subdivision des lots; règlementer les taxis; décréter les nuisances; règlementer les distributeurs automatiques; modifier la désignation "d'officier municipal" et pour autres fins.

Montréal, ce 22 octobre 1954.

Les Procureurs de la
ville Laval des Rapides,
LACROIX, VIAU & POUPART.

38419-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Laval des Rapides will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 2 George V, chapter 75 and amendments, for the following matters: to change the date of the election; to give grants to charitable institutions, associations and others; to establish an indemnity for the Mayor and the Aldermen; to regulate zoning and construction; to regulate the sewers and water courses; to regulate the gatherings; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to regulate itinerant restaurants; to regulate the subdivision of lots; to regulate the operation of taxis; to decree nuisances; to regulate automatic distributors; to modify the designation of "municipal officer" and for all other purposes.

Montreal, October 22nd, 1954.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town
of Laval des Rapides.

38419-44-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Alphonsine Parent en religion Mère Marie de Sainte-Blandine, supérieur générale de la Congrégation des Sœurs Servantes du Cœur Immaculée de Marie, dites Sœurs du Bon-Pasteur de Québec, domiciliée et demeurant à Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège du Bon-Pasteur de Chicoutimi" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la petitionnaire,
JEAN FILION ET PAUL
38405-44-4-o GÉRIN-LAJOIE.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Alphonsine Parent in religion Mother Marie de Sainte-Blandine, Superior General of the Congrégation des Sœurs Servantes du Cœur Immaculée de Marie, known as, Sœurs du Bon-Pasteur de Québec, domiciled and residing in Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an Act to constitute a corporation under the name of "Collège du Bon-Pasteur de Chicoutimi" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION AND PAUL
GÉRIN-LAJOIE,
38405-44-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Alice David en religion Mère Marie-Gustave, supérieure générale de la Congrégation des Saints Noms de Jésus et de Marie, domiciliée et demeurant à Outremont, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Jésus-Marie d'Outremont" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la petitionnaire,
JEAN FILION ET PAUL
38407-44-4-o GÉRIN-LAJOIE.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Alice David, in religion Mother Marie-Gustave, Superior General of the Congrégation des Saints-Noms de Jésus et de Marie, domiciled and residing in Outremont, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an act to constitute a corporation under the name of "Collège Jésus-Marie d'Outremont" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION AND PAUL
GÉRIN-LAJOIE,
38407-44-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Mackayville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes: le droit de s'approprier les rues et ruelles cadastrées, le pouvoir de fixer une taxe

Public notice is hereby given that the town of Mackayville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a special act for the following purposes: the right to appropriate the cadastral streets and lanes, the power to fix a business tax

d'affaires basée sur la valeur locative, le droit d'accorder une indemnité aux membres du conseil, le pouvoir d'abroger un règlement de zonage et un règlement de construction et d'en adopter de nouveaux sans la nécessité d'un referendum, le pouvoir d'évaluer comme si elles étaient complétées les maisons habitées sans avoir été finies extérieurement, le pouvoir de faire démolir les maisons déclarées impropres à l'habitation, et autres fins.

Montréal, le 26 octobre 1954.

Le Procureur de la pétitionnaire.

38423-44-4-o ÉMILIEN BRAIS.

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Liliane Bock, en religion Mère Marie Liliane, supérieure générale de la Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne, domiciliée et demeurant à Lachine, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Marie-Anne" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

JEAN FILION et

38408-44-4-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Adrienne Hébert, en religion Mère Marie François-de-Sales, supérieure générale de L'Union canadienne des Moniales de Sainte-Ursule, domiciliée et demeurant à Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Marie-de-l'Incarnation" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

JEAN FILION et

38409-44-4-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Jeanne Brûlé, en religion Mère Sainte-Marie-Consolatrice, supérieure général de la Congrégation de Notre-Dame, domiciliée et demeurant à Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Marguerite-Bourgeoys" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

JEAN FILION et

38410-44-4-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

based upon the rental value, the right to grant an indemnity to members of the council, the power to abrogate a zoning by-law and a building by-law and to adopt new ones without the necessity of a referendum, the power to appraise as if they were completed, houses inhabited without having been finished exteriorly, the power to have demolished, houses declared unfit for habitation, and other purposes.

Montreal, October 26th, 1954.

ÉMILIEN BRAIS,

38423-44-4 Attorney for the petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Liliane Bock, in religion Mother Marie Liliane, Superior General of the Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne, domiciled and residing in Lachine, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an Act to constitute a corporation under the name of "Collège Marie-Anne" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION and

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

38408-44-4-o Attorneys for the petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Adrienne Hébert, in religion Mother Marie François-de-Sales, Superior General of L'Union canadienne des Moniales de Sainte-Ursule, domiciled and residing in Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an Act to constitute a corporation under the name of "Collège Marie-de-l'Incarnation" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION and

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

38409-44-4-o Attorneys for the petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Jeanne Brûlé, in religion Mother Sainte-Marie-Consolatrice, Superior General of the Congrégation de Notre-Dame, domiciled and residing in Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an Act to constitute a corporation under the name of "Collège Marguerite-Bourgeoys" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION and

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

38410-44-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Jeanne Brûlé, en religion Mère Sainte-Marie-Consolatrice, supérieure générale de la Congrégation de Notre-Dame, domiciliée et demeurant à Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Notre-Dame de Bellevue" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la petitionnaire,
JEAN FILION ET PAUL
38411-44-4-o GÉRIN-LAJOIE.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Jeanne Brûlé, in religion Mother Sainte-Marie-Consolatrice, Superior General of the Congrégation de Notre-Dame domiciled and residing in Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an act to constitute a corporation under the name of "Collège Notre-Dame de Bellevue" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION AND PAUL
GÉRIN-LAJOIE,
38411-44-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Maria Côté, en religion Mère Sainte-Irène, supérieure générale de la Congrégation des Sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge, domiciliée et demeurant à Nicolet, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Notre-Dame-de-l'Assomption de Nicolet" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
JEAN FILION ET PAUL
38412-44-4-o GÉRIN-LAJOIE.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Maria Côté, in religion Mother Sainte-Irène, Superior General of the Congrégation des Sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge, domiciled and residing in Nicolet will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an act to constitute a corporation under the name of "Collège Notre-Dame-de-l'Assomption de Nicolet" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION AND PAUL
GÉRIN-LAJOIE,
38412-44-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Rosine Messier, en religion Mère Marie Saint-Paul, supérieure provinciale de la Congrégation des Sœurs de la Présentation de Marie, domiciliée et demeurant à Saint-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Saint-Maurice" dans le but d'administrer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 25 octobre 1954.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
JEAN FILION ET PAUL
38413-44-4-o GÉRIN-LAJOIE.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Rosine Messier, in religion Mother Marie Saint-Paul, Provincial Superior of the Congrégation des Sœurs de la Présentation de Marie, domiciled and residing in Saint-Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an act to constitute a corporation under the name of "Collège Saint-Maurice" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, October 25th, 1954.

JEAN FILION AND PAUL
GÉRIN-LAJOIE,
38413-44-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "L'Association des Chiropraticiens de la province de Québec Inc.", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec.

Québec, ce 23 octobre 1954.

Le Procureur de la pétitionnaire,
38421-44-4-o LOUIS N. LAROCHE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Quebec Chiropractic Association Incorporated", shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, applying for the adoption of an act to regulate the practice of chiropractic in the province of Quebec.

Quebec, October 23th, 1954.

LOUIS N. LAROCHE,
38421-44-4-o Attorney for the petitioner.

Province de Québec

VILLE DE BUCKINGHAM

Avis est par les présentes donné que la ville de Buckingham présentera une requête à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session pour demander une refonte de sa charte, datant de la loi 1 George V (2ième session) chapitre 66, en vue d'obtenir une meilleure concordance avec les articles actuels de la Loi des cités et villes; changer la date des élections et obtenir pouvoir de changer de nouveau cette date par règlement du Conseil, sujet à l'approbation du Ministre des Affaires Municipales; établir un système de rotation pour le remplacement du maire et des échevins et prolonger le mandat du maire et de trois échevins jusqu'à l'époque fixée pour l'élection de 1956; requérir un dépôt pour la présentation des candidats à ces charges respectives; changer les limites de certains quartiers; annexer un certain territoire à la municipalité actuelle et obtenir l'autorisation d'annexer tout territoire adjacent à la municipalité par règlement adopté à cet effet après assentiment des municipalités concernées et sujet à l'approbation du Ministre des Affaires Municipales; obtenir certains pouvoirs spéciaux tels qu'octroyer par résolution du Conseil des deniers pour aider, dans la ville ou ailleurs, aux associations religieuses, scientifiques, patriotiques, littéraires, artistiques, sportives ou de bienfaisance, le tout sujet à certaines restrictions; fixer une idemnité pour le maire et les échevins et leur permettre de se faire rembourser les dépenses par eux encourues quand ils sont appelés à représenter la ville; décréter qu'en cas de contravention à certains règlements municipaux, tout officier de police pourra remplir un billet d'assignation pour remettre à la personne impliquée, lui enjoignant de se présenter au bureau de la corporation dans un certain délai et y régler sommairement l'infraction reprochée; simplifier, à certaines conditions, les procédures relatives à l'approbation des règlements par les électeurs et créer un fonds de roulement pour les dépenses imprévues et pourvoir à la façon dont il pourra être constitué et administré.

Buckingham, le 25 octobre 1954.

Le Maire,
PHIL. MATTE.
Le Secrétaire-trésorier,
38426-44-4-o H. J. GORMAN.

Province of Quebec

TOWN OF BUCKINGHAM

Notice is hereby given that the town of Buckingham will present a petition to the Quebec Legislature at its next session to request a revision of its charter, dating from the act 1 George V (2nd session) chapter 66, in view of obtaining a better agreement with the present sections of the Cities' and Towns' Act; to change the date of elections and to obtain power to again change this date through a by-law of the Council, subject to the approbation of the Minister of Municipal Affairs; to establish a system of rotation to replace the mayor and the aldermen and to prolong the mandate of the mayor and three aldermen to the time fixed for the election of 1956; to request a deposit for the nomination of candidates for these respective posts; to change the limits of certains wards; to annex a certain territory to the present municipality and to obtain the authorization to annex all adjacent territory to the municipality through a by-law adopted to this effect after assent of the municipalities concerned and subject to the approbation of the Minister of Municipal Affairs; to obtain certain special powers such as granting such sums, by a resolution of the Council, to help within the town or elsewhere, religious, scientific, patriotic, literary, artistic, sporting or welfare associations, the whole subject to certain restrictions; to fix an indemnity for the mayor and aldermen and to allow that they be reimbursed for the expenses they have incurred when called upon to represent the town; to enact that, in the case of contravention to certain municipal by-laws, any police officer may make out a writ of summons to be given to the person implicated, enjoining him to present himself to the office of the corporation within a certain delay and to summarily settle the accusation of infraction; to simplify, upon certain conditions, procedures relative to the approvation of by-laws by the electors and to create a working capital for unforeseen expenses and to provide a way by which it may be constituted and administered.

Buckingham, October 25th, 1954.

PHIL MATTE,
Mayor.
H. J. GORMAN,
38426-44-4 Secretary-Treasurer.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, diocèse de Joliette, s'adresseront à la Législature provincial à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi étendant et modifiant leurs pouvoirs.

PHILIPPE FERLAND, C.R.,
38424-44-4-o Le Procureur des requérants.

NOTICE

Notice is hereby given that the trustees of Saint Patrick's Parish of Rawdon, diocese of Joliette, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to request the passing of an act extending and modifying their powers.

PHILIPPE FERLAND, Q.C.,
38424-44-4 Attorney for petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi I George VI, chapitre 105, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes :

1° Amender les articles 108, 109 et suivants de la Loi des cités et villes concernant un "gérant municipal";

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the act I George VI, chapter 105, and the various statutes amending it, for the following matters:

1. To amend articles 108, 109 and following articles of the Cities and Towns Act concerning a municipal Manager;

2° Amender l'article 197*a* de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 67 concernant l'établissement d'un poll provisoire pour les référendum et pour autres fins.

Sherbrooke, ce 26 octobre 1954.

Le Procureur de la requérante,
ALBERT RIVARD.

38425-44-4-o

2. To amend article 197*a* of act 1-2 Elizabeth II, chapter 67, for the purpose of establishing a provisional station at the voting on by-laws and any referendum, and for other purposes.

Sherbrooke, October 26th, 1954.

ALBERT RIVARD,
City Attorney.

38425-44-4-o

AVIS PUBLIC

Cité de Montréal

Avis est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le Statut 62 Victoria chapitre 58, de même qu'aux différents statuts généraux ou particuliers qui la modifient ou la concernent sur les matières suivantes: réglementation de la vente de l'essence et des lubrifiants durant les jours et les heures de fermeture des établissements; acquisition d'immeubles en vue de permettre un meilleur aménagement des abords de toute rue ou place publique dont la cité décide l'ouverture, le prolongement, l'élargissement ou l'agrandissement; droits de la cité quant à certans terrains acquis en vue du prolongement de la rue Jarry et de l'élargissement de la rue Suzor-Côté; maintien en vigueur du rôle d'évaluation de l'année 1953-54 pour l'exercice financier 1955-56; rôles d'évaluation, de contributions foncières et de perception des taxes; rôles d'améliorations locales; plan général de la cité; expropriation des immeubles, répartition de leur coût; imposition de taxes sous forme de permis; construction d'habitations, circulation dans les rues, parcs de stationnement; parcomètres; organisation du bureau de revision; construction d'égouts, pavages, trottoirs et conduits souterrains, aqueduc et construction de tuyaux à l'eau, égouts collecteurs; zonage; vente d'immeubles pour taxes; estimation d'immeubles pour taxes et estimateurs; commutation de taxes sur certaines habitations; budget; imposition de taxes personnelles, foncières, spéciales et autres taxes spéciales pour services particuliers; pensions, fonds de pension et assurance des fonctionnaires et employés; amendes à imposer dans le cas d'infraction aux règlements municipaux et poursuite de ces infractions; nomination de constables spéciaux; élections municipales. Pouvoirs du comité exécutif relativement à l'octroi des contrats et à l'exécution de travaux en régie. Ratification d'une vente pour taxes par le shérif de Montréal à la cité, en date du 11 juin 1940, enregistré le 25 du même mois sous le N° 478842, et concernant les successions N. K. Laflamme et Walter G. Mitchell. Ratification d'un acte de vente par la cité à Le Palais du Commerce Incorporé (Show Mart Inc). Ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles et plans.

Montréal, le 30 octobre 1954.

Le Greffier de la cité,
CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ.

38444-44-4-o

NOTICE

City of Montreal

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its forthcoming session to obtain certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the different acts which amend or concern it, on the following matters: regulation of the sale of gazoline and lubricants on the days and during the hours when establishments are closed; acquisition of immovables to allow a better arrangement of the approaches of any public street or place whereof the city decides the opening, extension, widening, or enlargement; rights of the city as regard certain lots acquired to extend Jarry Street and widen Suzor Côté Street; keeping in force of the 1953-54 valuation roll for the 1955-56 fiscal year; valuation, real estate assessment and tax rolls; local improvements rolls; general plan of the city; expropriation of immovables, repartition of their cost; imposition of taxes in the form of licenses; construction of houses; traffic in streets; parking lots; parking meters; organization of the board of revision; laying of sewers, pavings, sidewalks and underground conducts; water works and laying of water pipes; collector sewers; zoning; sale of immovables for taxes; valuation of immovables for taxes and assessors; commutation of taxes on certain houses; budget; imposition of personal, real estate, special taxes and other special taxes for particular services; pensions; pension fund and insurance of city officers and employees; fine to be imposed for infringement of municipal by-laws and prosecution for such infringement; appointment of special constables; municipal elections. Powers of the executive committee concerning the award of contracts and the execution of works by day labor. Ratification of a sale for taxes by the sheriff of Montreal to the city dated June 11th, 1940, registered on the 25th of the same month under number 478842, and concerning the N. K. Laflamme and Walter G. Mitchell estates. Ratification of a deed of sale by the city to Show Mart Inc. (Le Palais du Commerce). Ratification of certain deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls and plans.

Montreal, October 30th, 1954.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,
City Clerk.

38444-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi concernant l'année financière, la date des élections générales des membres du Conseil, la pension à certains employés anciens et actuels, la règlementation des

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act concerning the fiscal year, the date of the general elections, the pension for some actual and former employees, the regulation of taxis, the licenses for various stores,

taxis, les licences ou permis sur différents commerces, l'imposition d'une taxe sur les machines automatiques de distribution et de jeu, la création d'une commission sportive et d'une commission d'urbanisme, l'administration de l'auditorium municipal.

Shawinigan Falls, le 25 octobre 1954.

Le Procureur de la Cité de Shawinigan Falls.

38445-44-4-o J.-CLAUDE GUILLEMETTE.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Messieurs Lavy Mordecai Becker, Lawrence Abraham Lazare, manufacturiers, Monty Berger, journaliste, Milton Stober et Nat Robins, gérants, et autres, tous du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation ainsi que ceux qui pourront devenir membres, en une congrégation religieuse sous le nom de "Congregation Beth-El", avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières, lesquelles peuvent être requises à l'établissement d'une synagogue ou lieu de culte pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toutes parties d'icelles, et acquérir d'autres propriétés immobilières pour les remplacer; rédiger, faire accepter et endosser pour ses propres fins des effets de commerce, billets promissoires et autre instruments négociables sous les signatures de ses officiers ou autres, tel que déterminé par son bureau de direction; garder des registres pour les actes de statut civil; nommer de temps en temps, un ou des rabbins et un ou des ministres officiants et le ou les destituer et en nommer un autre ou d'autres en sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation auront l'autorité et le pouvoir de garder des registres pour les actes de statut civil et agir relativement à iceux, tous autres pouvoirs civils concernant les ministres de congrégations religieuses ce ou ces rabbins et/ou ces ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouvernement ou de la personne dirigeant le Gouvernement, tel que décrété dans la Loi de l'ancienne Province du Bas Canada, 9-10, George IV, ch. 75, et auront néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi se rapportant aux ministres ainsi licenciés; assumer l'actif et le passif de la corporation qui a été constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 juin 1953, en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, sans capital-actions, sous le nom de "Congregation Beth-El", avec le consentement de ladite congrégation.

Montréal, 10 septembre 1954.

Les Procureurs des pétitionnaires,

(Signé) GARBER & BLUMENSTEIN.

38420-44-4

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour définir le montant alloué en rémunération et en frais de représentation, au maire et aux échevins, pour modifier le mode d'envoi des comptes de taxes, pour autoriser le paiement d'une subvention à la Bibliothèque municipale, pour autoriser le paiement de pensions de retraite à certains employés, pour autoriser l'annexion d'une partie

the imposition of a tax on automatic distributors and mechanical games, the establishment of a sports commission and a town-planning commission, the administration to the Municipal Auditorium.

Shawinigan Falls, October 25th, 1954.

J.-CLAUDE GUILLEMETTE,
Attorney for the City of
38445-44-4-o Shawinigan Falls.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Lavy Mordecai Becker, Lawrence Abraham Lazare, manufacturers, Monty Berger, journalist, Milton Stober and Nat Robins, managers, and others, all of the district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious congregation under the name of "Congregation Beth-El", with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetery or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; and acquire immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes, and other negotiable instruments under the signatures of its officers or others as may be determined by its Board of Directors; to keep registers for acts of civil status; to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation, to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, ch. 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of the corporation which was incorporated on June 12th, 1953, by letters patent under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, without share capital, under the name of "Congregation Beth-El", with the consent of the said congregation.

Montreal, September 10th, 1954.

(Sgd) GARBER & BLUMENSTEIN,
Attorneys for the petitioner.

38420-44-4-o

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Trois Rivières will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to determine the amount granted to the mayor and aldermen, for renumeration purposes and for official entertainment expenses, modify the manner of forwarding taxation accounts, authorize the payment of a subsidy to the Municipal Library, authorize the payment of retirement pensions to certain employees, authorize the annexation of a part

de la paroisse St-Michel-des-Forges, pour accorder une exemption de taxes à certaines institutions, et autre matières.

Trois-Rivières, 27 octobre 1954.

Le Procureur de la cité des Trois-Rivières,

48446-44-4-o LÉOPOLD PINSONNEAULT.

the parish of St-Michel-des-Forges, exempt certain institutions from taxation, and for other purposes.

Trois Rivières, October, 27th, 1954.

LÉOPOLD PINSONNEAULT,

38446-44-4 Attorney for the city of Trois-Rivières.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Lauréat F. Martel, rentier, Albéric Noreau, entrepreneur, Jean-Paul Tardif, administrateur, Henri-Paul Drouin, C.R., avocat, Barthélémy Leclerc, industriel, L.-Philippe Gingras, entrepreneur, et Lévis Tardif, employé civil, tous directeurs de la "Corporation de Prêt et Revenu (Savings and Investment Corporation)", s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander de les constituer en corporation sous le nom en français de "Corporation de Prêt et Revenu" et en anglais de "Savings and investment Corporation", avec les pouvoirs de faire des contrats de capitalisation, d'épargne ou de placement et d'acquérir l'actif et d'assumer le passif et les obligations de la Corporation de Prêt et Revenu (Savings and Investment Corporation), constituée en société permanente de constpction le 28 novembre 1928 en vertu des dispositions du chapitre 251 des Statuts Refondus de Québec (1925), et aussi régie par les Lois 6 Geo. VI, chapitre 104 et 14 Geo. VI, chapitre 157.

Québec, ce 20 octobre 1954.

La Corporation de Prêt et Revenu,
par: JEAN-PAUL TRADIF,

38369-44-4-o Un des pétitionnaires.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Laureat F. Martel, retired, Albéric Noreau, contractor, Jean-Paul Tardif, administrator, Henri-Paul Drouin, Q.C., Lawyer, Barthélémy Leclerc, manufacturer, L.-Philippe Gingras, contractor and Lévis Tardif, civil employee, all directors of the "Savings and Investment Corporation (Corporation de Prêt et Revenu)", will make application to the Legislature of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name in English of "Savings and Investment Corporation" and in French of "Corporation de Prêt et Revenu", with the powers to make capitalization, savings or investment contracts and to acquire the assets and assume the liabilities and obligations of the Savings and Investment Corporation (Corporation de Prêt et Revenu), incorporated as a permanent building society on the 28th, of November 1928, under the provisions of Chapter 251 of the Revised Statutes of Quebec (1925), and also governed by the Acts 6. Geo. VI, Chapter 104 and 14 Geo. VI, Chapter 157.

Quebec, this 21st of October 1954.

Savings and Investment Corporation,
Per: JEAN-PAUL TARDIF,

38369-44-4-o One of the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Anna Marie Plante, veuve de J. Émile Dubreuil, de St-Méthode d'Adstock, comté de Frontenac, district de Beauce, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander de rectifier quant à sa date, le testament olographe de feu son époux, J. Émile Dubreuil et pour interpréter ledit testament.

Québec, ce 21 octobre 1954.

La Petitionnaire,
Dame VEUVE ÉMILE DUBREUIL.

38370-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by Dame Anna Marie Plante, widow of the late J. Émile Dubreuil, of St. Méthode d'Adstock, County of Frontenac, District of Beauce, acting in her capacity as tutor to her minor children, will make an application to the Legislature of Quebec, at its next session, to ask for the rectification of the date of the holograph will of her late husband, J. Émile Dubreuil and to interprete the said will.

Quebec, this 21st of October 1954.

Dame VEUVE ÉMILE DUBREUIL,
Petitioner.

38370-44-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que dame Marguerite Cesbron, en religion Révérende Mère Marie-de-l'Assomption, supérieure provinciale de la province canadienne de la Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, domiciliée et demeurant en la cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège du Sacré-Cœur" dans le but d'administer et de diriger des collèges classiques et autres institutions d'éducation pour jeunes filles, avec tous les pouvoirs ordinairement attribués à de telles corporations et autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Montréal, le 3 novembre 1954.

Les Procureurs de la petitionnaire,
JEAN FILION et

38481-45-4-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Marguerite Cesbron, in religion Reverend Mother Marie-de-l'Assomption, Provincial Superior of the Canadian Province of the Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, domiciled and residing in Sherbrooke, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and will ask for the passing of an act to constitute a corporation under the name of "Sacred Heart College" for the purpose of operating classical colleges and other educational institutions for young girls, with all the powers ordinarily granted to such corporations and other powers which it requires to fulfill its purpose.

Montreal, November 3rd, 1954.

JEAN FILION and
PAUL GÉRIN-LAJOIE,

38481-45-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "La Société Saint-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield", corps politique incorporé en vertu de la troisième section de la Loi des compagnies de la province de Québec, le 17 août 1950, ayant son siège social dans la cité de Salaberry de Valleyfield, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins d'accomplir les buts primordiaux de la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield.

Par cette loi, en plus des pouvoirs qu'elle a déjà, la société serait autorisée à opérer et administrer un fonds d'entr'aide au bénéfice de ses membres groupés dans le "Cercle d'Entr'aide Salaberry Enrg.", fondé le 27 octobre 1948, fonds constitué par la souscription des membres de la société, de dons entre vifs, et d'en faire bénéficier soit au décès d'un membre soit autrement, les personnes que la société jugerait à propos d'aider par un don maximum.

Ladite loi ne devant affecter en rien les recours pendants ni les droits acquis à la Société Saint-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield.

Salaberry de Valleyfield, le 25 octobre 1954.

Le Président,
Me ALBERT LEBLANC.
Le Secrétaire,
BENJAMIN CARRY.

Procureur du requérant,
Me Albert Leblanc,
44, rue Ste-Cécile,
Salaberry de Valleyfield, Qué. 38460-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Société St-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield", a body politic incorporated in accordance with the third division of the company law of the Province of Quebec, August 17th, 1950, having its head office in the city of Salaberry de Valleyfield, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session to obtain the adoption of a special law for the express purpose of accomplishing the objectives of the "Société St-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield".

By this law in addition to the powers its now enjoys, the society would be permitted to operate and administer an aid fund for the benefit of its members, grouped in the "Cercle d'Entr'aide Salaberry Enrg.", founded on October 27th, 1948, fund constituted by the subscription between the members of the society of donations *inter vivos*, for the benefit at the time of death of a member or otherwise, to persons which the society would deem à propos to help by a maximum donation.

The said law would not affect in any way the pending recourses nor the rights acquired by the "Société St-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield."

Salaberry de Valleyfield, this 25th day of October, 1954.

Me ALBERT LEBLANC,
The President.
BENJAMIN CARRY,
The Secretary.

The Attorney for the petitioner,
Me Albert Leblanc,
44 Ste. Cécile Street,
Salaberry de Valleyfield, Que. 38460-45-4-o

AVIS LEGAL

Avis est par les présentes donné que le Sanatorium Prévost, corporation constituée par lettres-patentes de la province de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour demander à être constituée en corporation par une loi spéciale, sous le nom de Institut Albert Prévost, ou sous tout autre nom qui paraîtra approprié, avec pouvoirs de transporter à cette nouvelle corporation tous les biens, droits et obligations du Sanatorium Prévost, et pour obtenir en particulier les pouvoirs suivants: continuer sous ce nouveau nom le fonctionnement et l'administration d'un hôpital spécialisé pour personnes souffrant de maladies nerveuses, avec services de médecine, de chirurgie, de radiologie, de pharmacie, d'électrothérapie, de physiothérapie, d'occupations thérapeutiques, avec dispensaires, laboratoires, cliniques d'expérimentation et de recherches scientifiques, maisons de convalencents et d'infirmières; recevoir par donation ou testament des biens mobiliers et immobiliers; posséder des immeubles de revenu; emprunter sur son crédit, sur hypothèque ou par émission d'obligations; adopter des règlements pour l'administration de ses biens et la bonne régie de l'Institut; pourvoir à l'admission des membres et des malades, à l'organisation de son Conseil d'administration, et à une pension convenable pour les deux fondatrices; et pour toutes autres fins analogues ou accessoires.

Montréal, le 27 octobre 1954.

Les Procureurs du requérant,
VANIER & VANIER.
38484-45-4-o

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that the Sanatorium Prévost, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating said corporation under the name of Institut Albert Prévost, or under such other name as it may seem fit, with powers of transfering to the said new corporation all the properties, rights and obligations of the Sanatorium Prévost, and more especially for the purpose of securing the following powers: to continue under the new corporate name the maintenance and management of an hospital specialized in the treatment of persons suffering from nervous deseases, with departments of medicine, surgery, radiology, pharmacy, electrotherapy, physiotherapy, therapeutic occupations, with dispensaries, laboratories, clinics for experimentation and scientific research, convalescent homes and nurses homes; to receive by gift or will moveable and immoveable property; to possess properties for income purposes; to borrow on its credit, on mortgage or by issue of bounds; to adopt by-laws for the conduct of its affairs and the good administration of the Institute; to provide for the admission of members and patients, the organization of its Board of Directors, and appropriate pensions for the two founders; and for all other similar or incidental purposes.

Montréal, October 27th, 1954.

VANIER & VANIER,
Attorneys for Petitioner.
38484-45-4-o

Canada — Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, réunie en parlement, à sa prochaine session, pour amender la "Loi constituant en corporation L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal, 55-56 Victoria, chapitre 90, aux fins suivantes:

1° Autoriser L'Association à placer le surplus de ses fonds suivant les prescriptions de la "Loi des Assurances de Québec" (S.R.Q. 1941, chapitre 299), et jusqu'à concurrence de cinquante pour cent (50%) de ces surplus, sur pre mière hypothèque, sur des biens-fonds situés dans la province et évalués à un montant n'excédant pas quatre-vingt-cinq pour cent (85%) de l'évaluation municipale, ou si lesdits biens-fonds n'apparaissent pas encore au rôle d'évaluation de la municipalité, sur permissions préalable d'un juge de la Cour Supérieure du district;

2° Porter de huit (8) à neuf (9) le nombre des membres du Bureau de Direction, dont, comme Président, le Directeur du Service de la Police s'il est membre de ce corps, d'un représentant de la Cité de Montréal, d'un représentant des pensionnaires et de six (6) membres actifs;

3° Porter de un à deux ans la durée des fonctions des directeurs;

4° Établir la tenue de l'assemblée annuelle des membres en deux séances, et prescrire la procédure à suivre au cours d'icelles.

Montréal, le 26 octobre 1954.

Les Procureurs de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal,
LAFONTAINE, LAJEUNESSE, PRÉVOST et BLAIS.

38461-45-4-o

Canada — Province of Quebec

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "The Montreal Police Benevolent and Pension Society", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, assembled in Parliament, at its next session, to amend the act incorporating The Montreal Police Benevolent and Pension Society, 55-56 Victoria, chapter 90, for the following purposes:

1° To authorize the Society to invest the surplus of its funds in accordance with the "Quebec Insurance Act" (Q.R.S. 1941, chap. 299), and up to a maximum of fifty per cent (50%) of the said surplus, on first hypothec on immovable property situate in the province, to an amount not exceeding eighty-five per cent (85%) of the municipal valuation, or if such property is not yet entered in the municipal valuation roll, after having previously obtained the permission of a judge of the Superior Court for the district;

2. To increase from eight (8) to nine (9) the number of members of the Board of Directors, to wit, as Chairman of the Board, the Director of the Police Department, if he is a member of the force, one representative of the city of Montreal, one representative of the pensioners, and six active members;

3. To increase from one to two years the term of office of the directors;

4. To hold the annual meeting of the members in two sessions, and to prescribe the procedure to follow at these sessions.

Montreal, October 26th 1954.

LAFONTAINE, LAJEUNESSE, PRÉVOST et BLAIS,
Attorneys for The Montreal Police Benevolent and Pensions Society.

38461-45-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant les dits Commissaires d'écoles à imposer et prélever une taxe spéciale d'un pour cent (1%), dite taxe d'éducation.

Drummondville, 2 novembre 1954.

Les Procureurs des requérants,
RINGUET & SAINT-PIERRE

38462-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is here by given that the Schools Commissioners for the Municipality of the city of Drummondville, in the county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at his next session, for the passing of an act to permit the said Schools Commissioners to impose and collect the special taxe of one percent (1%), called education taxe.

Drummondville, November 2nd, 1954.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
Attorneys for the petitioners.

38462-45-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les "Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelé Baie du Febvre", dans le comté de d'Yamaska, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi conférant aux dits Prédent et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, cetains droits et pouvoirs dans le cas d'expropriation pour fins d'utilité publique.

Drummonville, 2 novembre 1954.

Les Procureurs des requérants,
RINGUET & SAINT-PIERRE.

38463-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Chairman and Trustees of the Common of the Seigniory of the Baie Sainte-Antoine, commonly called Baie du Febvre", in the county of Yamaska, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act conferring upon the sait President and Trustees of the Common of the Seigniory of Baie Saint-Antoine for the purpose of obtaining certain rights and powers in the case of expropriation for public utility.

Drummondville, November 2nd, 1954.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
Attorneys for the petitioners.

38463-45-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Collège des Chiropraticiens de la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec.

Québec, le 2 novembre 1954.

Le Procureur de la pétitionnaire,
38464-45-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "College of Chiropractors of the Province of Quebec, shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, praying for the adoption of an act to regulate the practice of chiropratic in the province of Quebec.

Quebec, November 2th, 1954.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
38464-45-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville d'Alma s'adressera à la Législature aux fins: accorder pension secrétaire-trésorier; augmenter deux échevins; étendre à 3 ans terme échevins et maire; autorisation remettre dépôt $25,000.00 Price Brothers; autorisation sortir Commission Municipale; pouvoir organiser "Commission d'Aide à l'Habitation."

St-Joseph d'Alma, 2 novembre 1954.

Le Procureur et agent,
38487-45-4-o J.-V. TREMBLAY.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Alma will apply to the Legislature in view of: granting a pension to the secretary-treasurer; an increase to two aldermen; extending to 3 years the term of office of aldermen and mayor; authorizing the remittance of a deposit of $25,000.00 to Price Brothers; being authorized to withdraw from jurisdiction of Municipal Commission; organizing "Commission d'Aide à l'Habitation."

St. Joseph d'Alma, November 2nd, 1954.

J. V. TREMBLAY,
38487-45-4 Attorney and Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: pour règlementer l'installation de systèmes de gicleurs; prohiber l'usage des jeux de bagatelle aux enfants de moins de seize ans; décréter que la taxe d'eau sera payée par les propriétaires dans certains cas; répartir sur les propriétaires riverains le coût d'installation des lumières de rues; prohiber la garde des animaux dans les limites de la cité; ratifier la fermeture et la vente des rues et ruelles portant numéros 345 et 342 du lot originaire numéro 752 de la paroisse de Lachine, à La commission scolaire du Très-Saint-Sacrement; autoriser la fermeture et la vente des ruelles portant numéros 499, 533 et 534 du lot originaire numéro 238; confirmation du droit de propriété de la cité sur certaines ruelles, étant les lots numéros 856, 977, 1016, 1019 et 1036 du lot originaire numéro 753, ayant appartenu autrefois à James Armstrong et John J. Cooke, et pour autres fins.

Montréal, le 2 novembre 1954.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU
38482-45-4-o & POUPART.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: to regulate the installation of sprinklers; to prohibit the use of pinball games to the children under sixteen years old; to decree that the water tax shall be paid by the owners in certain cases; to proportion on the fronting proprietors the installation cost of street lighting; to prohibit the keeping of animals within the limits of the city; to ratify the closing and sale of streets and lanes bearing numbers 345 and 342 of original lot number 752 of the parish of Lachine, to The school commission of Très-Saint-Sacrement; to authorize the closing and sale of lanes bearing numbers 499, 533 and 534 of original lot number 238; confirmation of the city's ownership of certain lanes designed as lots numbers 856, 977, 1016, 1019 and 1036 of original lot number 753, belonging formerly to James Arsmstrong and John J. Cooke; and for other purposes.

Montreal, November 3rd, 1954.

LACROIX, VIAU
& POUPART,
38482-45-4-o Attorneys for the city of Lachine.

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la corporation du comté de Charlevoix-Est et la corporation du comté de Charlevoix-Ouest s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi les autorisant conjointement à construire et exploiter un aéroport dans le comté de Charlevoix, et dans ce but, à acquérir les terrains et emprunter les argents nécessaires.

La Malbaie, ce 4 novembre 1954.

Le Procureur des requérants,
38496-45-4-o MARTIAL ASSELIN.

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the corporation of the county of Charlevoix-East and the corporation of the county of Charlevoix-West will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act authorizing them jointly to build and operate an airport in the county of Charlevoix, and to this end, acquire the land and borrow the moneys necessary.

La Malbaie, November 4th, 1954.

MARTIAL ASSELIN,
38496-45-4-o Attorneys for the Applicants.

VILLE DE COURVILLE — COMTÉ DE QUÉBEC

AMENDEMENTS À LA CHARTE

La ville de Courville donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa Charte, sur les matières suivantes:

Rôle d'évaluation; règlement relatif à la circulation et à la sécurité publique; règlementation des rouliers publics; imposition de taxes d'aqueduc et d'égoût; création d'une commission d'urbanisme et d'industrie; fixer la date des élections; établissement d'un fonds de roulement; autorisation d'emprunter pour travaux permanents et urgents; règlementation des restaurants ambulants; changement au rôle d'évaluation dans certaines conditions; et pour autres fins.

Le Maire,
C.-N. DORION, C.R.
Le Greffier,
38485-45-4-o L.-P. LAPLANTE.

TOWN OF COURVILLE — COUNTY OF QUEBEC

AMENDMENTS TO THE CHARTER

The town of Courville gives, by these presents, notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain amendments to its Charter, on the following matters:

Valuation roll; regulations relative to traffic and public security; regulations for public carriers; imposition of taxes for waterworks and sewers; creation of a town-planning and industrial commission; to fix date of elections; establishment of a working capital; to authorize borrowing for permanent and emergency public works; regulations for ambulatory restaurants; to change the valuation roll under certain conditions; and for other purposes.

C.-N. DORION, Q.C.,
Mayor.
L.-P. LAPLANTE,
38485-45-4 Clerk.

Canada — Province de Québec
District de Québec

AVIS

Avis est par les présentes donné que, "La corporation de la paroisse de Petite Rivière", comté de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session aux fins suivantes:

Pour l'adoption d'une loi l'érigeant en corporation sous le nom de: "Ville de Petite Rivière" et lui rendant applicable la loi de "Cités et villes", avec modifications sur les points suivants: le conseil, la préparation de la liste des électeurs, les élections, la construction, le zonage, l'esthétique, la voirie.

Québec, ce 3 novembre 1954.

Le Procureur
de la Corporation de Petite Rivière,
38486-45-4-o ROLLAND LEGENDRE, C.R.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

NOTICE

Notice is hereby given that, "The Corporation of the parish of "Petite Rivière", county of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the following purposes:

For the adoption of an Act erecting it into a corporation under the name of "Town of Petite Rivière" and applying to the said town the "Cities and Towns" Act, with amendements upon the following points: the council, the preparation of the electoral list, elections, building, zoning, esthetics, and public roads.

Quebec, November 3rd, 1954.

ROLLAND LEGENDRE, Q.C.,
Attorneys
38486-45-4 for the corporation of Petite Rivière.

Avis est par les présentes donné que la "ville de Sainte-Foy" une corporation municipale constituée par la loi 13 Georges VI, chapitre 101, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant sa charte, sur les matières suivantes:

1° Terme d'office du maire et des échevins.
2° Frais de représentation des membres du Conseil.
3° Qualifications requises pour être mis en nomination en vue d'une élection.
4° Tarif de compensation pour service d'égout.
5° Imposition d'une taxe spéciale de pavage.
6° Urbanisme.
7° Emprunts en vue de l'exécution de travaux permanents de voirie et autres et imposition de taxes spéciales.
8° Nomination d'un gérant municipal.
9° Permission de contracter certains emprunts pour la construction d'un édifice municipal en vue de l'aménagement d'un poste de police et de pompiers, pour l'achat de machinerie et d'équipement général à l'usage de la ville.
10° Transport en commun.
11° Autres fins.

Le Procureur de la pétitionnaire,
38488-45-4-o LOUIS FORTIN.

Notice is hereby given that the "town of Saint Foy", a municipal corporation constituted by act 13 Georges VI, chapter 101, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, in order to obtain the passing of an act amending its charter in the following matters:

1. Term of office of mayor and aldermen.
2. Entertainment expenditures for members of Council.
3. Qualifications required for nomination in view of an election.
4. Compensation tariff concerning sewage service.
5. Special taxation for pavings.
6. Town-planning.
7. Loans for the carrying out of permanent road works or other work, and for special taxation purposes.
8. Appointment of a municipal manager.
9. Permission to make certain loans for the erection of a municipal building in view of arranging a station for policement and firemen, purchase machinery and general equipment for the use of the town.
10. Transportation in common.
11. Other purposes.

LOUIS FORTIN,
38488-45-4 Attorney for petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Pointe-Claire s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 1 George VI, chapitre 71 et amendements, sur les matières suivantes: pour exiger un certificat du régistrateur des candidats à la mairie et à l'échevinage; préparer la liste électorale suivant l'ordre des numéros civiques et des numéros de cadastre; règlementer l'enlèvement des vidanges; règlementer les fossés et cours d'eau; règlementer l'émission des permis de construction sur les terrains non pourvus de services publics; règlementer les plages et la location des embarcations; règlementer la subdivision des lots; règlementer le stationnement de roulottes sur les terrains vacants; décréter les nuisances; permettre la visite des bâtisses par les estimateurs pour fins d'évaluations; autoriser la confection d'un rôle spécial; pouvoir d'exempter des taxes générales les bâtisses servant à des fins récréatives et éducationnelles; modifier la procédure pour la perception et la remise des taxes scolaires; limiter les taxes spéciales sur les lots de coin; annexer les lots numéros 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134 et toutes subdivisions qui peuvent exister sur lesdits lots originaires, partie du lot originaire 135, et les subdivisions suivantes du lot 108: 108-691, 108-692, 108-693, partie de 108-701, 108-719, 108-720, 108-721, 108-737, 108-738, 108-739, partie de 108-747, 108-760, 108-761, 108-762, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Pointe-Claire; prohiber les restaurants ambulants; ratification des titres de propriété de la ville sur certains lots et autorisation de vendre, nonobstant les clauses contraires dans les actes de cession; et pour autres fins.

Montréal, le 3 novembre 1954.

Les Procureurs de la ville
de Pointe-Claire,
LACROIX, VIAU & POUPART.

38483-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Pointe Claire will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the act 1 George VI, chapter 71 and amendments, for the following purposes: to oblige the candidates for the charges of mayor and alderman to obtain a certificate from the registrar; preparation of the electoral list according to civic numbers and cadastral numbers; to regulate the collection of garbages; to regulate the ditches and watercourses; to regulate the issuance of building permits for lands not already provided with municipal services; to regulate the beaches and renting of boats; to regulate the subdivision of lots; to regulate the parking of trailers on vacant lots; to decree nuisances; to authorize the assessors to enter any building for the purpose of assessment; to authorize the preparation of a special roll; power to exempt from general municipal taxes buildings used for recreational and educational purposes; to modify the proceedings concerning the collection and remittance of the school taxes; to limit the special taxes imposed on corner lots; to annex lots numbers 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134 and all subdivisions which might exist on such original lots, a part of original lot 135, the following lots of the subdivided lot 108: 108-691, 108-692, 108-693, part of 108-701, 108-719, 108-720, 108-721, 108-737, 108-738, 108-739, part of 108-747, 108-760, 108-761, 108-762, now being part of the municipality of the parish of Pointe Claire; to prohibit the itinerant restaurants; ratification of titles of ownership of the town on certain lots and authorization to sell, notwithstanding any provisions to the contrary on deeds of cession; and for other purposes.

Montreal, November 3rd, 1954.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys of the town
of Pointe Claire.

38483-45-4-o

AVIS

Avis public est, par les présentes, donné que l'Hôpital Notre-Dame s'adressera à la prochaine session de la Législature pour obtenir une loi pourvoyant à la refonte de sa loi constitutive, en vue d'assurer un mode administratif plus adapté à ses besoins.

Montréal, le 4 novembre 1954.

38513-46-4-o L'HÔPITAL NOTRE-DAME.

NOTICE

Public notice is hereby given that Hôpital Notre-Dame will apply at the next session of the Legislature for the passing of an act providing the revision of its constitutive law, in order to assure an administration best adapted to its needs.

Montreal, November 4th, 1954.

38513-46-4-o HÔPITAL NOTRE-DAME.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation du village du Bois des Filion, dans le comté de Laval, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de l'ériger en une municipalité de ville, de l'autoriser à abroger et remplacer sans referendum des règlements de construction et de zonage, et aux autres fins, accessoires à celles ci-dessus.

Montréal, le 9 novembre 1954.

Le Procureur de la pétitionnaire,
38536-46-4-o ÉMILIEN BRAIS.

Public notice is hereby given that the Village Corporation of Bois des Filion, in the county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act in order that it be erected into a town municipality, and be authorized to repeal and replace without referendum, the building and zoning regulation, and for other purposes relevant to that mentioned hereinabove.

Montreal, November 9th, 1954.

ÉMILIEN BRAIS,
38536-46-4 Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Edmund Kupferszmidt, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de l'art dentaire après examens.

Mont-Laurier, 25 octobre 1954.

Le Procureur du pétitionnaire,
(Signé): HENRI COURTEMANCHE.

38514-46-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Edmund Kupferszmidt, of the city of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, praying for the adoption of an act authorizing the college of dental surgeons of the Province of Quebec to admit him to the practice of dental surgery after examination.

Mont Laurier, October, 25th, 1954.

(Signed): HENRI COURTEMANCHE,
Attorney for the petitioner.

38514-46-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire de Ste-Foy s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les autorisant, nonobstant les dispositions de l'article 233 de la Loi de l'Instruction Publique, à déplacer tout instituteur d'une école à une autre, en tout temps durant l'année scolaire, pourvu toutefois que son traitement ne soit pas réduit, et à recevoir pour leurs services une rémunération annuelle de mille ($1,000.00) dollars comme président, et de cinq cents ($500.00) dollars pour chacun des autres commissaires, à compter du 1er juillet mil neuf cent cinquante-quatre.

Québec, le 3ième jour de novembre, mil neuf cent cinquante-quatre.

Le Procureur des pétitionnaires,
38515-46-4-o ALBERT DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of St. Foy shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at ist next session, for the passing of an Act authorizing them, notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act, to change a teacher from one school to another at any time during the course of the school year, providing however, that the teacher's salary is not decreased; and to receive as payment for their services, an annual sum of one thousand ($1,000.-00) dollars as President, and five hundred ($500.00) for each of the other Commissioners, as from July 1st., one thousand nine hundred and fifty-four.

Quebec, this 3rd day of November, one thousand nine hundred and fifty-four.

ALBERT DUMONTIER,
38515-46-4-o Attorney for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'école pour la municipalité scolaire pour la ville de Montmagny, province de Québec, dûment autorisés aux fins des présentes par résolution et avec l'assentiment des Commissaires d'école pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Thomas de la Pointe à la Caille, donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, et y présenteront là et alors un projet de loi pour amender la Loi concernant les Commissaires d'école pour la ville de Montmagny, 15-16 Georges VI, 1951-52, chap. 106, aux fins d'étendre le champ d'imposition et de prélèvement de la taxe d'éducation de un pour cent aux limites actuelles de la municipalité scolaire de Saint-Thomas de la Pointe à la Caille, dans le comté de Montmagny.

Le Procureur des requérants.
38553-46-4-o JULES PARÉ.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the school commissioners for the school municipality for the town of Montmagny, Province of Quebec, duly authorized for these present purposes, by resolution and with the consent of the school commisioners for the school municipality of the parish of Saint-Thomas de la Pointe à la Caille, give notice that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, and that they will present then and there a project of an act the amend the Act concerning the school commissioners for the town of Montmagny, 15-16 Georges VI, 1951-52, chapter 106, for purposes of extending the imposition and the levying of the educational tax of one percent to the present limits of the school municipality of Saint-Thomas de la Pointe à la Caille, in the county of Montmagny.

JULES PARÉ,
38553-46-4 Attorneys for the petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que M. Horace Drolet, courtier d'assurance, des cité et district de Montréal, présentera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, une demande pour l'adoption d'une loi précisant et déterminant les pouvoirs de vendre les biens-immeubles qui ont fait l'objet d'une donation dans le contrat de mariage entre Benjamin Drolet et Dame Rosanna Gauvreau, passé devant M. Christophe Archambault, notaire, le 6 mars 1886.

Montréal, le 9 novembre 1954.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
38537-46-4-o BEAULIEU & CASGRAIN.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Horace Drolet, insurance broker, of the city and district of Montreal, will present to the Quebec Legislature, at its next session, an application for the adoption of an Act stating exactly and determining the powers to sell the immoveable property which became the object of a donation in the marriage contract between Benjamin Drolet and Dame Rosanna Gauvreau, passed before Mr. Christophe Archambault, notary, on March 6th, 1886.

Montreal, November 9th, 1954.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN,
38537-46-4 Attorneys for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Légataires-universel-fiduciaires de la succession de feu Arthur Bouvier s'adresseront à la Législature Provinciale lors de sa prochaine session pour obtenir une loi autorisant lesdits Légataire-universels-fiduciaires de ladite succession à céder, vendre et aliéner les biens immobiliers de ladite succession.

Le Procureur des pétitionnaires,
38516-46-4-o (Signé): CHS. M. PIUZE C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the universal-legatees-fiduciaries of the estate of late Arthur Bouvier will apply to the Provincial Legislature during the next session in order to obtain a Bill authorizing the said universal-legatees-fiduciaries of the said estate to sell, convey and alienate the immoveable properties of the said estate.

(Signed): CHS. M. PIUZE Q.C.,
38516-46-4-o Attorney for petitioners.

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Ste-Thérèse s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi établissant l'évaluation foncière imposable sur l'immeuble de la Cie Blackwood Morton & Sons (Canada) Ltd., pour fins municipales et scolaires, de 1955 à 1961, ainsi que pour subordonner le droit de vote des propriétaires et locataires au paiement de leurs taxes dans un délai donné, et pour corriger une erreur de date mentionnée dans l'article 5 de la loi 14 George VI chapitre 109, et autres fins.

Montréal, le 4 novembre 1954.

LAFONTAINE, LAJEUNESSE,
38517-46-4-o PRÉVOST & BLAIS.

Canada, Province of Québec
District of Terrebonne

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of St. Therese will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passation of a law restablishing the taxable real estate valuation of the Blackwood Morton & Sons (Canada) Ltd., for municipal and school taxation purposes from 1955 to 1961, also to subordinate the right of votation of landlords and tenants to the payment of their municipal taxes to the town of St. Therese within a certain delay, and to correct an error of date mentionned in article 5 of 14 George VI chap. 109, and for other purposes.

Montreal, November 4th, 1954.

LAFONTAINE, LAJEUNESSE,
38517-46-4-o PRÉVOST & BLAIS.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "Pêcheurs Unis de Québec — Quebec United Fishermen", société régie par la Loi des Syndicats coopératifs de Québec, présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, une pétition concluant à l'adoption d'une loi pour lui permettre d'émettre des obligations jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas $500,000.00; de préciser certains pourvoirs de son conseil d'administration et pour toute autre fin.

Québec, ce 30 octobre 1954.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
38544-46-4-o JOBIN & VÉZINA.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Pêcheurs Unis de Québec — Quebec United Fishermen," association governed by the Quebec Cooperative Syndicates' Act, will present to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, a petition concluding the adoption of an Act allowing the said association to issue bonds to the amount of a sum not exceeding $500,000.00; to define certain powers of its Board of Directors and for all other purposes.

Quebec, October 30th, 1954.

JOBIN & VÉZINA,
38544-46-4 Attorneys for the petitioner.

Canada, Province de Québec

Corporation du village de Plessisville

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Plessisville s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à emprunter une somme n'excédant pas $60,000.00, destinée à favoriser l'expansion industrielle à Plessisville, et aussi lui accordant les pouvoirs spéciaux concernant les infractions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, et pour autres fins.

Plessisville, le 28 octobre 1954.

Le Procureur de la corporation,
38554-46-4-o ROBERT MARCHAND.

Canada, Province of Quebec

Corporation of the village of Plessisville

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Plessisville will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of a special act authorising such corporation to borrow a sum not exceeding $60,000.00 in view of favouring the industrial expansion in Plessisville, and also giving such corporation special powers concerning the offences to the municipal by-laws regarding the traffic security, and for other purposes.

Plessisville, October 28th, 1954.

ROBERT MARCHAND,
38554-46-4-o Attorney for the corporation.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le docteur Stanley A. Bardecki, de Montréal, demandera aux corps législatifs de la province de Québec, à leur prochaine session, l'adoption

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dr. Stanley A. Bardecki, of Montreal, will petition the legislative bodies of the province of Quebec, at their next session, for an act purporting to admit him

d'une loi tenant à l'admettre au collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, après examen.

Montréal, le 9 novembre 1954.

Le Procureur du pétitionnaire,
38556-46-4-o JEAN ARCHAMBAULT.

to the college of dental surgeons of the province of Quebec, after examination.

Montreal, November 9, 1954.

JEAN ARCHAMBAULT,
38556-46-4-o Attorney for the petitioner.

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné qu'un bill privé sera présenté à la présente session de l'Assemblée Législative de la Province de Québec ou aussitôt que possible, par la commission scolaire catholique de la ville de Lachute pour imposer une taxe, dite taxe d'éducation pour rencontrer les exigences de leurs écoles et s'assurer des revenus supplémentaires nécessaires, le tout en conformité à la loi de l'impôt sur la vente en détail, Statuts refondus 1941, chapitre 88 et ses amendements *mutadis mutandis*.

Les Avocats et procureurs,
38577-47-4-o LEGAULT & LEGAULT.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that a private bill will be presented at the present session of the Legislative Assembly of the province of Quebec or as soon as possible by the Catholic School Commission of the town of Lachute in order to impose an educational tax of 1% to meet the requirements of their schools and to insure the necessary supplementary revenues; the whole according to the Retail Sales Tax Act, chapter 88 Revised Statutes 1941 and its amendments, *mutadis mutandis*.

LEGAULT & LEGAULT,
38577-47-4-o Attorneys.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Alfred Leduc, fils, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander l'abrogation du chapitre 130 de 15-16 Geo. VI.

Montréal, ce 13 novembre 1954.

Le pétitionnaire,
38578-47-4-o ALFRED LEDUC, fils.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by Alfred Leduc, jr., of Montreal, that he will make an application to the Legislature of Quebec, at its next session, to ask for the repeal of chapter 130 of 15-16 Goe. VI.

Montreal, November 13th, 1954.

ALFRED LEDUC, jr.,
38578-47-4-o Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Victoriaville s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la prochaine session pour faire, modifier sa charte et obtenir des pouvoirs additionnels, comme suit:

1° Pour amender les paragraphes 7° et 8° de l'article 26;
2° Pour établir une commission d'urbanisme, et lui octroyer des deniers;
3° Pour augmenter la qualification du maire et des échevins, et leur dépôt;
4° Pour changer la date de la confiction de la liste des électeurs;
5° Pour changer les heures de votation;
6° Pour établir zones de construction;
7° Pour modifier l'article 446*a*;
8° Pour faire disparaître certaines nuisances;
9° Pour aider aux estimateurs;
10° Pour évaluer et imposer les lignes de distribution d'énergie électrique et téléphoniques;
11° Pour modifier la base des taxes d'affaires;
12° Pour établir une taxe sur certains appareils mécaniques;
13° Pour établir un fonds de roulement.

Victoriaville, le 8 novembre 1954.

La Procureurs de la ville de Victoriaville,
LACOURSIÈRE, LALIBERTÉ,
38579-47-4-o & FERLAND.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Victoriaville will apply to the Legislature of the Province of Quebec during the course of the next session for the amendment of its Charter and to obtain additional powers.

1. For the amendment of paragraphs 7 and 8 of Article 26;
2. To establish a Town-planning Commission and to issue money grants;
3. To increase qualifications for Mayor and Aldermen, and their deposits;
4. To change the date of the preparation of the electoral list;
5. To change polling hours;
6. To establish building zones;
7. To midify Article 446*a*;
8. To eliminate certain nuisances;
9. To help appraisers;
10. To valuate and to impose the distribution of power and telephone lines;
11. To modify the basis of business taxes;
12. To establish a tax upon certain mechanical appliances;
13. To establish a working capital.

Victoriaville, November 8th, 1954.

LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ
& FERLAND,
Attorneys for the town of Victoriaville.
38579-47-4

AVIS

La ville de Laval Ouest donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature provin-

NOTICE

The town of Laval West gives by these presents notice that it will apply to the Provincial legis-

ciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Augmentation du fonds de roulement;

Service d'autobus;

Changement de l'année fiscale de la commission scolaire;

Changement du taux d'intérêt re: pouvoir d'emprunt.

Emprunt pour la construction d'un chalet municipal.

Montréal, 15 novembre 1954.

L'Aviseur légal,
38583-47-4-o FRS. FAUTEUX.

Canada — Province de Québec
District de Québec

—

Avis public est par les présentes donné que "la Ville de Beauport", une corporation de ville régie par les dispositions de la Loi des Cités et Villes et celles de sa charte spéciale, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 14-15 George VI, chapitre 91, sur les matières suivantes: dispenser de la publication en langue anglaise les avis municipaux, règlements et autres ordonnances municipales; valider tous les règlements municipaux adoptés sans avis préalable; autoriser le conseil à accorder une allocation pour frais de représentations à ses membres par résolution; permettre au conseil d'amender une fois d'ici un an le règlement de construction et de zonage sans autre approbation que celle du ministre des Affaires municipales; étendre à trois ans, à compter de la prochaine élection générale, le terme d'office du maire et des échevins; autoriser le conseil à emprunter annuellement pendant trois ans une somme de cinquante mille dollars pour l'exécution de travaux permanents et urgents se rapportant aux dépenses d'une nature capitale et qu'il faut exécuter chaque année pour ne pas paralyser le développement du territoire soumis à la juridiction de la ville; et pour autres fins.

Québec, le 18 novembre 1954.

(Sceau) LA VILLE DE BEAUPORT.

Par le Maire,
J.-U. STE-MARIE,
Le Secrétaire-trésorier,
38617-47-4-o GEO.-E. BOUTET.

AVIS PUBLIC

—

Avis public est par les présentes donné que la "Commission des Écoles Catholiques de Québec" s'adressera à la Législature à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi:

a) Octroyant à ladite Commission un pouvoir d'emprunt n'excédant pas deux millions de dollars pour l'acquisition de terrains et de bâtisses, la construction et l'ameublement ou l'agrandissement d'écoles et de couvents dans les paroisses où il y a nécessité, la construction d'une résidence au couvent St-Cœur-de-Marie et au couvent Notre-Dame-du-Chemin, l'agrandissement de la résidence du couvent St-Joseph et de l'entrepôt de la Commission ainsi que la construction d'un "high school" en la paroisse de St-Patrice;

b) Autorisant la modification de l'article 34 de la Loi 32 Victoria, chapitre 16, ou toute autre loi modificative concernant la rétribution mensuelle à être payée par les enfants fréquentant les écoles de ladite Commission.

Québec, le 17 novembre 1954.

Le Procureur de la pétitionnaire,
38618-47-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

lature at its next session, to obtain certain amendments on its charter on the following matters:

Increase the working capital;

Autobus service;

Change the fiscal year for the School Commission;

Change rate of interest in the loan by-laws;

Loan to erect a municipal bungalow.

Montreal, November 15th, 1954.

FRS. FAUTEUX,
38583-47-4-o Legal Advisor.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

—

Public notice is by these presents given that "The Town of Beauport", a town corporation governed by the provisions of the Cities and Towns Act and those of its special charter, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request that a law be passed to amend its charter, Act 14-15 George VI, Chapter 91, in respect to the following matters: to dispense from publishing in the English language the municipal notices, by-laws and other special ordinances; to validate all the municipal by-laws passed without prior notice; to authorize the council to grant an allowance to cover costs of representation to its members by resolution; to allow the council to amend once within a year from now the building and zoning by-law without other approval than that of the Minister of Municipal Affairs; to extend to three years, commencing with the next general election, the term of office of the mayor and of the aldermen; to authorize the council to borrow annually during three years a sum of fifty thousand dollars for the execution of permanent and urgent works relating to expenditures of a capital nature and which must be executed each year so as not to paralyse the development of the territory subject to the jurisdiction of the town; and for other purposes.

Quebec, November 18th, 1954.

The town of Beauport.
(Seal) J.-U. STE-MARIE,
Mayor.
GEO.-E. BOUTET,
38617-47-4-o Secretary-Treasurer.

PUBLIC NOTICE

—

Public notice is hereby given that the "Catholic School Commission of Quebec" shall apply to the Legislature at its present session praying for the adoption of an Act:

a) Granting to the said Commission a borrowing power not exceeding two million dollars for the acquisition of lands and buildings, the construction and furnishing or enlarging of schools and convents in the parishes where necessary, the construction of a residence at St-Cœur-de-Marie and Notre-Dame-du-Chemin convents, the enlarging of the residence of St-Joseph convent and the warehouse of the Commission as well as the construction of a "high school" in the parish of St-Patrick.

b) To authorize the amendment of section 34 of the Act 32 Victoria, chapter 16 or any amending Act respecting the mensualities payable by children attending the schools of the said Commission.

Quebec, November 17th, 1954.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
38618-47-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'amender sa charte, conserver les pouvoirs spéciaux et en obtenir des nouveaux sur les matières suivantes: changer le nom de ville en celui de cité; travaux d'améliorations locales par requêtes; règlementer l'approbation des règlements par les électeurs propriétaires; confection des rôles d'évaluation; annexion des lots nos 481, 482, 485 et 488 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent faisant présentement partie de la municipalité de Notre-Dame de Liesse et des lots nos 84, 85 et 86 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire faisant présentement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim; et pour autres fins.

Ville Saint-Laurent, 11 novembre 1954.

Le Maire,
MAURICE COUSINEAU, C.R.
Le Gérant,
38624-47-4-o LUCIEN TOUPIN, C.A.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Saint Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act to amend its charter, retain its special powers and acquire additional ones in the following matters: to change the name town to that of city; carry out petitioned local improvement works; regulate approval of by-laws by elector-proprietors; compiling of valuation rolls; annexation of lots number 481, 482, 485 and 488 of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent presently forming part of the municipality of Notre-Dame de Liesse and lots number 84, 85 and 86 of the cadastre of the parish of Pointe-Claire presently forming part of the municipality of the parish of Saint-Joachim; and for other purposes.

Town of Saint Laurent, November 11, 1954.

MAURICE COUSINEAU, Q.C.,
Mayor.
LUCIEN TOUPIN, C.A.,
38624-47-4 Manager.

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Écoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs suivants:

1° Promouvoir l'engagement d'un instituteur ou d'une institutrice par simple résolution.

2° Lui permettre en tout temps durant l'année scolaire de permuter de fonction pédagogique, de classe ou d'école un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas réduit.

3° Dispenser le Commissaire nommé par l'archevêché de Montréal du cens d'éligibilité requis s'il apparrtient au clergé séculier ou régulier.

4° Fixer la nomination du président à la première séance du mois de juillet de chaque année.

5° Avec l'autorisation préalable du Surintendant de l'Instruction Publique, autoriser la Commission à adopter des règlements lui permettant de payer, à même ses revenus annuels, à un instituteur ou institutrice démissionnaire pour raison de santé uniquement et ayant été à son service comme tel pendant au moins vingt ans, des annuités pendant au plus dix ans, d'une valeur ne devant pas excéder la moitié du traitement annuel que l'instituteur ou l'institutrice concerné touchait au moment de sa démission.

6° Autoriser la Commission à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance, un contrat d'assurance de groupe, à base contributoire sur la vie, contre les accidents et la maladie, pour le bénéfice du personnel enseignant, administratif, et des ouvriers réguliers.

7° Sous réserve de certaines restrictions, lui permettre de nommer le secrétaire-trésorier et le directeur des études par simple résolution et subordonner leur destitution et la réduction de leurs émoluments au vote unanime de tous les membres de la Commission.

Verdun, ce 17 novembre 1954.

Le Secrétaire-Trésorier,
3500, rue Wellington, PAUL ROY.
Verdun, Qué. 38626-47-4-o

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF VERDUN

PUBLIC NOTICE

Public notice is, by these presents, given that the Catholic School Commission of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the adoption of an Act granting it the following powers:

1. To promote the engagement of a teacher (male or female) by a simple resolution.

2. To allow the Commission, at any time during the school term, to change a teacher (male or female) from his or her pedagogic functions, grade or school, providing there be no reduction in salary.

3. To dispense from eligible qualifications the Commissioner appointed by the Archbishopric of Montreal, should he belong to the secular or regular clergy.

4. To fix the nomination of the president at the first meeting in the month of July of each year.

5. With authorization previously obtained from the Superintendent of Education, to authorize the Commission to adopt by-laws which will allow it to pay from its own annual revenues, annuities to a teacher (male or female) who resigns for reasons pertaining to health only, and who have been teachers in the service of the Commission during at least twenty years, said annuities to run during ten years at the most, to a value which must not exceed the amount of one-half the annual salary that the teacher concerned (male or female) earned at the time of his or her resignation.

6. To authorize the Commission to subscribe to an insurance company for a group insurance contract, on a life contributory basis against accidents and sickness, for the benefit of the teaching personnel, administrative and regular workmen.

7. Under reserve of certain restrictions, to allow the Commission to name the Secretary-Treasurer and the Director of Studies by a simple resolution and to subordinate their dismissal and the reduction of their remuneration to the unanimous vote of all members of the Commission.

Verdun, November 17, 1954. PAUL ROY,
3500, Wellington Street, Secretary-Treasurer.
Verdun, Que. 38626-47-4

Action en séparation de biens

AVIS

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 5796. Dame Jeanne Gaudreau, épouse de Noël Henri Paradis, linotypiste, de la cité de Granby, district de Bedford, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Sweetsburg, le 13 novembre 1954.

Le Procureur de la demanderesse,
38567-o GEO.-H. DUREAULT, C.R.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 75,765. Dame Blanche-Charlotte Landry, de la ville de Ste-Foy, comté de Québec, demanderesse; vs Louis-Honoré Gingras, de la ville de Ste-Foy, comté de Québec, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12 novembre 1954.

Québec, le 12 novembre 1954.

Les Procureurs de la demanderesse,
(s) LAPLANTE, GAGNÉ & CHALIFOUR.
38568-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 363009. Dame Marie-Anne Mailloux, demanderesse; vs Rénald P. Gendreau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, 10 novembre 1954.

Le Procureur de la demanderesse,
38569-o BENOIT GONTHIER.

Action for separation as to property

NOTICE

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 5796. Dame Jeanne Gaudreau, wife of Noël Henri Paradis, linotypist, of the city of Granby, district of Bedford, has instituted against her husband, an action in separation as to property.

Sweetsburg, November 13th, 1954.

GEO.-H. DUREAULT, Q.C.,
38567-o Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 75,765. Dame Blanche-Charlotte Landry, of the town of Ste-Foy, county of Quebec, plaintiff; vs Louis-Honoré Gingras, of the town of Ste-Foy, county of Quebec, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted in this case on November 12th, 1954.

Quebec, November 12th, 1954.

(s) LAPLANTE, GAGNÉ & CHALIFOUR,
Attorneys for the plaintiff.
38568

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 363009. Dame Marie-Anne Mailloux, plaintiff; vs Renald P. Gendreau, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, November 10th, 1954.

BENOIT GONTHIER,
38569-o Attorney for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1057

Québec, le 3 novembre 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT le format des régistres pour les index des immeubles dans la division d'enregistrement des Iles de la Madeleine.

ATTENDU QUE, sous l'autorité des dispositions de l'article 2164 du Code civil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer la forme de tout livre, index ou autre document officiel que doivent tenir les registrateurs, tout ordre à cet effet devant être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et devant prendre effet à dater du jour qui est mentionné, pourvu que ce jour ne soit pas fixé à moins d'un mois après la publication de cet ordre;

ATTENDU QUE, pour faciliter l'entrée des mentions des enregistrements dans les index des immeubles de la division d'enregistrement des Iles de la Madeleine et pour faciliter les recherches dans ces mêmes index des immeubles, il y a lieu d'ordonner que, à l'avenir, les régistres fournis au régistrateur de cette division d'enregistrement pour servir d'index des immeubles soient des régistres à feuillets mobiles.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1057

Quebec, November 3rd, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the mode of recording the indexing of immovables in the Registration Division of the Magdalen Islands.

WHEREAS, under the authority of the provisions of Article 2164 of the Civil Code, the Lieutenant-Governor in Council may change the form of any books, indexes or other official documents to be kept by registrars, any order to this effect should be published in the *Quebec Official Gazette* and should become effective from the date therein appointed, provided such day be not fixed at less than one month from the publication of such order;

WHEREAS, in order to facilitate the entry of registration entries in the immovable indexes of the Registration Division of the Magdalen Islands and in order to facilitate research in these same indexes to the immovables, it is expedient to ordain that, in future, registers supplied to the Registrar of this Registration Division to serve as indexes to the immovables be loose-leaf registers.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Procureur général:

QUE, à compter du premier janvier 1955, les régistres qui doivent être fournis pour servir d'index des immeubles dans la division d'enregistrement des Iles de la Madeleine soient des régistres à feuillets mobiles; et

QUE le présent ordre soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* le ou avant le premier décembre 1954.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
38564-o L. DÉSILETS.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1151

Québec, le 18 novembre 1954.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT l'addition de nouvelles parties contractantes — décret relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), un certain nombre de manufacturiers de chemises ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme parties co-contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 1234 du 15 novembre 1951, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1174-A du 6 novembre 1952, 101-G du 29 janvier 1953, 188, 325-E et 774-H des 11 mars, 1er avril et 28 juillet 1954;

ATTENDU QUE la Commission conjointe de l'industrie de la chemise de la province de Québec chargée de surveiller et d'assurer l'observance dudit décret, a été dûment consultée à ce sujet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la requête des corporations et manufacturiers dont les noms suivent soit acceptée et, qu'en conséquence, le dit décret, numéro 1284, soit modifié en ajoutant leur nom aux parties de première part:

"Regent Shirts Manufacturing Co., Trois-Rivières, P.Q.; LaSalle Shirt & Garment Co. Ltd., Trois-Rivières, P.Q.; Sterling Shirts and Overalls Limited, Cap-de-la-Madeleine, P.Q.; Lonn Overall & Pants Mfg. Co., 2010, boulevard St-Laurent, Montréal, P.Q.; Sleepwear Mfg. Co. Ltd., 7345, boulevard St-Laurent, Montréal, P.Q.; Miss America Maid Incorporated, 5261, rue Clark, Montréal, P.Q.; Globe Shirt Corp., 10, ouest, rue Ontario, Montréal, P.Q.; Rich Lee Company Limited, 3935, rue Rouen, Montréal, P.Q.; Taft Sportswear Company, 1875, Tillemont, Montréal, P.Q.; The Westex Company, 101, est, avenue Mont-Royal, Montréal, P.Q.; People's Wear Mfg., 1142, rue Bellechasse, Montréal, P.Q.; Michael Shirt Reg'd., Montréal, P.Q.; La Perfection Enrg., Courcelles et St-Gédéon, P.Q.; Raymond Enrg., St-Évariste, P.Q.; Langlois Shirt, Yamachiche, P.Q.; Lampron & Sons Ltd., Trois-Rivières, P.Q.; G. St-Cyr Manufacturing, Trois-Rivières, P.Q.".

(Document "C" annexé à l'arrêté).

Le Greffier du Conseil Exécutif,
38623-o L. DÉSILETS.

IT IS THEREFORE CONSEQUENTLY ORDAINED THAT, upon the proposition of the Honourable Attorney General:

THAT, from and after January first, 1955, registers which shall be supplied to serve as indexes to the immovables in the Registration Division of the Magdalen Islands be loose-leaf registers; and

THAT the present Order be published in the *Quebec Official Gazette* on or before December first, 1954.

L. DÉSILETS,
38564 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1151

Quebec, November 18th, 1954.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the addition of new contracting parties — decree relating to the men's and boys' shirt industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a certain number of shirt manufacturers have submitted to the Minister of Labour a petition to be treated as co-contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and boys' shirt industry in the Province, rendered obligatory by the decree number 1284 of November 15th, 1951, amended by Orders in Council number 1174-A of November 6th, 1952, 101-G of January 29th, 1953, 188, 325-E and 774-H of March 11th, April 1st and July 28th 1954;

WHEREAS, the Joint Commission for the Shirt Industry in the Province of Quebec formed to supervise and ensure the carrying out of the said decree, has duly been consulted about this matter;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the petition of the following corporations and manufacturers be accepted and, therefore, that the said decree number 1284, be amended by adding their names of the parties of the first part:

"Regent Shirts Manufacturing Co., Trois-Rivières, P.Q.; LaSalle Shirt & Garment Co. Ltd., Trois-Rivières, P.Q.; Sterling Shirts and Overalls Limited, Cap-de-la-Madeleine, P.Q.; Lonn Overall & Pants Mfg. Co., 2010, St. Lawrence Blvd., Montreal, P.Q.; Sleepwear Mfg. Co. Ltd., 7345 St. Lawrence Blvd., Montreal, P.Q.; Miss America Maid Incorporated, 5261, Clark Street, Montreal, P.Q.; Globe Shirt Corp., 10, Ontario Street W., Montreal, P.Q.; Rich Lee Company Limited, 3935, Rouen Street, Montreal, P.Q.; Taft Sportswear Company, 1875, Tillemont, Montreal, P.Q., The Westex Company, 101, Mount Royal Ave. E., Montreal, P.Q.; People's Wear Mfg., 1142, Bellechasse St., Montreal, P.Q.; Michael Shirt Reg'd., Montreal, P.Q.; La Perfection Enrg., Courcelles and St-Gédéon, P.Q.; Raymond Enrg., St. Évariste, P.Q.; Langlois Shirt, Yamachiche, P.Q.; Lampron & Sons Limited, Trois-Rivières, P.Q.; G. St. Cyr Manufacturing, Trois-Rivières, P.Q.".

(Document "C" annexed to the order).

L. DÉSILETS,
38623-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1151

Québec, le 18 novembre 1954.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la métallurgie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 24 juin 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1390-C du 21 octobre 1948, 883-A et 1197-B des 11 août et 27 octobre 1949, 1094-A du 4 octobre 1950, 93-D et 894-D des 25 janvier et 14 août 1951, 139-B et 503-B des 27 février et 7 mai 1952, 448-A, 860-B et 1157-D des 16 avril, 23 juillet et 23 octobre 1953 et 775-C du 28 juillet 1954, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 octobre 1954;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 973, soit modifié comme suit:

1° Le sous-paragraphe "vi" du paragraphe "*c*" de l'article II est remplacé par le suivant:

"vi. Les salariés travaillant dans un établissement qui fabrique des machines à bois et dont la liste de paye, pour fins de réparation à la clientèle et la réparation ou transformation de machines à bois pour revendre, n'excède pas 15% de la liste de paye totale."

2° Le sous-paragraphe "*b*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"*b*) *Zone II:* i. *Heures régulières:* La semaine régulière de travail est de cinquante-deux heures et demie (52½) réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, et entre 7.00 a.m. et midi le samedi.

ii. *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté

1) après 10 heures régulières dans la même journée;

2) en dehors des heures régulières spécifiées ci-dessus; est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré en conséquence.

iii. *Travail de nuit:* La nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour. Cinquante-deux heures et demie (52½) au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit. La durée maximum d'une nuit de travail est de dix heures et demie (10½). Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un salarié régulier ou surnuméraire doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire."

3° Les paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

Taux horaires minima

	Zones	
"*a*) *Compagnons:*	*I*	*II*
Outilleur	$1.53	$1.42
Traceur	1.43	1.32

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1151

Quebec, November 18th, 1954.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING amendments to the decree relating to the metal trades in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 973 of June 24th, 1948, amended by Orders in Council number 1390-C of October 21st, 1948, 883-A and 1197-B of August 11th and October 27th, 1949, 1094-A of October 4th, 1950, 93-D and 894-D of January 25th and August 14th, 1951, 139-B and 503-B of February 27th and May 7th, 1952, 448-A, 860-B and 1157-D of April 16th, July 23rd, and October 23rd, 1953 and 775-C of July 28th, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 2nd, 1954;

WHEREAS, in pursuance of the Act, the objections set forth have been duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 973, be amended as follows:

1. Paragraph "vi" of subsection "*c*" of section II is replaced by the following:

"vi. Employees working in an establishment manufacturing woodworking machines with a payroll, as regards repairs for customers and the repair or transformation of woodworking machines for resale, which does not exceed 15% of the total payroll."

2. Paragraph "*b*" of section III is replaced by the following:

"*b*) *Zone II:* i. *Regular hours:* The regular workweek consists of fifty-two and a half (52½) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on the first five working days of the week, and 7.00 a.m. and 12.00 (noon) on Saturday.

ii. *Overtime:* All time worked:

1) after ten (10) regular hours in the same day;

2) outside the regular hours specified above; is considered as overtime and shall be remunerated accordingly.

iii. *Night work:* During the night, the hours of work are distributed between the regular finishing and starting time of the day shift. Fifty-two and a half (52½) hours, at the most, constitute a regular night-workweek. The maximum duration of one night's work is ten and a half (10½) hours. Any work performed before or after the regular hours by any regular or extra employee must be remunerated at the overtime rate."

3. Subsections "*a*" and "*b*" of section IV are replaced by the following:

Minimum hourly rates

	Zones	
"*a*) *Journeymen:*	*I*	*II*
Toolmaker	$1.53	$1.42
Tracer	1.43	1.32

Soudeur général	1.33	1.22	General welder	1.33	1.22
Soudeur à l'acétylène ou à l'électricité	1.28	1.17	Acetylene or electric arc welder	1.28	1.17
Machiniste général	1.33	1.22	General machinist	1.33	1.22
Mécanicien en métal en feuille	1.28	1.17	Sheet metal mechanic	1.28	1.17
Machiniste sur tour, fraiseuse etc.	1.28	1.17	Lathe, miller, etc. machinist	1.28	1.17
Mécanicien de marine	1.28	1.17	Marine mechanic	1.28	1.17
Mécanicien ajusteur	1.28	1.17	Fitter mechanic	1.28	1.17
Chaudronnier	1.28	1.17	Boilermaker	1.28	1.17
Mécanicien en tuyauterie	1.28	1.17	Pipe mechanic	1.28	1.17
Trempeur	1.28	1.17	Temperer	1.28	1.17
Menuisier d'atelier mécanique	1.23	1.12	Machine shop joiner	1.23	1.12
Forgeron	1.23	1.12	Blacksmith	1.23	1.12
Découpeur	1.23	1.12	Cutter	1.23	1.12
Assembleur:			Assembler:		
1ère année, 1er semestre	0.55	0.51	1st year, 1st six months	0.55	0.51
1ère année, 2ème semestre	0.63	0.59	1st year, 2nd six months	0.63	0.59
2ème année	0.74	0.69	2nd year	0.74	0.69
3ème année	0.84	0.78	3rd year	0.84	0.78
4ème année	0.94	0.92	4th year	0.94	0.92
5ème année	1.04	0.96	5th year	1.04	0.96
Préposé aux machines:			Machine operator:		
1ère année, 1er semestre	0.55	0.51	1st year, 1st six months	0.55	0.51
1ère année, 2ème semestre	0.65	0.57	1st year, 2nd six months	0.65	0.57
2ème année	0.71	0.66	2nd year	0.71	0.66
3ème année	0.81	0.75	3rd year	0.81	0.75
4ème année	0.91	0.84	4th year	0.91	0.84
5ème année	1.04	0.96	5th year	1.04	0.96
Magasinier en charge	1.13	1.03	Storeman in charge	1.13	1.03
Magasinier	1.08	0.98	Storeman	1.08	0.98
Vérificateur	0.94	0.87	Checker	0.94	0.87
Expéditeur	0.94	0.87	Shipper	0.94	0.87
Camionneur	0.99	0.90	Truck driver	0.99	0.90
Aide	0.94	0.87	Helper	0.94	0.87
Journalier	0.89	0.82	Labourer	0.89	0.82
b) Apprentis: Tous les métiers:			*b) Apprentices: All the trades:*		
1ère année	0.55	0.51	1st year	0.55	0.51
2ème année	0.61	0.56	2nd year	0.61	0.56
3ème année	0.71	0.65	3rd year	0.71	0.65
4ème année	0.81	0.75	4th year	0.81	0.75

4° Le nouveau sous-paragraphe "iv" suivant est ajouté au paragraphe "*a*" de l'article V:

"iv. Tout établissement doit chômer et payer au taux réguliers à ses salariés deux (2) fêtes parmi les suivantes: la Toussaint, l'Immaculée-Conception, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail. Toutefois les salariés ont droit à ces fêtes chômées et payées à la condition d'avoir été au travail la journée ouvrable qui précède le congé payé et la journée ouvrable que le suit."

(Document "F" annexé à l'arrêté).

Le Greffier du Conseil Exécutif,

38623-o L. DÉSILETS.

4. The following new paragraph "iv" is added to subsection "*a*" of section V:

"iv. Every establishment must shut down and pay, at regular rates, to its employees two (2) holidays amongst the following: All Saints Day, Immaculate Conception Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day Confederation Day (July 1st), Labour Day. However, the employees shall be entitled to such holidays with pay only on the condition that they shall have worked the working day preceding such holidays and the one following them."

(Document "F" annexed to the order).

L. DÉSILETS,

38623-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

(P.G. 12033-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le vingt-six octobre 1954, les amendements apportés aux règlements de "L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc.— The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 31 mars 1954, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-sept octobre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,

38571-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

(A.G. 12033-54)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable, the Provincial Secretary, has approved on October twenty-six, 1954, the amendments made to by-laws of "L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc. — The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc.", as adopted at the special general meeting held on March 31st, 1954, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on October twenty-seventh, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,

38571 Under Secretary of the Province.

(P.G. 11208-54)

ASSOCIATION DES MARCHANDS UNIS PAR LA RADIO (A.M.U.R.)

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale des membres tenue le 2 novembre 1954, concernant la réduction du nombre des directeurs de sept (7) à trois (3):

"Conseil d'administration — Nombre des directeurs. 1. Les affaires de la corporation sont administrées par un conseil d'amdinistration composé de trois directeurs choisis annuellement parmi les membres."

Certifié extrait conforme.

Montréal, le 3 novembre 1954.

Le Secrétaire,

38570-o W. P. CREACH.

(A.G. 11208-54)

ASSOCIATION DES MARCHANDS UNIS PAR LA RADIO (A.M.U.R.)

Excerpt of by-laws of the above mentioned corporation, as adopted at the special general meeting of the members held on November 2nd, 1954, concerning the reduction of the number of directors from seven (7) to three (3):

"Board of directors — Number of directors. 1. The affairs of the corporation are administrated by a Board of directors composed of three directors chosen annually amongst the members."

Certified true excerpt.

Montreal, November 3rd, 1954.

W. P. CREAGH,

38570 Secretary.

DISTRIBUTION D'ACTIF

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un règlement adopté par le bureau de Direction de Services E. & E. Inc., le trois décembre mil neuf cent cinquante-trois, cette compagnie distribuera son actif à ses actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.

Plessisville, le trois novembre 1954.

Le Notaire de Services E. &. E. Inc.,

38572-o C. BENOIT CHARTIER.

DISTRIBUTION OF ASSETS

Notice is hereby given that under a by-law adopted by the Board of Directors of Services E. & E. Inc., December third, one thousand nine hundred and fifty-three, this company will distribute its assets to its shareholders proportionately to the number of shares which they hold.

Plessisville, November third, 1954.

C. BENOIT CHARTIER,

38572 Notary for Services E. & E. Inc.

Province de Québec district de Chicoutimi

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement N° 53 de La Corporation du Canton Chicoutimi, ont été tirées au sort:

Série C, dénomination de $100.00, C169, C185, C216, C245, C280 et C283.

Les dites obligations seront remboursables le 1er janvier 1955, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,

38576-o PH. HARVEY.

Province of Quebec district of Chicoutimi

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI

The following bonds, issued under by-law 53, of La Corporation du Canton Chicoutimi, have been drawn by lots: Serie C, denomination of $100.00, C169, C185, C216, C245, C280 and C283.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of January, 1955, from which date they shall cease to bear interest,

PH. HARVEY,

38576-o Secretary-Treasurer.

(P.G. 5752-50)

CLAIROL INC. OF CANADA

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de "Clairol Inc. of Canada", tenue au siège social de la compagnie, 501, édifice de la Chambre de Commerce, Montréal, le 25e jour d'octobre 1954.

Sur motion dûment proposée, secondée et adoptée à l'unanimité:

Il a été résolu:

Que l'article 2 du règlement N° 1 se lise comme suit:

"Règlement No 1

Article 2. Les directeurs seront au nombre de trois dont deux formeront quorum. Aucun actionnaire ne sera qualifié pour agir comme directeur, à moins de posséder absolument et en son propre nom une action du capital-actions de la compagnie."

soit amendé pour se lire comme suit:

Règlement No 1

Article 2. Les directeurs seront au nombre de quatre dont trois formeront quorum. Aucun actionnaire ne sera qualifié pour agir comme

(A.G. 5752-50)

CLAIROL INC. OF CANADA

Extract from the minutes of the meeting of the board of directors of "Clairol Inc. of Canada" held at the head office of the company, 501 board of trade building, Montreal, on the 25th day of October, 1954.

Upon motion, duly made, seconded and unanimously carried:

It was resolved:

That article 2 of by-law No. 1 reading as follows:

"By-law No. 1

Article 2. The directors shall be three in number, two members of the board shall form a quorum. No shareholder shall be qualified to act as a director unless he owns absolutely in his own right one share of the Company's capital stock."

be amended to read as follows:

By-law No. 1

Article 2. The directors shall be four in number, three members of the board shall form a quorum. No shareholder shall be qualified to act

directeur, à moins de posséder absolument et en son propre nom une action du capital-actions de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 25e jour d'octobre 1954.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,
38584 HAROLD T. GREETHAM.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Trinité, comté de Saguenay", en date du vingt-six septembre 1954, dont le siège social est situé à Baie Trinité, dans le comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le six octobre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38585-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le sept mai 1954, le changement de nom de "Les Instituteurs de la Banlieue de Québec", dont la constitution en syndicat professionnel, sous le nom originaire de "Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques Ruraux de l'Est de la Province de Québec", a été autorisée le 26 avril 1938, et dont le siège social est situé à Québec, dans le district judiciaire de Québec, en celui de "Syndicat des Instituteurs et Institutrices de la Côte de Beaupré", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 11 mai 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38586-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Producteurs de Pommes de Terre de la Région de Joliette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le dix novembre 1954.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Joliette, dans le comté de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38587-o JEAN BRUCHÉSI.

CINÉMA VÉNUS INC.

Règlement

Il est résolu que la distribution de l'actif de la compagnie soit faite au pro rata entre les actionnaires.

Joliette, 2 novembre 1954.

Le Secrétaire,
38588-o J. ÉDOUARD GERVAIS.

as a director unless he owns absolutely in his own right one share of the Company's capital stock.

Dated at Montreal, P.Q., this 25th day of October, 1954.

Certified true copy.

HAROLD T. GREETHAM,
38584-o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Trinité, comté de Saguenay" under date of September twenty-sixth, 1954, whereof the head office is at Baie Trinité, in the county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
38585 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on May seventh 1954, the changing of the name of "Les Instituteurs de la Banlieue de Québec", whose incorporation as a professional syndicate, under the original name of "Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques Ruraux de l'Est de la Province de Québec, had been authorized on April 26th, 1938, and whereof the head office is located at Quebec, in the judicial district of Quebec, to that of "Syndicat des Instituteurs et Institutrices de la Côte de Beaupré", and such, pursuant to the provisions of section 7 and the following, of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, the eleventh day of May 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
38586 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Producteurs de Pommes de Terre de la Région de Joliette" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November tenth, 1954.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Joliette, in the county of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,
38587 Under Secretary of the Province.

CINÉMA VÉNUS INC.

By-law

It is enacted that distribution of the company be made pro rata to the shareholders.

Joliette, November 2nd, 1954.

J. ÉDOUARD GERVAIS.
38588-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Agricole Forestier de St-Alphonse", en date du 5 septembre 1954, dont le siège social est situé à Saint-Alphonse-de-Caplan, dans le comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le cinq novembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38591-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Agricole Forestier de St-Alphonse", under date September 5th, 1954, whereof the head office is at Saint-Alphonse-de-Caplan, in the county of Bonaventure, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
38591 Under Secretary of the Province.

(P.G. 12424-52)

ALAIN CONSTRUCTION INC.

Règlement N° XVII

(Se rapportant à la diminution du nombre des directeurs de la compagnie.)

Il est par le présent règlement décrété que le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de six à trois.

Certifié vraie copie.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier.
38599-o J. A. SAINT-ANDRÉ.

(A.G. 12424-52)

ALAIN CONSTRUCTION INC.

By-law No. XVII

(Concerning a decrease in the number of directors of the company).

It is hereby enacted as a by-law that the number of directors of the company is decreased from six to three.

Certified true copy.

(Seal) J. A. SAINT-ANDRÉ.
38599 Secretary-Treasurer.

(P.G. 12423-52)

GÉRARD ALAIN INC.

Règlement N° XVII

(se rapportant à la diminution du nombre des directeurs de la compagnie).

Il est par le présent règlement décrété que le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de six a trois.

Certifié vraie copie.

(Sceau)

La Secrétaire-trésorière,
38600-o GISÈLE BABINEAU ALAIN.

(A.G. 12423-52)

GÉRARD ALAIN INC.

By-law No. XVII

(concerning a decrease in the number of directors of the company).

It is hereby enacted as a by-law that the number of directors of the company is decreased from six to three.

GISÈLE BABINEAU ALAIN,
Secretary-Treasurer.

Certified true copy.
(Seal)

DISCOURS DU TRÔNE

Honorables Messieurs du
Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au début de la troisième session de la vingt-quatrième Législature il nous est agréable de souligner la prospérité manifeste dont bénéficie largement notre province.

Ses progrès prodigieux indiquent, de toute évidence, qu'elle s'est engagée fermement sur le chemin d'une prospérité grandissante dont les effets bienfaisants apportent une précieuse contribution à la prospérité du Canada tout entier.

Cette situation avantageuse provient, en bonne partie, de la mise en application d'une politique basée sur un plan d'ensemble défini et sur des principes fondamentaux essentiels. La Province est profondément attachée à ses traditions religieuses et nationales qui sont immuables mais ne sont pas immobiles.

Il est nécessaire au succès de toute économie, saine et réellement progressive, d'accorder à l'agriculture la place qui appartient à l'industrie fondamentale. En fait, elle constitue une excellente garantie de réelle stabilité, base de la véritable sécurité. C'est pourquoi mon gouvernement recommandera l'adoption de nouvelles lois destinées à propager les effets salutaires du prêt agricole, de l'électrification rurale, de la mécanisation des travaux de la ferme et du drainage des terres.

SPEECH FROM THE THRONE

Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

At the opening of the Third Session of the Twenty-Tourth Legislature it is my pleasant duty to stress the wide measure of prosperity which our Province is manifestly enjoying.

This prodigious proress clearly shows that Quebec is well on the road towards a rising prosperity, the beneficial effects of which are markedly contributing to the prosperity of the whole of Canada.

This favourable situation is largely due to the carrying out of a policy based on a well-defined master-plan and on essential fundamental principles. The Province is deeply attached to its religious and national traditions which are unalterable but not motionless.

To achieve a sound and really progressive economy, it is necessary to give to agriculture the place to which it is entitled as the fundamental industry. In fact agriculture constitutes an unexcelled guarantee of real stability, the basis of a genuine security. Accordingly my Government will recommend the adoption of new legislation giving a wider scope to the salutary effects of farm credit, of rural electrification, of the mechanization of farm work and of land drainage.

Mon gouvernement continuera de collaborer généreusement au succès et à la diffusion de l'enseignement agricole. Afin d'assurer davantage le bien-être du cultivateur et son maintien sur la terre, vous serez appelés à approuver une législation ayant pour objet de coopérer, de façon appropriée, à la construction d'aqueducs et à la protection contre l'incendie dévastateur. D'autres législations agricoles vous seront soumises.

Mon gouvernement, convaincu que la colonisation est un complément indispensable de l'agriculture, continuera de contribuer généreusement au succès et au progrès de cette grande œuvre.

Toujours désireux de procurer aux cultivateurs les marchés dont ils ont besoin, mon gouvernement activera davantage, de manière effective et opportune, la mise en valeur et l'utilisation adéquate de nos ressources forestières, minières et hydrauliques, lesquelles, en ces dernières années, ont été l'objet de développements féconds et remarquables.

Sachant la grande importance de nos pêcheries maritimes et sportives, mon gouvernement continuera d'apporter à leur développement un soin tout spécial.

C'est l'opinion définitive de mon gouvernement que l'initiative personnelle et l'entreprise privée sont nécessaires au progrès réel et fécond que le paternalisme d'état ne peut engendrer que la paralysie économique et la diminution des libertés populaires auxquelles nous tenons. L'initiative privée, respectueuse des droits de chacun et soucieuse de ses obligations, demeure la meilleure garantie matérielle de l'établissement durable de notre jeunesse.

Il est évident que le capital humain est notre actif le plus riche et le plus précieux. Mon gouvernement continuera de coopérer et de contribuer au bien-être, au progrès et à la prospérité de notre population au moyen d'une saine législation sociale et en multipliant les facilités éducationnelles et les mesures de protection de la santé publique.

Mon gouvernement est intimement convaincu que le système scolaire de la province de Québec est le meilleur et, de concert avec les parents et le Conseil de l'Instruction publique et dans l'exercice des droits exclusifs qui appartiennent à la province en cette matière d'importance primordiale, il entend augmenter les grandes améliorations réalisées depuis quelques années à tous les paliers de l'éducation, primaire, secondaire, spécialisé et universitaire. Il est conforme à la politique du gouvernement de coopérer généreusement à l'établissement profitable et permanent de notre jeunesse dont l'avenir lui tient bien à cœur.

Sans l'ombre d'un doute, la santé éducationnelle doit s'allier à la santé physique et c'est le désir de mon gouvernement d'accroître les progrès déjà très considérables qu'il a réalisés au sujet de la santé publique.

La coopération entre le capital et le travail est indispensable au véritable progrès; les employés et les employeurs ont des droits mais tous deux ont aussi des devoirs. Pour aider à cette coopération désirée et désirable, les membres de l'Assemblée législative seront appelés à établir un comité de relations industrielles.

Nous savons que les facilités de communications entre toutes les régions de notre immense province sont nécessaires, d'abord, à la population de la province et à ses activités et, ensuite, à l'importante industrie du tourisme. Mon gouvernement se propose d'effectuer de nou-

My Government will continue to collaborate generously to the success and the diffusion of agricultural teaching. To promote further the welfare of the farmers and their attachment to the soil, you will be called upon to approve of a legislation for the purpose of co-operating, in an appropriate manner, to the construction of water-works and protection against the ravages of conflagrations. Other agricultural legislation will be submitted to you.

Convinced that colonization is an indispensable adjunct of agriculture, my Government will continue to contribute generously to the success and progress of this remarquable activity.

Anxious, as always, to assure to the farmers the markets which are necessary to them, my Government will stimulate still further, in an effective and timely manner, the exploitation and adequate utilization of our forest, mining and hydraulic resources which, in recent years, have undergone fruitful and remarkable developments.

Being fully aware of the great importance of our maritime and sporting fisheries, my Government will continue actively to promote their development.

My Government is firmly convinced that personal initiative and private enterprise are necessary for genuine and fruitful progress and that State paternalism inevitably leads to economic paralysis and to the curtailment of popular liberties to which we are wholeheartedly attached. Private initiative, respecful of the rights of each individual and keenly conscious of its obligations, remains the best material guarantee for our youth's enduring establishment.

It is evident that human capital is our richest and most precious asset. My Government will continue to co-operate and contribute to the welfare, the progress and the prosperity of our people by means of a sound social legislation and by multiplying educational facilites as well as fruitful initiatives for the protection of public health.

My Government is thoroughly convinced that the school system of the Province is the best: in collaboration with the parents and the Council of Education and in the exercise of the rights which exclusively belong to the Province in this matter of vital importance, it intends to add to the great improvements achieved in recent years on all levels of Education: primary, secondary, specialized and university. It is consistent with the Government's policy to co-operate generously to the remunerative and permanent establishment of our youth, whose future it has very much at heart.

Without the slightest doubt, the welfare of education is closely linked with physical health and it is my Government's desire to promote further the already very considerable progress it has achieved in the sphere of public health.

Co-operation between Capital and Labour is indispensable to real progress: employees and employers each have their respective rights but both have also their respective duties. To promote this desired and desirable co-operation, the Members of the Legislative Assembly will be called upon to establish a Committee of industrial relations.

We know that traffic facilities between all the various districts of our vast Province are indispensable requirements, in the first place for the people of the Province and their activities and also for the important tourist industry. My Government intends to carry out further

velles améliorations en vue de faire bénéficier la province du meilleur système possible de voirie et qui tiendra compte non seulement des besoins des grands centres mais aussi de ceux des régions rurales.

Les remarquables progrès dont bénéficient notre immense province et, spécialement, de grandes régions autrefois peu favorisées, progrès qui s'avèrent grandissants, nécessitent des dépenses considérables qui exigent l'utilisation plus complète des sources de revenus que la constitution canadienne reconnaît aux provinces, à la province de Québec en particulier.

Mon gouvernement reconnaît les droits et les obligations de l'autorité fédérale; il réitère que la province ne demande pas de faveurs mais bien le respect intégral de ses droits prérogatives et libertés.

Dans l'opinion définitive de mon gouvernement, les attributs essentiels du gouvernement responsable, qui a coûté très cher et que nous considérons très précieux, doivent être respectés et sauvegardés. Il est indéniable qu'au point de vue matériel un des éléments indispensables du gouvernement démocratique et responsable réside dans les pouvoirs fiscaux nécessaires à chaque autorité gouvernementale.

C'est notre intime désir de coopérer à la grandeur et à la prospérité du pays dans le respect des droits et des prérogatives de tous et chacun.

Mon gouvernement formule l'espoir que les pourparlers actuellement en cours, entre les autorités provinciales de Québec et les autorités fédérales, soient couronnés d'un entier succès auquel la Législature sera appelée à coopérer.

De multiples projets de loi d'intérêt privé et d'intérêt public vous seront soumis; ces derniers, entre autres, concerneront le travail parlementaire, l'augmentation des avantages accordés aux victimes d'accidents de travail, la loi favorisant la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code de procédure civile, la protection additionnelle de l'épargne populaire, l'utilisation plus rationnelle de nos chemins publics, la loi des cités et villes et le Code municipal et la Commission des eaux courantes de Québec.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics de la dernière année fiscale vous seront communiqués avec diligence et vous voudrez bien voter les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs
du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie la divine Providence de bénir et féconder vos travaux au cours de cette session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté la Reine.
38563-o

improvements in order to give the Province the benefit of the best possible system of roads which will take into account not only the needs of the large centres but also the needs of the rural regions as well.

The remarkable progress which our huge Province is enjoying, especially certain vast districts which, in days gone by, were ill-favoured — a progress which is steadily spreading — involve considerable expenditures which require a wide utilization of the sources of revenue which the Canadian Constitution recognizes as belonging to the provinces and in particular to the Province of Quebec.

My Government recognizes the rights and the obligations of the federal authority; it reiterates once more that the Province asks for no favours but only for the full respect of its rights, prerogatives and liberties.

It is the definite opinion of my Government that the essential attributes of responsible government, which were won at such heavy cost and which we consider very precious, must be respected and safequarded. It is undeniable that, from a material point of view, one of the indispensable elements of democratic and responsible government resides in the fiscal powers which are necessary to each governmental authority.

It is our genuine desire to co-operate to ensure the greatness and the prosperity of our country, in the respect of the rights and prerogatives of all and of everyone.

My Government hopes that the negotiations actually in progress between the provincial authorities of Quebec and the Federal authorites will be crowned with a complete success to which the Legislature will be asked to co-operate.

Numerous Bills of private and of public interest will be submitted to you; the latter will deal, *inter alia*, with the work of the Legislative Assembly, increased benefits to the victims of working accident, the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Code of Civil Procedure, additional measures for the protection of the people's savings, the more rational utilization of our highways, the Cities and Towns' Act, the Municipal Act and the Quebec Streams Commission.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

The Public Accounts for the last fiscal year will be laid before you with diligence and you will be called upon to vote the appropriations necessary for the administration.

Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

I pray that Divine Providence will bless and fructify your labours during the course of this session which I have the honour to inaugurate in the name of Her Majesty the Queen.
38563-o

LA COMPAGNIE PÉPIN, GOBEIL ET PÉPIN

A une réunion des directeurs de la Compagnie Pépin, Gobeil et Pépin, régulièrement convoqués et tenue le neuvième jour du mois de novembre, mil neuf cent-cinquante-quatre, a laquelle il y avait quorum, il est résolu à l'unanimité sur la proposition de M. Victor Pépin, appuyée par Madame Arthur Gobeil, le règlement suivant:

LA COMPAGNIE PÉPIN, GOBEIL ET PÉPIN

At a meeting of Directors of "La Compagnie Pépin, Gobeil et Pépin," duly called and held on the ninth day of the month of November, one thousand nine hundred and fifty-four, at which meeting there was quorum, it was proposed by Mr. Victor Pépin, seconded by Mrs. Arthur Gobeil, and unanimously resolved as follws:

Règlement 16

Il est résolu que l'actif de la Compagnie Pépin, Gobeil et Pépin, soit divisé, entre ses actionnaires.

Et l'assemblé est ensuite ajournée.

La Présidente,
Mad. ARTHUR ÉDA GOBEIL.
Le Secrétaire,
38608-o GEO. A. PÉPIN.

(P. G. 5085-48)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le dix-sept novembre 1954, les règlements de la "Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 1er février 1954, et modifiés à l'assemblée du 24 août 1954, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix-huit novembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38616-o JEAN BRUCHÉSI.

By-Law 16

It is resolved that the assets of "La Compagnie Pépin, Gobeil et Pépin", be divided among its shareholders.

And the meeting was then adjourned.

MRS. ARTHUR ÉDA GOBEIL,
Presikent.
GEO-A. PEPIN,
38608 Secretary.

(A. G. 5085-48)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on the seventeenth day of November 1954, the by-laws of the "Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale", as adopted at a meeting held on February 1st, 1954, and amended at the meeting held August 24, 1954, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the eighteenth day of November 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
38616 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

La compagnies "Service E. & E. Inc.", incorporée suivant la première partie de la loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Plessisville, dans le district d'Arthabaska, donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur Général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la loi des Compagnies de Québec.

Plessisville, le 3 novembre 1954.

Le Notaire de Services E. & E. Inc.,
C. BENOIT CHARTIER.
38572-o

AVIS

A une assemblée générale spéciale de tous les actionnaires de "Pépinière Bachand Ltée" tenue le 4 novembre 1954, au bureau de la compagnie à North-Hatley, à 10.00 heures a.m., il a été résolu à l'unanimité de faire application au Lieutenant-gouverneur de la province pour l'abandon de sa charte conformément à la Loi.

La Secrétaire,
38573-o BERTHA STEWART.

Avis est par le présent donné que "William A. Force (Canada) Limited", une corporation constituée sous la Loi des compagnies de la province de Québec et ayant sa principale place d'affaire dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour abandonner sa charte, conformément à la Loi des compagnies de la province de Québec.

Daté à Montréal, ce 12ième jour de novembre 1954.

Le Secrétaire,
JOAN HARRISON.

L'avocat des requérants.
Royal Werry, Q.C.,
Édifice des Tramways,
Montréal, Québec. 38574-o

Charters — Surrender of

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

The company "Service E. & E. Inc.", incorporated according to Part I of the Quebec Companies' Act, and having its head office at Plessisville, in the district of Arthabaska, gives notice, by these presents, that it will apply to the Attorney General of the province of Quebec to obtain lease to surrender its charter in conformity with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Plessisville, November 3rd, 1954.

C. BENOIT CHARTIER,
Notary for Services E. & E. Inc.
38572

NOTICE

At a special general meeting of all the shareholders, common and preferred, of "Pépinière Bachand Ltée" held on the 4th day of November 1954 at the head office of the company in North-Hatley, at the hour of 10 o'clock in the morning, it was unanimously resolved to apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the surrender of its charter, according to the Law.

BERTHA STEWART,
38573-o Secretary.

Notice is hereby given that "William A. Forge (Canada) Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 12th day of November, 1954.

JOAN HARRISON,
Secretary.

Royal Werry, Q.C.,
Attorneys for Applicant,
Tramways Building,
Montreal, Quebec. 38574-o

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Cinéma Vénus Inc." corporation ayant son siège social en la cité de Joliette, a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte.

Joliette, 15 novembre 1954.

Le Secrétaire,
38588-o J. ÉDOUARD GERVAIS.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "B. Schaffer & Son Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 9 novembre, 1928, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 15 novembre 1954.

Les Procureurs de la compagnie dite
"B. Schaffer & Son Limited,"
38589-o GENSER & PHILLIPS.

EMPIRE MOUTON LTD.

Avis est, par les présentes, donné, qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec et amendements, que la compagnie "Empire Mouton Ltd.", a l'intention de s'adresser au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

12 novembre 1954.

Le Secrétaire,
38592 S. PODHOUSER.

AVIS

B. V. GOMERY INC.

Avis est donné que "B.V. Gomery Inc." constituée en corporation par lettres patentes émises le 18 août 1939 en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal s'adressera au Procureur Général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Montréal, 16 novembre 1954.

B.V. GOMERY INC.
par le Secrétaire,
38594-o B.V. GOMERY.

AVIS

La compagnie Pépin, Gobeil et Pépin donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Procureur Général pour obtenir l'abandon de sa Charte.

Le Procureur de la Compagnie,
38608-o ROLAND SÉGUIN.

NOTICE

Notice is hereby given that "Cinéma Vénus Inc", corporation having its head-office in the city of Joliette, intends to apply for leave to surrender its charter.

Joliette, November 15th, 1954.

J. ÉDOUARD GERVAIS,
38588-o Secretary.

Notice is hereby given that "B. Schaffer & Son Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated November 9th 1928, will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, November 15th, 1954.

GENSER & PHILLIPS,
Attorneys for
38589-o "B. Schaffer & Son Limited."

EMPIRE MOUTON LTD.

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act and Amendments thereto, that "Empire Mouton Ltd." intends to apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

November 12th, 1954

S. PODHOUSER,
38592-o Secretary.

NOTICE

B. V. GOMERY INC.

Notice is hereby given that "B.V. Gomery Inc.", a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent granted on August 18th 1939 and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, November 16th, 1954.

B.V. GOMERY INC.
per: B.V. GOMERY,
38594-o Secretary.

NOTICE

"La Compagnie Pépin, Gobeil et Pépin" hereby gives notice that it will apply to the Attorney General for permission to surrender its Charter.

ROGER SÉGUIN,
38608 Attorney for the Company.

Commission Municipale de Québec

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 15 novembre 1954, a adopté la résolution suivante:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, c. 207), la corporation de la ville d'Alma, dans le comté

Quebec Municipal Commission

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of November 15th, 1954:

"Resolved that in accordance with the provisions of Section 52 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, C. 207), from and after December 1st, 1954, the Corporation of

de Lac Saint-Jean est, ne soit plus, à compter du 1er décembre 1954, considérée comme étant en défaut au sens de la section V de ladite loi."

Québec, ce 16 novembre 1954.

Le Président,

38596-o CHS de L. MIGNAULT.

the town of Alma, in the county of Lake St. John East, shall no longer be considered in defaut within the meaning of Division V of the said Act."

Quebec, November 16th, 1954.

CHS de L. MIGNAULT,

38596-o President.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Maritime Steel and Foundries Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la Province est à 1117 rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. E. G. Macnutt, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 13e jour de novembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province.

38563 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Reo Truck Leasing, Inc.", a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à 100 rue Rivière, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Frank R. Buckley, à l'adresse ci-haut mentionnée.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 13e jour de novembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,

38563 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Vickers-Armstrongs Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la Province est à 1510 rue Drummond, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Norman Jesse Wadsworth, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 13e jour de novembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,

38563 JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Maritime Steel and Foundries Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is 1117 St. Catherine St., Montreal, judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. E. G. Macnutt, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of November, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,

38563-o Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "Reo Truck Leasing, Inc." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is 100 River Street, Verdun, in the judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Frank R. Buckley, of te above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of November, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,

38563-o Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "Vickers-Armstrongs Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is 1510 Drummond Street, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Norman Jesse Wadsworth, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of November, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,

38563-o Assistant Provincial Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 11809-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre

Companies Dissolved

(A.G. 11809-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability

276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "B. Abner Fur Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le seize novembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 3903-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fraser Sinclair & Company, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 janvier 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le seize novembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12135-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Standard Investments Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 mars 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11729-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Télévision de Québec Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 avril 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38563-o C. E. CANTIN.

enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "B. Abner Fur Corporation", incorporated by letters patent dated November 14th, 1945.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 3903-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fraser Sinclair & Company, Inc.", incorporated by letters patent dated January 9th, 1951.

Notice is also given that from and after November fifteenth, 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 12135-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Standard Investments Limited", incorporated by letters patent dated March 22nd, 1929.

Notice is also given that from and after November fifteenth, 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

(A.G. 11729-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Télévision de Québec Limitée", incorporated by letters patent dated April 16th, 1953.

Notice is also given that from and after November fifteenth, 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1954.

C. E. CANTIN,
38563 Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction Publique

N° 468-54.

Québec, le 9 novembre 1954.

Demande est faite d'annexer au territoire de la municipalité scolaire d'Authier, dans le comté d'Abitibi-Ouest, le territoire actuel de la muni-

Department of Education

No. 468-54

Quebec, November 9th, 1954.

Application is made to annex to the territory of the school municipality of Authier, in the county of Abitibi-West, the present territory of

cipalité scolaire de Languedoc, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38549-46-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 967-54.

Québec, le 9 novembre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Chambly paroisse, dans le comté de Chambly, les lots Nos 68, 69, 282, 487 et 489 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, pour les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Basile-le-Grand, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38550-46-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1209-54.

Québec, le 9 novembre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Delâge, dans le comté d'Abitibi-Est, le lot N° 16 du rang II du canton Dalquier, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Viateur-de-la-Ferme, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38551-46-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 256-54.

Québec, le 9 novembre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Ély-Sud, dans le comté de Shefford, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Valcourt, même comté.

Un certain immeuble sis et situé dans le canton d'Ély, connu et sédigné comme étant la partie sud-ouest du lot N° deux cent quatre vingt-dix-neuf, (partie sud-ouest 299) et la partie sud du lot N° trois cent trois (303) aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre dudit canton d'Ély, contenant en tout une largeur de deux arpents et quatre vingt dix-neuf pieds du nord au sud sur une longueur de l'est à l'ouest de deux arpents.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38552-46-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

805-54.

Québec, le 16 novembre 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 novembre 1953, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Marie-Médiatrice, dans le comté de Missisquoi, les lots 83 et 202 du cadastre officiel de St-Vincent-d'Adamsville, comté de Brôme, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Vincent-d'Adamsville, comté de Brôme.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1955.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38598-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1072-54.

Québec, le 16 novembre 1954.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 novembre 1954, de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-Chicoutimi village, dans le comté de Chicoutimi, en celui de "Ville de Chicoutimi nord", même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec.*

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38598-o O. J. DÉSAULNIERS.

---

the school municipality of Languedoc, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
38549-46-2 Superintendent of Education.

No. 967-54

Quebec, November 9th, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of Chambly parish, in the county of Chambly, lots number 68, 69, 282, 487 and 489 of the official cadastre of the parish of Saint-Basile-le-Grand, in order to annex them to the school municipality of Saint-Basile-le-Grand, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
38550-46-2 Superintendent of Education.

No. 1209-54.

Quebec, November 9th, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of Delâge, county of Abitibi-East, lot No. 16, range II of the township of Dalquier, in order that it be annexed to the school municipality of Saint-Viateur-de-la-Ferme, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
38551-46-2 Superintendent of Eudcation.

No. 256-54.

Quebec, November 9th, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of Ély-South, in the county of Shefford, the territory hereinunder described to annex it to the school municipality of Valcourt, same county.

A certain immoveable situate in the township of Ély, known and designated as being the southwest part of lot No. two hundred and ninety-nine, (Pt. south-west-299) and the southern part of lot No. three hundred and three (303) on the official plan and in the book of reference for the cadastre of the said township of Ély, containing in all a width of two arpents and eighty-nine feet from north to south upon a length from east to west of two arpents.

O. J. DÉSAULNIERS,
38552-46-2 Superintendent of Education.

No. 805-54

Quebec, November 16th, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 3rd, 1954, to detach from the school municipality of Ste-Marie-Médiatrice, in the county of Missisquoi, lots 83 and 202 of the official cadastre of St-Vincent-d'Adamsville, county of Brôme, to annex them to the school municipality of St-Vincent-d'Adamsville, county of Brôme.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1955.

O. J. DÉSAULNIERS,
38598 Superintendent of Education.

No. 1072-54.

Quebec, November 16, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 3, 1954, to change the name of the School Municipality of St. Anne-de-Chicoutimi village, in the county of Chicoutimi, to that of "Town of Chicoutimi North", same county.

This Order in Council shall take effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette.*

O. J. DÉSAULNIERS,
38598 Superintendent of Education.

N° 707-54.

Québec, le 16 novembre 1954.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 novembre 1954, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Viateur-de-la-Ferme, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots nos 6, 7, 8, 9 des rangs IX et X du cadastre officiel du canton Figuery, pour les annexer à la municipalité scolaire de Delâge, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1955.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38598-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1044-53.

Québec, le 16 novembre 1954.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par attêté ministériel en date du 3 novembre 1954, d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Eastman, dans le comté de Brôme, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Stukely-Sud, dans le comté de Shefford.

Le territoire de cette municipalité scolaire de Stukely Sud, comprend les lots suivants, tous inclusivement du canton de Stukely, savoir: 111 à 158 du rang I; 218 à 244 du rang 11; 277 à 300 du rang III et 345 à 360 du rang IV.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1955.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38598-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 835-54.

Québec, le 16 novembre 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 3 novembre 1954, de changer le nom de la municipalité scolaire de Castagnier, dans le comté d'Abitibi-Est, en celui de "Saint-Alphonse-de-Castagnier", même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38598-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 574-54.

Québec, le 16 novembre 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 novembre 1954, de changer le nom de la municipalité scolaire de Village de Shawinigan, dans le comté de St-Maurice, en celui de "Village de St-Boniface-de-Shawinigan", même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38598-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 818-54.

Québec, le 16 novembre 1954.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 novembre 1954, de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Paul-de-Chester village, dans le comté d'Arthabaska, en celui de "St-Paul-de-Chester, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38598-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 707-54.

Quebec, November 16, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in council has been pleased, by Order in Council dated November 3, 1954, to detach from the school municipality of St. Viateur-de-la-Ferme, in the county of Abitibi-East, lots No. 6, 7, 8, 9, des ranges IX and X of the official cadastre of township Figuery, in order to annex them to the school municipality of Delâge, same county.

This Order in Council shall take effect on July 1st, 1955.

O. J. DÉSAULNIERS,
38598 Superintendent of Education.

No. 1044-53.

Quebec, November 16, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated November 3, 1954, to annex, for Catholic ratepayers only, the actual territory of the school municipality of Stukely-South, in the County of Shefford, to the school municipality of Eastman, in the County of Brôme.

The territory of the said school municipality of Stukely-South, includes the following lots inclusively, of the township of Stukely, to wit: 111 to 158, Rang I: 218 to 244, Range II: 227 to 300, Range III and 345 to 360, Range IV.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1955.

O. J. DÉSAULNIERS,
38598 Superintendent of Education.

No. 835-54

Quebec, November 16th, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 3, 1954, the change the name of the school municipality of Castagnier, in the county of Abitibi-East, into that of "Saint-Alphonse-de-Castagnier", same county.

This Order in Council will take effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DÉSAULNIERS,
38598 Superintendent of Education.

No. 574-54

Quebec, November 16. 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council dated November 3, 1954, to change the name of the school municipality of the Village of Shawinigan, in the county of St-Maurice, into that of "Village of St-Boniface-de-Shawinigan", same county.

This Order in Council will take effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DÉSAULNIERS,
38598 Superintendent of Education.

No. 818-54.

Quebec, November 16, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Counci. dated November 3, 1954, to change the name of the school municipality of St. Paul-de-Chester village, in the county of Arthabaska, to that of St. Paul-de-Chester", same county.

This Order in Council shall take effect eight days after publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DÉSAULNIERS,
38598 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la cité de Sorel division d'enregistrement de Richelieu.

Avis est par la présente donné que les lots 1465-1 à 1465-5, 1582-1, 1582-2, 1583-1 à 1583-3, 1584-1 à 1584-3, 1585-1 à 1585-3; les lots 1467 à 1508, 1516 à 1580, les rues du Roi, Richelieu, Montcalm, Wolfe, McMahon, Dalhousie, George Cartier, Dufferin, Arthur Leduc et les ruelles non cadastrées sont annulés et le lot 1605 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
38566-o AVILA BÉDARD.
Québec, le 12 novembre 1954.

AVIS

Cadastre officiel du village de Waterville division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 14-1 à 14-26 sont annulés et remplacés par les lots 14-54 à 14-63 en vertu des articles 2174A et 2174 du Code civil.

Québec, le 29 septembre 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
38566-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the city of Sorel registration division of Richelieu.

Notice is hereby given that lots 1465-1 to 1465-5, 1582-1, 1582-2, 1583-1 to 1583-3, 1584-1 to 1584-3, 1585-1 to 1585-3; lots 1467 to 1508, 1516 to 1580. Streets Roi, Richelieu, Montcalm, Wolfe, McMahon, Dalhousie, George Cartier, Dufferin, Arthur Leduc and non-cadastered Lanes are cancelled and lot 1605 is added, in virtue of article 2174A of the civil Code.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
38566-o Deputy Minister.
Quebec, November the 12th, 1954.

NOTICE

Official cadastre of the village of Waterville registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 14-1 to 14-26 are cancelled and replaced by lots 14-54 to 14-63 in virtue of articles 2174A and 2174 of the civil Code.

Quebec, September the 29th, 1954.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
38566-o Deputy Minister.

Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir la section du chemin St-Louis depuis son intersection avec la voie Sir Wilfrid Laurier jusqu'à 175 pieds à l'ouest de la rue DuBuisson, sur une longueur d'environ 1 mille, dans la municipalité de la cité de Sillery, comté de Québec-Ouest.

Cette section de chemin a été refaite et asphaltée par le ministère de la Voirie avec l'entente que son entretien serait ensuite à la charge de la municipalité.

Québec, le 16 novembre 1954.
Le Ministre de la Voirie,
38609-o ANTONIO TALBOT.

Roads

NOTICE

The Department of Roads shall cease hereafter to maintain that section of St. Louis Road starting at its intersection with Sir Wilfrid Laurier highway as far as 175 feet west of DuBuisson Street, a length of about one mile, in the municipality of the city of Sillery, county of Quebec-West.

The above section of road was repaired and covered with asphalt by the Department of Roads with the understanding that its maintenance would be taken over by the municipality once completed.

Quebec, November 16, 1954.
ANTONIO TALBOT,
38609 Department of Roads.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Jean	Rouillard	27	Sherbrooke	Séminaire St-Charles Borromée, Université de Montréal.

Sherbrooke, 13 novembre 1954 — Sherbrooke, November 13th, 1954.
Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,
CHARLES LEBLANC,
38564-o Secretary of the Bar of St. Francis.

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de décembre 1954 — Examinations of December 1954

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Lépine	J. Arthur	27	Joliette.

Joliette, 16 novembre 1954 — Joliette, November 16, 1954.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

38564-o

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDAT POUR L'EXAMEN D'ORDRE PRATIQUE (4e année)
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION OF PRACTICAL ORDER (4th year)

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Gendron	Georges	25	Chicoutimi.

Chicoutimi, le 17 novembre 1954 — Chicoutimi, November 17th, 1954.

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay,
RICHARD DUFOUR,
Secretary of the Bar of Sagueany.

38564-o

Liquidation avis de:

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire de Pointe-aux-Outardes", tenue à cette fin le 19 septembre 1954, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. l'abbé René Fortin, ptre-curé, et MM. Odilon Gagné et Iberville Ross ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le neuf novembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

38590-o

Winding up Notice:

Notice is hereby given that at a general meeting of the associates of "La Caisse Populaire de Pointe-aux-Outardes", held for this purpose on September 19th, 1954, a resolution was adopted, to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act, and the Winding-up Act and for such purposes, that the Rev. René Fortin, priest-pastor, and Messrs. Odilon Gagné and Iberville Ross have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, November ninth, 1954.

JEAN BRUCHÉSI.
Under Secretary of the Province.

38590

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN

ATTENDU que le conseil de la municipalité de Saint-Hubert, comté de Chambly, a soumis,

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney, General

WHEREAS the Municipal Council of the town of Saint-Hubert, county of Chambly, has submitted, for

pour approbation, son règlement numéro 275, à l'effet de soumettre le territoire de la municipalité à la juridiction de la Cour municipale établie dans la municipalité de la ville de Greenfield Park;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Greenfield Park, par son règlement numéro 183, a concouru dans la teneur de ce règlement du conseil de la municipalité de Saint-Hubert;

ATTENDU que ces règlements ont été approuvés conformément à la loi et que les formalités prescrites ont été remplies.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret du 3 novembre 1954, portant le numéro 1096, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et ville, (S.R.Q. 1941, chap. 233), et des articles 3 à 7 du chapitre 17 des Statuts refondus de Québec 1941, Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la date de la publication de la présente proclamation, le territoire de la municipalité de Saint-Hubert sera soumis à la jurisdiction de la Cour municipale établie dans la municipalité de la ville de Greenfield Park, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

DONNÉ en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

38565-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Honoré soit détaché et annexé à la municipalité du canton Tremblay, dans le comté municipal de Chicoutimi;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité de la paroisse de Saint-Honoré, une population de plus de trois cents âmes;

approbation, its by-law number 275 to the effect of submitting the territory of the municipality to the jurisdiction of the Municipal Court established in the municipality of the town of Greenfield Park.

WHEREAS the Municipal Council of the town of Greenfield Park, by its by-law number 183, has concurred with the text of this by-law of the Municipal Council of the town of Saint-Hubert;

WHEREAS these by-laws have been approved in conformity with the law, and that prescribed formalities have been fulfilled.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree of November 3rd, 1954, bearing number 1096 and in view of the provisions of section 693 to 697 of the Cities and Towns Act, (R.S.Q., 1941, chap. 233), and of section 3 to 7 of chapter 17 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, We have enacted and do enact that from and after thirty-one days from the publication of the present proclamation, the territory of the municipality of Saint-Hubert shall be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court established in the municipality of the town of Greenfield Park, as if the two municipalities were one only for these purposes alone.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have rendered Our present letters patent and upon same have set the Great Seal of Our Province of Quebec:

WITNESS: our Right Trusty and Well beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of November, in the year nineteen-hundred and fifty-four of our Lord and the third year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

38565 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith,

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern.

GREETING,

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS a petition has been submitted to Us requesting that a certain territory of the municipality of the parish of Saint-Honoré be detached and annexed to the municipality of the township Tremblay, in the municipal county of Chicoutimi;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled, and that there shall remain in the municipality of the parish of Saint-Honoré, after annexation, a population of over three hundred souls;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 3 novembre 1954, portant le numéro 1096, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Tremblay, comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rivières, lac, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive droite ou rive ouest de la rivière Valin avec la ligne séparative des rangs VI et VII; de là, passant successivement par ladite ligne séparative des rangs VI et VII en allant vers l'ouest; la ligne séparative des lots 44 et 45 de chacun des rangs VII et VIII; la ligne séparative des rangs VIII et IX en allant vers l'est et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Valin; ledit axe de la rivière Valin en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs VI et VII et enfin, ce dernier prolongement jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Honoré et sera annexé à la municipalité du canton Tremblay, dans le comté municipal de Chicoutimi, telle annexion devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la province,
38565-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts refon-

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

THEREFORE, with the advoce and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 3rd, 1954, bearing number 1096 and pursuant to the provisions of the Municipal Code of our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory in the township of Tremblay, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, all lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as roads, rivers, lake, watercourses, or part thereof, enclosed with the following limits, to wit: starting from the point of intersection on the right shore or west shore of the Valin River with the dividing line of ranges VI and VII; thence, passing successively by the said dividing line of ranges VI and VII going towards the west; the dividing line of lots 44 and 45 of each of the ranges VII and VIII; the dividing line of ranges VIII and IX going towards the east and its prolongation as far as the axis of the Valin River; the said axis of the Valin River in descending its course as far as the prolongation of the dividing line of ranges VI and VII and finally, this latter prolongation to the starting point;

which territory shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Honoré and shall be annexed to the municipality of the township Tremblay in the municipal county of Chicoutimi, which annexation shall come into effect as from the first of January following the date of publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, all of which pursuant to the provisions of article 35 and following, of the Municipal Code.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our letters to be made patent and the great seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of November in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-four and in the third year of Our Reign.

By Command,
JEAN BRUCHÉSI,
38565 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney, General

WHEREAS, in conformity with the provisions of the Cadastral Act (Revised Statutes 1941, chapter 320,

dus 1941, chapitre 320, article 2), l'honorable Ministre des terres et forêts a fait préparer, sous sa direction, un plan et un livre de renvoi d'une partie du canton d'Obalski, comprenant les lots 1 à 18 du rang IX, des lots 1 à 18 du rang X avec leurs subdivisions respectives, ainsi que les blocks A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, dans la division d'enregistrement de Lac-St-Jean-ouest;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du département des terres et forêts, et qu'une copie exacte en a été déposés au bureau d'enregistrement de Lac-St-Jean-ouest;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu d'annoncer, par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels, et de fixer, en même temps, la date où les dispositions de l'article 2168 du Code civil viendront en vigueur pour cette partie du canton d'Obalski désignée ci-dessus.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 3 novembre 1954, portant le numéro 1074.

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoie officiels pour cette partie du canton d'Obalski désignée ci-dessus, et Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil viendront en vigueur relativement à cette partie du canton d'Obalski;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil, à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans cette partie du canton d'Obalski, dans la division d'enregistrement de Lac-St-Jean-ouest.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

38566-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

article 2) the Honourable the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared under his direction, a plan and book of reference of a part of the township of Obalski, comprising lots 1 to 8 of range IX, of lots 1 to 18 of range X with their respectives subdivisions, as well as blocks A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, in the registration division of Lake St-John-West;

WHEREAS said revised plan and book of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests, and that a certified copy has been filed at the office of the Registration Division of Lake St-John-West;

WHEREAS under the provisions of Article 2169 of the Civil Code, it is now expedient to announce by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of this official plan and book of reference, and to fix, at the same time, the date where the provisions of Article 2168 of the Civil Code shall come into force for this part of the township of Obalski designated as hereinabove.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 3rd, 1954, bearing number 1074.

We give notice of the filing of said revised plan and book of reference for said part of the township of Obalski mentioned above, in the office of the Registration Division and We fix the date of publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of Article 2168 of the Civil Code shall come into force relatively to this part of the township of Obalski;

We invite all interested persons, on pain of a forfeiture of priority conferred by the Civil Code, to renew within two years following the date herein above fixed, the registration of all true right upon a lot of land comprised within this part of the township of Obalski, in the Registration Division of Lake St-John-West.

OF ALL WHICH our loving subject and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have cause these our letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of November in the year of Our Lord, one thousand nine hundre and fifty-four, and in the third year of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,

38566 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these Present shall come or whom the same may in anywise concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds situés dans la municipalité de la paroisse de Saint-Elzéar, demandant que le territoire qu'ils habitent soit détaché de ladite municipalité de la paroisse de Saint-Elzéar et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Saint-Elzéar", dans le comté municipal de Beauce;

ATTENDU que les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies, et qu'il restera, à la municipalité de la paroisse de Saint-Elzéar, après cette érection, une population d'au moins trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 3 novembre 1954, portant le numéro 1096, et conformément aux dispositions de l'article 35 du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de Sainte-Marie, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Elzéar, tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau, ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la limite nord-est de la concession Saint-Thomas avec la ligne sud-est du lot 67; de là, passant par les lignes ou partie des lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite ligne sud-est du lot 67; la ligne est et la ligne sud-est du lot 70; la ligne sud-est du lot 69; le côté nord-est du chemin entre les concessions Saint-Thomas et Saint-Jacques jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 202; ledit prolongement et ladite ligne sud-est du lot 202; une ligne brisée séparant les concessions Saint-Jacques et Saint-Olivier jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 224; cette dernière ligne et la ligne nod-ouest du lot 224A prolongée à travers le chemin entre les concessions Saint-Thomas et Saint-Jacques; le côté nord-est du dit chemin jusqu'à l'axe d'un chemin entre les lots 31 et 32 d'un côté et les lots 33A, 33 et 34 de l'autre côté; ledit axe du dernier chemin nommé et enfin une ligne brisée faisant la limite nord-est de la concession Saint-Thomas dans des directions sensiblement sud-est et sud jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Elzéar et sera érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Saint-Elzéar", dans le comté municipal de Beauce, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS a petition has been submitted to Us by the majority of owners of land situated in the Municipality of the Parish of Saint Elzéar, praying that the territory they inhabit be detached from the said Municipality of the Parish of Saint Elzéar and erected into a separate municipality, under the name of "Village Municipality of Saint Elzéar", in the Municipal County of Beauce;

WHEREAS the prescriptions of the Municipal Code to this effect have been fulfilled, and that there shall remain in the Municipality of the parish of Saint Elzéar, after said erection, a population of at least three hundred souls;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 3, 1954, bearing number 1096, and in accordance with the provisions of article 35 of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

An area situate in the Seigniory of Saint Marie, comprising, with reference to the official cadastre of the Parish of Saint Elzéar, all lots and present and future subdivisions thereof, as well as roads, streets, lanes, water streams, or parts thereof, included within the following boundaries, to wit: starting at the point of intersection of the northeast boundary of the Saint Thomas concession and the southeast line of lot 67; thence along the following lines or parts of lines and demarcations, successively: the said southeast line of lot 67; the east and southeast line of lot 70; the southeast line of lot 69; the northeast side of the road between the saint Thomas and Saint Jacques concessions as far as the extension of the said southeast line of lot 202; the said extension of said Southeast line of lot 202; a broken line dividing the Saint Jacques Saint Olivier concessions as far as the northwest line of lot 224; the latter line and the northwest line of lot 224A, extending across the road between the Saint Thomas and Saint Jacques concessions; the northeast side of said road as far as the centre point of a road between lots 31 and 32 on one side and lots 33A, 33 and 34 on the other side; the said centre point of the latter named road, and finally a broken line forming the northeast boundary of the Saint Thomas concession in a marked southeasterly and southerly direction as far as the starting point;

which territory shall be detached from the Municipality of the Parish of Saint Elzéar and shall be erected into a separate municipality, under the name of "Village Municipality of Saint Elzéar", in the Municipal County of Beauce, which erection shall take effect as from January first following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, all of which pursuant to the provisions of articles 35 and the following of the Municipal Code.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

38565-o JEAN BRUCHÉSI.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved, the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, thist welfth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-four and the third year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

38565 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

AVIS

Avis est donné que "Auger & Laquerre Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er octobre 1954, et ayant son bureau principal dans la cité de Noranda, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 81 de l'avenue George, dans ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Noranda, ce 4 novembre 1954.

Le Secrétaire,

38575-o YVON LAQUERRE.

AVIS DE SIÈGE SOCIAL

La compagnie "Loretteville Transport Inc." constituée par lettres patentes le sixième jour d'octobre 1954, a établi son siège social à 71, rue des Érables, Loretteville, province de Québec. Loretteville, le 8 novembre 1954.

Le Président,

38595-o GEORGES H. BARBEAU.

QUEDON COPPER URANIUM CORPORATION

(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Quedon Copper Uranium Corporation (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 16 août 1954, a établi son siège social à chambre 304, 465 rue St-Jean, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour de novembre 1954.

Le Président,

38597 HUGH LANCTOT.

(P. G. 12424-52)

ALAIN CONSTRUCTION INC.

Règlement N° XVI

(Se rapportant au changement du bureau principal de la compagnie).

Il est par le présent règlement décrété que le bureau principal de la compagnie, lequel se trouve actuellement à St-Jean, district d'Iberville, sera situé dorénavant à Ville St-Laurent dans la Province de Québec.

Certifié vraie copie.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,

38599-o J. A. SAINT-ANDRÉ.

Head Offices

NOTICE

Notice is hereby given that "Auger & Laquerre Ltd", incorporated by letters patent on the first day of October, 1954, and having its head office in Noranda, Province of Quebec, has established its office at 81, George Avenue, therein.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Noranda, this 4th day of November, 1954.

YVON LAQUERRE,

38575-o Secretary.

NOTICE OF HEAD OFFICE

The company "Loretteville Transport Inc.", incorporated by letters patent the sixth day of October 1954, has established its head office at 71 des Érables Street, Loretteville, Province of Quebec.

Loretteville, November 8th, 1954.

GEORGES H. BARBEAU,

38595 President.

QUEDON COPPER URANIUM CORPORATION

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that Quedon Copper Uranium Corporation (No Personal Liability), incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on August 16th, 1954, has established its Head Office at Room 304, 465 St. John Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as beign the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 16th day of November, 1954.

HUGH LANCTOT,

38597-o President.

(A..G. 12424-52)

ALAIN CONSTRUCTION INC.

By-Law No. XVI

(Concerning a change of location of the head office of the company)

It is hereby enacted as a by-law that the head office of the company, which office is presently located at St. John, district of Iberville shall hereafter, be situated at the Town of St. Laurent in the Province of Quebec.

Certified true copy.

(Seal) J. A. SAINT-ANDRÉ,

38599 Secretary-Treasurer.

(P. G. 12423-52)

GÉRARD ALAIN INC.

Règlement N° XVI

(se rapportant au changement du bureau principal de la compagnie).

Il est par le présent règlement décrété que le bureau principal de la compagnie, lequel se trouve actuellement à St-Jean, district d'Iberville, sera situé dorénavant à ville St-Laurent dans la province de Québec.

Certifié vraie copie.

(Sceau) La Secrétaire-trésorière,
38600-o GISÈLE BABINEAU ALAIN.

(A. G. 12423-52)

GÉRARD ALAIN INC.

By-Law No. XVI

(concerning a change of location of the head office of the company).

It is hereby enacted by-law that the head office of the company, which office is presently located at St. John, district of Iberville, shall hereafter be situated at the town of St. Laurent in the Province of Quebec.

Certified true copy.

(Seal) GISÈLE BABINEAU ALAIN,
38600 Secretary-Treasurer.

LIBRAIRIE CONCORDE, LTÉE

Avis d'établissement de bureau principal

Avis est donné que la compagnie Librairie Concorde, Ltée, constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 octobre 1954 et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 91 ouest, rue Crémazie.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social et bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6 novembre 1954.

Le Secrétaire,
38610-o I. VIGNEAU.

LIBRAIRIE CONCORDE, LTÉE

Notice of the situation of the head office

Notice is hereby given that Librairie Concorde, Ltée, a company incorporated by letters patent dated 22nd day of October 1954 and having its head office in the city of Montreal has established its office at No. 91, Crémazie St. West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Montreal, the 6th, day of November 1954.

I. VINGEAU,
38610-o Secretary.

JOLLY ROGER MOTEL LIMITED

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Jolly Roger Motel Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinq juin mil neuf cent cinquante-quatre, a établi son siège social à Metis Beach, comté de Matane.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Metis Beach, ce seizième jour de novembre mil neuf cent cinquante-quatre.

(Sceau)

"Jolly Roger Motel Limited".
Par le Secrétaire,
38611-o JEAN LEBEL.

JOLLY ROGER MOTEL LIMITED

Notice is hereby given that the Company "Jolly Roger Motel Limited", incorporated by letters patent dated June twenty-fifth, one thousand nine hundred and fifty-four, has established its head office at Metis Beach, county of Matane.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office for business uprposes.

Given at Metis Beach, this sixteenth day of November, one thousand nine hundred and fifty-four.

(Seal)

"Jolly Roger Motel Limited".
By the Secretary,
38611 JEAN LEBEL.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE MÉGANTIC
(Comté de Frontenac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Bernier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, C.P. 40, rue Frontenac, Lac Mégantic, comté de Frontenac, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 7 décembre 1954, pour l'achat de $428,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Mégantic, comté de Frontenac, datées du 1er décembre 1954 et remboursables par séries du 1er décembre 1955 au 1er décembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½%

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF MÉGANTIC
(County of Frontenac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. A. Bernier, Secretary-Treasurer, City Hall, P.B. 40, Frontenac Street, Lake Megantic, county of Frontenac, until 8 o'clock p.m. Tuesday, December 7th, 1954, for the purchase of an issue of $428,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the town of Megantic, county of Frontenac, dated December 1st, 1954 and redeemable serially from December 1st, 1955 to December 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per

par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 octobre 1954 — Construction d'une école élémentaire au camp militaire et d'un couvent de vingt-quatre classes dans la paroisse de Sainte-Agnès.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $428,000.00 — 20 ans

Année		*Capital*
1er décembre 1955	x	$43,000.00
1er décembre 1956	x	45,000.00
1er décembre 1957	x	47,000.00
1er décembre 1958	x	49,000.00
1er décembre 1959	x	51,000.00
1er décembre 1960		9,500.00
1er décembre 1961		9,500.00
1er décembre 1962		10,000.00
1er décembre 1963		10,500.00
1er décembre 1964		11,000.00
1er décembre 1965		11,500.00
1er décembre 1966		12,000.00
1er décembre 1967		12,500.00
1er décembre 1968		13,500.00
1er décembre 1969		14,000.00
1er décembre 1970		14,500.00
1er décembre 1971		15,000.00
1er décembre 1972		16,000.00
1er décembre 1973		16,500.00
1er décembre 1974		17,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $220,892, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $44,178.40 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lac Mégantic, comté de Frontenac.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Lac Mégantic, comté de Frontenac.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 7 décembre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, rue Frontenac, Lac Mégantic, comté de Frontenac.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac Mégantic, (Comté de Frontenac), ce 15 novembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. BERNIER.

Hôtel de Ville, C.P. 40,
Rue Frontenac, Lac Mégantic,
(Comté Frontenac), P. Q. 38601-o

annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated October 11th, 1954 — Building of an elementary school at military camp, and a convent of twenty-four schoolrooms, in the parish of Ste. Agathe.

For adjudication purposes only: interest shall be calculated as from january 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $428,000.00 — 20 years.

Year		*Capital*
December 1st, 1955	x	$43,000.00
December 1st, 1956	x	45,000.00
December 1st, 1957	x	47,000.00
December 1st, 1958	x	49,000.00
December 1st, 1959	x	51,000.00
December 1st, 1960		9,500.00
December 1st, 1961		9,500.00
December 1st, 1962		10,000.00
December 1st, 1963		10,500.00
December 1st, 1964		11,000.00
December 1st, 1965		11,500.00
December 1st, 1966		12,000.00
December 1st, 1967		12,500.00
December 1st, 1968		13,500.00
December 1st, 1969		14,000.00
December 1st, 1970		14,500.00
December 1st, 1971		15,000.00
December 1st, 1972		16,000.00
December 1st, 1973		16,500.00
December 1st, 1974		17,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $220,892 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $44,178.40 each, from 1955 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lake Mégantic, county of Frontenac.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Lake Megantic, county of Frontenac.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, December 7th, 1954, at 8 o'clock p.m. at the City Hall, Frontenac Street, Lake Megantic, county of Frontenac.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Lake Megantic, (County of Frontenac), this November 15th, 1954.

J.-A. BERNIER,
Secretary-Treasurer.

City Hall, P.B. 40,
Frontenac Street, Lake Megantic,
(County Frontenac), P. Q. 38601

Province de Québec

PAROISSE DE ST-JOACHIM-DE-CHÂTEAUGUAY
(Comté de Châteauguay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Armand Brisebois, secrétaire-trésorier, C.P. 9, 27 rue Antoine, Châteauguay Village, comté de Châteauguay, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 6 décembre 1954, pour l'achat de $45,000.00 d'obligations de la paroisse de St-Joachim-de-Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 193 — Réseau d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $45,000.00 — 15 ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1955	$ 500.00
1er novembre 1956	500.00
1er novembre 1957	500.00
1er novembre 1958	1,000.00
1er novembre 1959	1,000.00
1er novembre 1960	1,000.00
1er novembre 1961	1,000.00
1er novembre 1962	1,000.00
1er novembre 1963	1,000.00
1er novembre 1964	1,000.00
1er novembre 1965	1,000.00
1er novembre 1966	1,000.00
1er novembre 1967	1,000.00
1er novembre 1968	1,500.00
1er novembre 1969	32,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay, comté de Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Châteauguay, comté de Châteauguay.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 décembre 1954, à 8 heures p.m., en la salle municipale, Châteauguay, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joachim-de-Châteauguay, (Comté de Châteauguay), ce 16 novembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ARMAND BRISEBOIS.

C. P., 927 rue Antoine, Châteauguay Village,
(Comté de Châteauguay), P. Q. 38602-o

Province of Quebec

PARISH OF ST-JOACHIM-DE-CHÂTEAUGUAY
(County of Châteauguay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Armand Brisebois, Secretary-Treasurer, P.O.B. 9, 27 St-Antoine Street, Châteauguay Village, county of Châteauguay, until 8 o'clock p.m., Monday, December 6th, 1954, for the purchase of an issue of $45,000.00 of bonds of the parish of St-Joachim-de-Châteauguay, county of Châteauguay, dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 193 — Sewer system.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $45,000.00 — 15 years.

Year	*Capital*
November 1st, 1955	$ 500.00
November 1st, 1956	500.00
November 1st, 1957	500.00
November 1st, 1958	1,000.00
November 1st, 1959	1,000.00
November 1st, 1960	1,000.00
November 1st, 1961	1,000.00
November 1st, 1962	1,000.00
November 1st, 1963	1,000.00
November 1st, 1964	1,000.00
November 1st, 1965	1,000.00
November 1st, 1966	1,000.00
November 1st, 1967	1,000.00
November 1st, 1968	1,500.00
November 1st, 1969	32,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay, county of Châteauguay.

Capital and interest are payable at Montreal, Quebec or at Châteauguay, county of Châteauguay.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompagnied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a a meeting the Council to be held on Monday, December 6th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the municipal hall, Châteauguay, county of Châteauguay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Joachim-de-Châteauguay, (County of Châteauguay), November 16th, 1954.

ARMAND BRISEBOIS,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 9, 27 St-Antoine Street,
Châteauguay village,
(County of Châteauguay), P. Q. 38602

Province de Québec

VILLE DE BELOEIL
(Comté de Verchères)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Paul-R. Choquette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue Laurier, Belœil, comté de Verchères, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 6 décembre 1954, pour l'achat de $186,000.00 d'obligations de la ville de Belœil, comté de Verchères, datées du 1er janvier 1955 et remboursables par séries du 1er janvier 1956 au 1er janvier 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 155 — Électricité, aqueduc, voirie, achat d'équipement, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $186,000.00 — 16 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1956	$4,000.00
1er janvier 1957	4,000.00
1er janvier 1958	5,000.00
1er janvier 1959	6,000.00
1er janvier 1960	6,000.00
1er janvier 1961	6,000.00
1er janvier 1962	6,000.00
1er janvier 1963	6,000.00
1er janvier 1964	6,000.00
1er janvier 1965	6,000.00
1er janvier 1966	6,000.00
1er janvier 1967	25,000.00
1er janvier 1968	25,000.00
1er janvier 1969	25,000.00
1er janvier 1970	25,000.00
1er janvier 1971	25,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Belœil, comté de Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Belœil, comté de Verchères.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 décembre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, rue Laurier, Belœil, comté de Verchères.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Belœil, (Comté de Verchères), ce 16 novembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-R. CHOQUETTE.

Hôtel de Ville, Rue Laurier, Belœil,
(Comté de Verchères), P.Q. 38612-o

Province of Quebec

TOWN OF BELOEIL
(County of Verchères)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Paul-R. Choquette, Secretary-Treasurer, town hall, Laurier Street, Belœil, county of Verchères, until 8 o'clock p.m., Monday, December 6, 1954, for the purchase of an issue of $186,000.00 of bonds of the town of Belœil, county of Verchères, dated January 1st, 1955 and redeemable serially from Jan. 1st, 1956, to Jan 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on Jan. 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 155 — Electricity, waterworks, roads, purchase of equipment, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $186,000.00 — 16 years

Year	*Capital*
January 1st, 1956	$4,000.00
January 1st, 1957	4,000.00
January 1st, 1958	5,000.00
January 1st, 1959	6,000.00
January 1st, 1960	6,000.00
January 1st, 1961	6,000.00
January 1st, 1962	6,000.00
January 1st, 1963	6,000.00
January 1st, 1964	6,000.00
January 1st, 1965	6,000.00
January 1st, 1966	6,000.00
January 1st, 1967	25,000.00
January 1st, 1968	25,000.00
January 1st, 1969	25,000.00
January 1st, 1970	25,000.00
January 1st, 1971	25,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Belœil, county of Verchèers.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Belœil, county of Verchères.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 6th, 1954 at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, Laurier Street, Belœil, county of Verchères.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Belœil, (County of Verchères), Nov. 16th, 1954.

PAUL-R. CHOQUETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Laurier Street, Belœil,
(County of Verchères), P.Q. 38612

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ DE GASPÉ
(Comté de Gaspé-Sud)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, F.R. Sams, secrétaire-trésorier, B.P. 67, Gaspé village, comté de Gaspé-Sud, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 8 décembre 1954, pour l'achat de $390,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Gaspé comté de Gaspé-Sud, datées du 1er janvier 1955 et remboursables par séries du 1er janvier 1956 au 1er janvier 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 20 juillet 1954 — Construction d'un High School.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $390,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er janvier 1956	x $49,000.00
1er janvier 1957	x 51,000.00
1er janvier 1958	x 53,500.00
1er janvier 1959	x 56,000.00
1er janvier 1960	8,000.00
1er janvier 1961	8,500.00
1er janvier 1962	8,500.00
1er janvier 1963	9,000.00
1er janvier 1964	9,500.00
1er janvier 1965	10,000.00
1er janvier 1966	10,500.00
1er janvier 1967	11,000.00
1er janvier 1968	11,000.00
1er janvier 1969	11,500.00
1er janvier 1970	12,500.00
1er janvier 1971	13,000.00
1er janvier 1972	13,500.00
1er janvier 1973	14,000.00
1er janvier 1974	14,500.00
1er janvier 1975	15,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $201,751.20, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $50,437.80 chacun, de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair, à Gaspé, comté de Gaspé-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Gaspé, comté de Gaspé-Sud.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF GASPÉ
(County of Gaspé-South)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, F. R. Sams, Secretary-Treasurer, P.O. Box 67, Gaspé Village, county of Gaspé-South, until 8 o'clock p.m., Wednesday, December 8th, 1954, for the purchase of an issue of $390,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the municipality of Gaspé, county of Gaspé-South, dated January 1st, 1955 and redeemable serially from January 1st, 1956 to January 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 20th, 1954 — Construction of a High School.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from January 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $390,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
January 1st, 1956	x $49,000.00
January 1st, 1957	x 51,000.00
January 1st, 1958	x 53,500.00
January 1st, 1959	x 56,000.00
January 1st, 1960	8,000.00
January 1st, 1961	8,500.00
January 1st, 1962	8,500.00
January 1st, 1963	9,000.00
January 1st, 1964	9,500.00
January 1st, 1965	10,000.00
January 1st, 1966	10,500.00
January 1st, 1967	11,000.00
January 1st, 1968	11,000.00
January 1st, 1969	11,500.00
January 1st, 1970	12,500.00
January 1st, 1971	13,000.00
January 1st, 1972	13,500.00
January 1st, 1973	14,000.00
January 1st, 1974	14,500.00
January 1st, 1975	15,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $201,751.20, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $50,437.80 each, from 1955 to 1959 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Gaspé, county of Gaspé-South.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Gaspé, county of Gaspé-South.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued

comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 8 décembre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Gaspé, comté de Gaspé-Sud.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gaspé, (comté de Gaspé-Sud), ce 17 novembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
F. R. SAMS.

B.P. 67, Gaspé village,
(Comté de Gaspé-Sud), P.Q. 38613-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE ST-SIMON-DE-DROMMOND
(Comté de Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, P.-E. Bordeleau, N.P., secrétaire-trésorier, 1015 rue Jogues, St-Simon-de-Drummond, comté de Drummond, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 6 décembre 1954, pour l'achat de $155,000. d'obligations de la municipalité de St-Simon-de-Drummond, comté de Drummond, datées du 1er décembre 1954 et remboursables par séries du 1er décembre 1955 au 1er décembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 75 — Pavage en asphalte, prolongement du réseau d'aqueduc, protection contre les incendies, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $155,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er décembre 1955	$ 4,500.00
1er décembre 1956	5,000.00
1er décembre 1957	5,000.00
1er décembre 1958	5,500.00
1er décembre 1959	5,500.00
1er décembre 1960	6,000.00
1er décembre 1961	6,500.00
1er décembre 1962	6,500.00
1er décembre 1963	7,000.00
1er décembre 1964	7,500.00
1er décembre 1965	7,500.00
1er décembre 1966	8,000.00
1er décembre 1967	8,500.00
1er décembre 1968	9,000.00
1er décembre 1969	9,500.00
1er décembre 1970	10,000.00
1er décembre 1971	10,500.00
1er décembre 1972	10,500.00
1er décembre 1973	11,000.00
1er décembre 1974	11,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Drummondville.

on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, December 8th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, Gaspé, county of Gaspé-South.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Gaspé, (county of Gaspé-South), this 17th of November, 1954.

F. R. SAMS,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 67, Gaspé village,
(County of Gaspé-South), P.Q. 38613-o

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF ST-SIMOND-DE-DRUMMOND
(County of Drummond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned P.-E. Bordeleau, N.P., Secretary-Treasurer, 1015 Jogues St., St-Simon-de-Drummond, county of Drummond, until 8 o'clock p.m., Monday, December 6th, 1954, for the purchase of an issue of $155,000. of bonds of the municipality of St-Simon-de-Drummond, county of Drummond, dated December 1st, 1954 and redeemable serially from December 1st, 1955 to December 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 75 — Asphalt paving, extension of the waterworks system, fire protection, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $155,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1955	$4,500.00
December 1st, 1956	5,000.00
December 1st, 1957	5,000.00
December 1st, 1958	5,500.00
December 1st, 1959	5,500.00
December 1st, 1960	6,000.00
December 1st, 1961	6,500.00
December 1st, 1962	6,500.00
December 1st, 1963	7,000.00
December 1st, 1964	7,500.00
December 1st, 1965	7,500.00
December 1st, 1966	8,000.00
December 1st, 1967	8,500.00
December 1st, 1968	9,000.00
December 1st, 1969	9,500.00
December 1st, 1970	10,000.00
December 1st, 1971	10,500.00
December 1st, 1972	10,500.00
December 1st, 1973	11,000.00
December 1st, 1974	11,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Drummondville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 décembre 1954, à 8 heures p.m., en l'école St-Simon, rue St-Thomas, St-Simon-de-Drummond, comté de Drummond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Simon-de-Drummond, (comté de Drummond), ce 16 novembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
P.-E. BORDELEAU, N.P.,
1015 rue Jogues, St-Simon-de-Drummond,
comté de Drummond), P. Q. 38603-o

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, December 6th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the St-Simon School, St-Thomas Street,, St-Simon-de-Drummond, county of Drummond.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Simon-de-Drummond, (county of Drummond), November 16, 1954,

P.-E. BORDELEAU, N.P.,
Secretary-Treasurer.
1015, Jogues Street, St-Simon-de-Drummond,
(County of Drummond), P.Q. 38603

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-PRIME
(Comté de Roberval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions, cachetées et endossées "Soumisisons pour obligations" seront reçues par le soussigné, F.-X. Lamontagne, secrétaire-trésorier, Saint-Prime, comté de Roberval, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 8 décembre 1954, pour l'achat de $95,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Prime, comté de Roberval, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 27 août 1954 — Construction d'une école complémentaire de six classes.

Pour fin d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $95,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1955	x$19,000.00
1er novembre 1956	x 20,000.00
1er novembre 1957	s 20,500.00
1er novembre 1958	1,500.00
1er novembre 1959	1,500.00
1er novembre 1960	1,500.00
1er novembre 1961	1,500.00
1er novembre 1962	1,500.00
1er novembre 1963	2,000.00
1er novembre 1964	2,000.00
1er novembre 1965	2,000.00
1er novembre 1966	2,000.00
1er novembre 1967	2,000.00
1er novembre 1968	2,000.00
1er novembre 1969	2,500.00
1er novembre 1970	2,500.00
1er novembre 1971	2,500.00
1er novembre 1972	2,500.00
1er novembre 1973	3,000.00
1er novembre 1974	3,000.00

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSION FOR THE MUNICIPALITY OF SAINT-PRIME
(County of Roberval)

Public notice is hereby biven that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned F.-X. Lamontagne secretary-Treasurer, Saint-Prime, county of Roberval, until 7.30 o'clock p.m., Wednesday, December 8th, 1954, for the purchase of an issue of $95,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Saint-Prime, county of Robreval dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it vary according to maturities.

Loan Resolution dated August 27, 1954 — Erection of a complementary six-room shcool.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $95,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1955	x$19,000.00
November 1st, 1956	x 20,000.00
November 1st, 1957	x 20,500.00
November 1st, 1958	1,500.00
November 1st, 1959	1,500.00
November 1st, 1960	1,500.00
November 1st, 1961	1,500.00
November 1st, 1962	1,500.00
November 1st, 1963	2,000.00
November 1st, 1964	2,000.00
November 1st, 1965	2,000.00
November 1st, 1966	2,000.00
November 1st, 1967	2,000.00
November 1st, 1968	2,000.00
November 1st, 1968	2,500.00
November 1st, 1970	2,500.00
November 1st, 1971	2,500.00
November 1st, 1972	2,500.00
November 1st, 1973	3,000.00
November 1st, 1974	3,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $60,750, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $20,250.00 chacun, de 1955 à 1957 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roberval, comté de Roberval.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Roberval, comté de Roberval.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 8 décembre 1954, à 7.30 heures p.m., en la salle paroissiale, Saint-Prime, comté de Roberval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Prime, (Comté de Roberval), ce 17 novembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
F.-X. LAMONTAGNE.

Saint-Prime,
(Comté de Roberval), P.Q. 38614-o

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of $60,750 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $20,250 each, from 1955 to 1957 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Roberval, county of Roberval.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Roberval, county of Roberval.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, December 8, 1954, at 7.30 o'clock p.m., at the parochial hall of Saint-Pime, county of Roberval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Prime, (County of Roberval.), November 17th, 1954,

F.-X. LAMONTAGNE,
Secretary-Treasurer.

Saint-Prime,
(County of Roberval), P. Q. 38614

Province de Québec

VILLE DE NAUDVILLE
(Comté de Lac St-Jean)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ths-Ls. Villeneuve, secrétaire-trésorier, C.P. 100, Hôtel de Ville, rue St-Bernard, Naudville, comté de Lac St-Jean, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 7 décembre 1954, pour l'achat de $200,000.00 d'obligations de la ville de Naudville, comté de Lac St-Jean, datées du 1er décembre 1954 et remboursable par séries du 1er décembre 1955 au 1er décembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 49 — Aqueduc, égouts, trottoirs, rues, pavages, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $200,000.00 — 15 ans.

Année	*Capital*
1er décembre 1955	$4,000.00
1er décembre 1956	4,500.00
1er décembre 1957	4,500.00
1er décembre 1958	5,000.00
1er décembre 1959	5,000.00
1er décembre 1960	5,500.00

Province of Quebec

TOWN OF NAUDVILLE
(County of Lake St. John)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ths.-Ls. Villeneuve, secretary-treasurer, P.B. 100, City Hall, St. Bernard Street, Naudville, county of Lake St. John, until 8 o'clock p.m., Tuesday, December 7, 1954 for the purchase of an issue of $200,000,00 of bonds of the town of Naudville, county of Lake St. John, dated December 1st, 1954 and redeemable serially from December 1st, 1955 to December 1st, inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-Law No. 49 — Waterworks, sewers, sidewalks, streets, pavings, etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as of January 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $200,000.00 — 15years.

Year	*Capital*
December 1st, 1955	$4,000.00
December 1st, 1956	4,500.00
December 1st, 1957	4,500.00
December 1st, 1958	5,000.00
December 1st, 1959	5,000.00
December 1st, 1960	5,500.00

1er décembre 1961	5,500.00
1er décembre 1962	6,000.00
1er décembre 1963	6,000.00
1er décembre 1964	6,500.00
1er décembre 1965	7,000.00
1er décembre 1966	7,000.00
1er décembre 1967	7,500.00
1er décembre 1968	8,000.00
1er décembre 1969	118,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Naudville, comté de Lac St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Naudville, comté de Lac St-Jean.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 7 décembre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, rue St-Bernard, Naudville, comté de Lac St-Jean.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Naudville, (comté de Lac St-Jean), ce 17 novembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
THS-LS. VILLENEUVE.

Hôtel de Ville, C.P. 100,
Rue St-Bernard, Naudville,
(comté de Lac St-Jean), P.Q. 38615-o

December 1st, 1961	5,500.00
December 1st, 1962	6,000.00
December 1st, 1963	6,000.00
December 1st, 1964	6,500.00
December 1st, 1965	7,000.00
December 1st, 1966	7,000.00
December 1st, 1967	7,500.00
December 1st, 1968	8,000.00
December 1st, 1969	118,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Naudville, county of Lake St. John.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Naudville, county of Lake St. John.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, December 7, 1954, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, St. Bernard Street, Naudville, County of Lake St. John.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Naudville, (county of Lake St. John), this November 17th, 1954.

THS.-LS. VILLENEUVE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, P.B. 100,
St. Bernard Street, Naudville,
(county of Lake St. John), P. Q. 38615

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE STE-MONIQUE-DE-HONFLEUR
(Comté de Lac St-Jean-Est)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, R.-Maurice Lindsay, secrétaire-trésorier, Ste-Monique-de-Honfleur, comté de Lac St-Jean-Est, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 9 décembre 1954, pour l'achat de $50,000.00 d'obligations de la municipalité de Ste-Monique-de-Honfleur, comté de Lac St-Jean-Est, datées du 1er octobre 1954 et remboursables par séries du 1er octobre 1955 au 1er octobre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement N° 101 — Achat de terrain, construction d'un hôtel de ville, système de protection contre les incendies, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $50,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er octobre 1955	$1,500.00
1er octobre 1956	1,500.00

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF STE-MONIQUE-DE-HONFLEUR
(County of Lake St. John-East)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned R.-Maurice Lindsay, Secretary-Treasurer, St. Monique-de-Honfleur, county of Lake St. John-East, until 8 o'clock p.m., Thursday, December 9th, 1954, for the purchase of an issue of $50,000.00 of bonds of the municipality of St. Monique-de-Honfleur, county of Lake St. John-East, dated October 1st, 1954 and redeemable serially from October 1st, 1955 to October 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 101 — Purchasing of land, erection of City Hall, fire protection system, roads, etc.

For adjudication purposes; interest shall be calculated as from January 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $50,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
October 1st, 1955	$1,500.00
October 1st, 1956	1,500.00

1er octobre 1957	1,500.00
1er octobre 1958	1,500.00
1er octobre 1959	2,000.00
1er octobre 1960	2,000.00
1er octobre 1961	2,000.00
1er octobre 1962	2,000.00
1er octobre 1963	2,500.00
1er octobre 1964	2,500.00
1er octobre 1965	2,500.00
1er octobre 1966	2,500.00
1er octobre 1967	3,000.00
1er octobre 1968	3,000.00
1er octobre 1969	3,000.00
1er octobre 1970	3,000.00
1er octobre 1971	3,500.00
1er octobre 1972	3,500.00
1er octobre 1973	3,500.00
1er octobre 1974	3,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma, comté de Lac St-Jean-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 9 décembre 1954, à 8 heures p.m., au lieu habituel, Ste-Monique-de-Honfleur, comté de Lac St-Jean-Est.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Monique-de-Honfleur (comté de Lac St-Jean-Est), ce 18 novembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
R.-MAURICE LINDSAY.

Ste-Monique-de-Honfleur,
(Comté de Lac St-Jean-Est), P.Q. 38625-o

Province de Québec

PAROISSE D'ORSAINVILLE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endonnées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lucien Brousseau, secrétaire-trésorier, 91 rue Saint-Pierre, Orsainville, Qué., R.R. No 2, Charlesbourg, (Québec) jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 6 décembre 1954, pour l'achat de $33,000.00 d'obligations de la paroisse d'Orsainville, comté de Québec, datées du 1er janvier 1955 et remboursables par séries du 1er janvier 1956 au 1er janvier 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 92 — Construction de ponts et de chemins.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

October 1st, 1957	1,500.00
October 1st, 1958	1,500.00
October 1st, 1959	2,000.00
October 1st, 1960	2,000.00
October 1st, 1961	2,000.00
October 1st, 1962	2,000.00
October 1st, 1963	2,500.00
October 1st, 1964	2,500.00
October 1st, 1965	2,500.00
October 1st, 1966	2,500.00
October 1st, 1967	3,000.00
October 1st, 1968	3,000.00
October 1st, 1969	3,000.00
October 1st, 1970	3,000.00
October 1st, 1971	3,500.00
October 1st, 1972	3,500.00
October 1st, 1973	3,500.00
October 1st, 1974	3,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Alma, county of Lake St. John-East.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, December 9th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the usual place, St. Monique-de-Honfleur, county of Lake St. John-East.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Monique-de-Honfleur (county of Lake St. John-East), this November 18th, 1954.

R.-MAURICE LINDSAY,
Secretary-Treasorer.

St. Monique-de-Honfleur,
(County of Lake St. John-East), P.Q. 38625

Province of Quebec

PARISH OF ORSAINVILLE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lucien Brousseau, Secretary-Treasurer, 91 St-Peter St., Orsainville, Que., R.R. No 2, Charlesbourg, (Québec) until 8 o'clock p.m., Monday, December 6, 1954 for the purchase of an issue of $33,000.00 of bonds of the parish of Orsainville, County of Quebec, dated Jan. 1st, 1955 and redeemable serially from Jan. 1st, 1956 to Jan. 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on Jan. 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 92 — Erection of bridges and road building.

For purposes of adjudication only interest shall be calculated as from January 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $33,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1956	$1,500.00
1er janvier 1957	1,500.00
1er janvier 1958	1,500.00
1er janvier 1959	1,500.00
1er janvier 1960	1,500.00
1er janvier 1961	2,000.00
1er janvier 1962	2,000.00
1er janvier 1963	2,000.00
1er janvier 1964	2,500.00
1er janvier 1965	2,500.00
1er janvier 1966	2,500.00
1er janvier 1967	3,000.00
1er janvier 1968	3,000.00
1er janvier 1969	3,000.00
1er janvier 1970	3,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 décembre 1954, à 8 heures p.m., en la salle des séances du conseil, au couvent d'Orsainville, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Orsainville, (Comté de Québec), ce 17 novembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN BROUSSEAU, T.P.
91, rue St-Pierre, Orsainville, Qué.
R.R. No. 2, Charlesbourg,
(Québec), P. Q. 38627-o

Table of redemption — $33,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
January 1st, 1956	$1,500.00
January 1st, 1957	1,500.00
January 1st, 1958	1,500.00
January 1st, 1959	1,500.00
January 1st, 1960	1,500.00
January 1st, 1961	2,000.00
January 1st, 1962	2,000.00
January 1st, 1963	2,000.00
January 1st, 1964	2,500.00
January 1st, 1965	2,500.00
January 1st, 1966	2,500.00
January 1st, 1967	3,000.00
January 1st, 1968	3,000.00
January 1st, 1969	3,000.00
January 1st, 1970	3,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order or maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, December 6, 1954, at 8 o'clock p.m., at Meeting Hall of the Council, in the Orsainville Convent, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Orsainville, (County of Quebec), November 17th, 1954.

LUCIEN BROUSSEAU, P.T.,
Secretary-Treasurer.
91 St Peter Street, Orsainville, Que.,
R.R. No. 2, Charlesbourg,
(Quebec), P.Q. 38627

Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Albert Martel, garagiste, Sainte-Christine, comté de Portneuf, Québec, débiteur.

AVIS DE VENTE A L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1954, à DEUX heures de l'après-midi sera vendu par encan public, sur les lieux de la place d'affaires du débiteur Sainte-Christine, comté de Portneuf, l'immeuble de cette faillite ainsi que fonds de commerce, comme suit:

Item "A": Un emplacement avec garage dessus construit situé à Sainte-Christine, comté de Portneuf, mesurant cent pieds de largeur dans les lignes nord et sud sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds dans la ligne est et de

Sale — Bakrupcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of Albert Martel, garage-keeper, Sainte-Christine, county of Portneuf, Quebec, debtor.

NOTICE OF AUCTION SALE

Notice is hereby given that THURSDAY, the NINTH day of DECEMBER, 1954, at TWO o'clock in the afternoon, there will be sold, by public auction, at the place of business of the debtor, Sainte-Christine, county of Portneuf, the immoveable of this bankruptcy as well as the stock in trade, as follows:

Item "A": An emplacement with garage thereon erected situate at Sainte-Christine, county of Portneuf, measuring one hundred feet in width in the northern and southern lines upon a depth of one hundred and twenty-five

cent cinquante pieds dans la ligne ouest, plus ou moins, mesure anglaise, faisant partie du lot numéro cinq cent soixante-quatorze (ptie de 574) au cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Portneuf, et borné comme suit: au nord par la rivière Sainte-Anne, au sud par Albert Langlois, à l'est par Proxède Langlois et à l'ouest par Georges Hardy et Octave Langlois, avec la machinerie attachée à la propriété qui devient immeuble par destination. A distraire les pompes et réservoirs appartenant à l'Imperial Oil Ltd.

Item "B": Fonds de commerce (ou autre): $145.96

Item "C": Bois de chauffage.

L'item "A" sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes qui peuvent exister, item "B" et "C" seront offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civil, et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite 1949, cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif, et faite conformément au jugement rendu par Me Robert Côté, C.R., régistraire des faillites.

Conditions de paiement: comptant.

Québec, ce 4 novembre 1954.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.

111, Côte de la Montagne,
Québec. 38498-44-2-o

feet in the eastern line and of one hundred and fifty feet in the western line, more or less, English measure, forming part of lot number five hundred and seventy-four (pt of 574) on the official cadastre for the parish of Notre-Dame of Portneuf, and bounded as follows: on the north, by the Sainte-Anne River, on the south by Albert Langlois, on the east, by Proxède Langlois and on the west by Georges Hardy and Octave Langlois, with the machinery attached to the property which becomes immoveable by destination. To withdraw therefrom pumps and reservoirs or anything else belonging to the Imperial Oil Ltd.

Item "B": Stock in trade: $145.96

Item "C": Firewood.

Item "A" will be offered for sale to the highest and last bidder, subject to existing rents, if any. Item "B" and "C" will be offered for sale to the highest and last bidder.

The titles and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

The said sale is made in conformity with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also section 55 of the Bankruptcy Act 1949; the said sale to have the effect of a Sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Me Robert Côté, Q.C., registrar bankruptcy Act.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, November 4th, 1954.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

111 Mountain Hill,
Quebec. 38498-45-2

Vente par licitation

Canada Province de Québec, district de Québec, Cour Superieure.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, dans et pour le district de Québec, le dix novembre courant, (1954) dans une cause portant le numéro 72,621 des dossiers de ladite Cour, dans laquelle Édouard Bourassa de Québec agent manufacturier est demandeur, et ordonnant la licitation d'un certain immeuble désignée comme suit:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Jean-Chrysostôme, borné au nord à Francis Lavertu, au sud à Georges Samson, à l'ouest au chemin public conduisant à Saint-Romuald d'Etchemin, à l'est à Georges Cantin, avec toutes les bâtisses dessus constuites, circonstances et dépendances, connu comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-douze (p. 192) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le MERCREDI VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE prochain (1954) à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du protonotaire de ladite Cour au Palais de Justice en la cité de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe de protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, in and for the district of Quebec on November tenth (1954) in a case bearing number 72,621 in the files of the said Court, in which Édouard Bourassa, of Quebec, manufacturing agent is the plaintiff, and ordering the licitation of a certain immovable described as follows:

An emplacement situate in the village of Saint-Jean-Chrysostôme, bounded on the North by Francis Lavertu, on the South, by Georges Samson, on the West, by the public highway leading to Saint-Romuald d'Etchemin, on the East, by Georges Cantin, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known as forming part of lot number one hundred and ninety-two (Pt. 192) of the official cadastre for the parish of Saint-Jean-Chrysostôme, county of Levis.

The immovable hereinabove designated will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on WEDNESDAY the TWENTY-SECOND day of DECEMBER next (1954) at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the Prothonotary in the said Courthouse in the city of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, secure charges or to withdraw from the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least TWELVE

fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 10 novembre 1954.
Le Procureur du demandeur,
ÉDOUARD LAVERGNE,
136 Boulevard Langelier,
38580-47-2-o Québec.

Canada, province de Québec, district de Montréal, N° 353,709, Cour Supérieure,

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 7 septembre, 1954, dans une cause dans laquelle Stanley Klichis, journalier, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Dame Apalianya Klichis, veuve, Dame Galia Klichis et Vaclavas Klichis, tous des lieux inconnus, étant tous les héritiers légaux de la succession John Klichis, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement faisant face sur l'avenue Valiquette, dans la cité de Verdun, meusrant quarante pieds de largeur et quatre-vingt-quinze pieds six pouces en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec une maison portant les numéros civiques 1539 et 1545 de ladite avenue Valiquette et autres bâtisses y érigées et avec le droit de passage en commun avec tous y ayant droit dans la ruelle avoisinant ledit emplacement, lequel emplacement est composé comme suit, savoir:

(*a*) De la subdivision numéro huit cent cinquante-cinq du lot originaire numéro quatre mille six cent quatre-vingt-deux (4682-855) sur le plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal mesurant trente-cinq pieds de largeur par quatre-vingt quinze pieds et six pouces en profondeur; et

b) De la subdivision numéro huit cent cinquante-quatre du lot originaire quatre mille six cent quatre-vingt-deux (4682-854) sur ledit plan officiel et livre de renvoi mesurant cinq pieds de largeur par quatre-vingt quinze pieds six pouces en profondeur.

Ledit lot N° 4682-854 formant avec subdivision huit cent quatre-vingt-trois du lot originaire numéro quatre mille six cent et quatre-vingt-deux (4682-853) une lisière de terrain de dix pieds de largeur par toute la profondeur desdits lots, sur lequel aucune construction n'est permise et sur lequel ledit lot 4682-855 et subdivision numéro huit cent cinquante-deux du lot originaire quatre mille six cent quatre-vingt-deux (4682-852) sur ledit plan avec le droit de vue et de psasage en commun, tel qu'établi par l'acte enregistré au bureau d'enregistrement à Montréal sous le numéro 900853.

Le tout tel que ladite propriété subsiste actuellement avec tous ses droits, membres et dépendances, et servitudes actives et passives, apparentes ou non-apparentes, y inclus les fixtures électriques, accessories et équipment dans lesdites bâtisses y fixés par le propriétaire en permanence.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mise à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 21 DÉCEMBRE, 1954, prochain, cour tenante dans la salle d'audience du palais de

days before the day fixed, as above stated, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays herein prescribed, they will be foreclosed from doing so.

Quebec, November 10th, 1954.
ÉDOUARD LAVERGNE,
Attorney for the petitioner.
136 Boulevard Langelier,
38580-47-2 Quebec.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, No. 353,709, Superior Court,

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a Judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 7th day of September, 1954, in a cause in which Stanley Klichis, labourer, of the city adn district of Montreal, is Plaintiff, and Dame Apalianya Klichis, widow, Dame Galia Klichis, and Vaclavas Klichis, all of parts unknown, being all the legal heirs of the Estate of the late John Klichis, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable, described as follows, to wit:

An emplacement fronting on Valiquette Avenue, in the city of Verdun, measuring forty feet in width by ninety-five feet six inches in depth, English measure and more or less, with a house bearing civic Nos. 1539 to 1545 of said Valiquette Avenue, and other buildings thereon erected and with the right of passage in common with all others in the lane alongside of the said emplacement, which said emplacement is composed:

a) Of subdivision number eight hundred and fifty-five of the original lot number four thousand six hundred and eighty-two (4682-855) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring thirty-five feet in width by ninety-five-feet and six inches in depht; and

b) Of subdivision number eight hundred and fifty-four of the original lot number four thousand six hundred and eighty-two (4682-854) upon the aforesaid official plan and book of reference, measuring five feet in width by ninety-five feet six inches in depth.

Said lot No. 4682-854 forming with subdivision eight hundred and eighty-three of the original lot number four thousand six hundred and eighty-two (4682-853) a strip of land of ten feet in width by the whole depth of said lots, over and upon which no construction is allowed and over which said lot No. 4682-855 and subdivision number eight hundred and fifty-two of the original lot number four thousand six hundred and eighty-two (4682-852) upon the said plan, have a right of view and of passage in common as established under deed registered in the Registry Office of Montreal, under No. 900853.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, active and passive, apparent, or unapparent servitudes thereto attached, and also with the lighting fixtures, the accessories and appliances in and attached to the said buildings by the proprietor for a permanency.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the 21st day of DECEMBER, 1954, at the sitting of the Court in the Court Room of

justice de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrit, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 11 novembre, 1954.

Les Procureurs du demandeur,
38581-47-2-o MERGLER & MERGLER.

the Court House at Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

Montreal, November 11th, 1954.

MERGLER & MERGLER.
38581-47-2-o Attorneys for plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec

CORPORATION DE LA VILLE D'ACTON-VALE
Comté de Bagot

Avis public est par le présent donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville d'Acton-Vale, que la propriété ci-dessous désignée, sera vendue à l'enchère, au bureau du soussigné à l'Hôtel de Ville d'Acton-Vale, le LUNDI SIX DÉCEMBRE 1954, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais encourus subséquemment, à moins que ces taxes, intérêts, et dépenses ne soient payés avant la vente.

1° Comme appartenant à la succession Charbonneau: le lot numéro deux cent vingt et un (221) du plan et livre de renvoi officiel du village d'Acton-Vale, avec maison et autre bâtisse dessus érigées.

Lot numéro deux cent vingt et un (221) du plan et livre de renvoi officiel du village d'Acton-Vale, plus particulièrement décrit et borné comme suit: borné au sud par la rue Lemay, au nord par la "Moose River", à l'est par le N° 220 et à l'ouest par le N° 222; ayant environ cinquante huit pieds sur cinquante-trois pieds anglais en superficie (3074).

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, et sujette au droit de retrait.

Donné à Acton-Vale, P.Q., ce sixième jour du mois de novembre de l'an mil neuf cent cinquante-quatre.

Le Secrétaire-trésorier,
38518-46-2-o FERNAND MÉNARD.

Sales for Taxes

Province of Quebec

CORPORATION OF THE TOWN OF ACTON VALE
County of Bagot

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the municipal corporation of the town of Acton Vale, that the property hereinunder described, shall be sold at auction, at the office of the undersigned, at the City Hall of Acton Vale, MONDAY, the SIXTH day of DECEMBER 1954, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal and school taxes due, with interest, plus costs subsequently incurred, unless said taxes, interest, and expenditures are paid prior to the sale.

1. As belonging to the Charbonneau estate: lot number two hundred and twenty-one (221) of the official plan and book of reference of the village of Acton Vale, with house and other buildings erected thereon.

Lot number two hundred and twenty-one of the official plan and book of reference of the village of Acton Vale, more particularly described and bounded as follows: to the south by Lemay Street, northerly by Moose River, easterly by No. 220 and westerly by No. 222; containing some fifty-eight feet by fifty-three covering an area of three tousand and seventy-four feet, English measure (3074).

Moreover the said sale shall be made with all active and passive servitudes, both apparent and unapparent, attaching thereto, and subject to right of redemption.

Given at Acton Vale, P.Q., this sixth day of the month of November, one thousand nine hundred and fifty-four.

FERNAND MÉNARD,
38518-46-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

District de Témiscamingue

VILLE DE BELLETERRE

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le soussigné P.-E. Gauthier, greffier de la ville de Belleterre, que les propriétées ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de Belleterre, MARDI le VINGT-HUIT DÉCEMBRE 1954 à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec inté-

Province of Quebec

District of Témiscamingue

TOWN OF BELLETERRE

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by the undersigned P.-E. Gauthier, clerk of the town of Belleterre, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the Town Hall of Belleterre, TUESDAY, the TWENTIETH day of DECEMBER 1954 at TEN o'clock of the forenoon for the payment of municipal, special, school and other taxes, with interest, as

rêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquants encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente. Cette avis remplace les autres avis annulés et publiés dans les journaux français et anglais et dans la *Gazette officielle de Québec*.

mentioned in the hereinunder statement, and cost which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs shall be paid before the sale. This notice replaces the others cancelled and published in French and English newspapers and also in the *Quebec Official Gazette*.

N° d'ordre — Order No.	Nom — Name	Cadastre — Cadastral	Subdivision — Subdivision	Taxes totales et intérêts — Total taxes plus interests
1	Morel, D. Mme — Lot et bâtisse, Lot & building....	4.....	28.....	$141.30
2	N. Gryspchuk — Lot seulement, Lot only.....	212.....	28.....	$197.97
3	Jokonovitch M. — Lot et bâtisse, Lot & building....	216.....	28.....	$285.98

Donné en la ville de Belleterre, ce 27ième jour d'octobre 1954.

Le Greffier,
P.-E. GAUTHIER.

38519-46-2-o

Given at the town of Belleterre, this 27th day of October, 1954.

P.-E. GAUTHIER,
Clerk.

38519-46-2-o

Province de Québec

VILLE D'AYLMER

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 8 novembre 1954, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessus désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipales dues à la ville d'Aylmer et des arrérages de taxes scolaires dues aux commissions d'écoles catholiques pour la municipalité de la ville d'Aylmer, et des arrérages de taxes scolaires dues aux Commissions protestantes de la ville d'Aylmer dans le comté de Gatineau avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à l'hôtel de ville de la ville d'Aylmer, 94 rue Principale, VENDREDI le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1954, à DIX heures et DEMIE du matin.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels auront été payés avant le moment de la vente:

a) Tous les versements échus de taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées et devenues exigibles avant le 31 décembre 1953; et

b) Tous les versements échus de taxes scolaires (catholiques) consolidées et toutes les taxes scolaires (catholiques) non consolidées et devenues exigibles avant le 30 juin 1953; et

c) Tous les versements échus de taxes scolaires (protestantes) consolidées et toutes les taxes scolaires (protestantes) non consolidées et devenues exigibles avant le 30 juin 1953.

Province of Quebec

TOWN OF AYLMER

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order under date of November 8th, 1954 has directed the undersigned, in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immoveables hereinafter described to satisfy the payment of arrears of taxes due to the town of Aylmer and the arrears of taxes due to the Roman Catholic School Commission of the municipality of Aylmer, and the arrears of taxes due to the Protestant School Commission of Aylmer in the county of Gatineau, with interest and costs and consequently said immoveables will be sold by Public Auction in the Council Chambers, at the Town Hall of the town of Aylmer, 94 Main Street, FRIDAY, the TENTH day of DECEMBER, 1954 at TEN-THIRTY o'clock of the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immoveables on which will have been paid before the date of the sale;

a) All instalments of consolidated municipal taxes due and all non consolidated municipal taxes due before December 31st, 1953; and

b) All instalments of consolidated school taxes (catholic) due and all non-consolidated school (catholic) taxes due before June 30th, 1953; and

c) All instalments of consolidated school (protestant) taxes due and all non-consolidated school (protestant) taxes due before June 30th, 1953.

Nom du propriétaire — Name of the proprietor	N° du cadastre — Cadastral No.	Subdivision numéro — Subdivision number
Aubin, Succ.— Est., Mme — Mrs. Alexandre George Aubin.....	2098.....	Quart est — East quarter.

Tout cet immeuble connu et désigné comme étant composé du quart est du lot deux mil et quatre-vingt dix-huit (E.¼-2098) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Aylmer, borné comme suit: au nord par le lot N° 2097, à l'est par le lot N° 2099, au sud par la rue Allerton et à l'ouest par le reste du lot N° 2098.

All that property known and designated as being composed of the East quarter of lot two thousand and ninety-eight (E.¼-2098) according to the official plan and book of the reference of the town of Aylmer, bounded as follows: to the North by lot No. 2097, to the East by lot No. 2099, to the south by Allerton street and to the West by the residue of said lot No. 2098.

Dorion, Succ.— Est., Alexandre (Janet L. Scott, Auguste Mondoux, Clarisse Cardinal)	1488	
Dubois, Succ.— Est, Antoine	2115	Moitié ouest — West half.

Tout cet immeuble connu et désigné comme étant composé de la moitié ouest du lot deux mil cent quinze (O.½-2115) aux plan et renvoi, officiels de la ville d'Aylmer, borné comme suit: au nord par la moitié ouest du lot N° 2114, à l'est par la moitié est du même lot N° 2115, au sud par la rue Derwin et à l'ouest par la rue Metcalfe.

All that property known and designated as being composed of the west half of lot two thousand one hundred and fifteen (W.½-2115) according to the official plan and book of reference of the town of Aylmer bounded as follows: to the North by the West half of lot No. 2114, to the East by the East half of same lot No. 2115, to the South by Derwin Street and to the West by Metcalfe Street.

White, Alexander, ville d'Aylmer — Town of Aylmer, Alice Graveline	493	Moitié ouest — West half.

Tout cet immeuble connu et désigné comme étant composé de la moitié ouest du lot N° quatre-cent quatre-vingt-treize (O.½-493) aux plan et renvoi officiels de la ville d'Aylmer, borné comme suit: au nord par la moitié ouest de lot N° 486, à l'est par la moitié est du même lot N° 493, au sud par la rue Brook et à l'ouest par la rue Bancroft.

All that property known and designated as being composed of the West half of lot four hundred and ninety-three (W.½-493), according to the official plan and book of reference of the town of Aylmer, bounded as follows: to the North by the West half of lot No. 486; to the East by the East half of same lot No. 493; to the south by Brook Street and to the west by Bancroft Street.

Hotte, Marcel Arthur Dubé et and Hector Bastien	1625	
Ireton, A.L.S.	11	63.
Michaud, Succ.— Est. Alfred (Joseph St. Jean, Succ.— Est. Robert N. Slater)	1455	Moitié est — East half.

Tout cet immeuble connu et désigné comme étant composé de la moitié est du lot N° mil quatre cent cinquante-cinq (E.½-1455) aux plan et renvoi officiels de la ville d'Aylmer borné comme suit: au nord par le lot N° 1452, à l'est par le lot N° 1456, au sud par la rue Brook et à l'ouest par la moitié ouest du même lot N° 1455.

All that property known and designated as being composed of the east half of lot one thousand four hundrd and fifty-five (E.½-1455), according to the official plan and book of reference of the town of Aylmer, bounded as follows: to the North by lot No. 1452; to the east by lot No. 1456; to the South by Brook Street; and to the West by the West half of same lot No. 1455.

Roy, Raoul C. Dame Jean Moreau, Succ.— Est., J.-P. Coulson et Sa Majesté la Reine, aux droits de la province de Québec.— And Her Majesty the Queen, at rights of the Province of Quebec	2169	
Roy, Raoul C. Dame Jean Moreau	2169-A	
Schofield, Mme.— Mrs. L. (Sarah Cowan)	11	Partie — Part.

Tout cet immeuble connu et désigné comme étant composé de la partie du lot onze (P. 11) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Aylmer, particulièrement décrit comme suit: commençant au limite de sud du droit de passage de la Ottawa, Northern et Wester Railway à un point de distance mesurant 203'4" ouest suivant la limite ou droit dit du sud du passage de la ligne de la ville d'Aylmer; de là d'ouest suivant la limite du sud du droit de passage de la Ottawa, Northern et Western Railway à une distance de 214'; de là parallèle à la limite du sud de la ville d'Aylmer, la limite est du lot no. 11 susdit, une distance de 225'8"; de là parallèle à l'est à la borne du sud dit le droit de passage de la Ottawa, Northern et Western Railway une distance de 214'; de là du nord parallèle au ligne de la ville d'Aylmer, une distance 225'8" du commencement, contenant 1.02 acre en superficie.

All that property known and designated as being composed of part of lot eleven (P. 11) according to the official plan and book of reference of the town of Aylmer, more particularly described as follows: Commencing on the southerly limit of the Ottawa, Northern and Western Railway right of way, at a point distance 203'4" measured westerly along said southerly limit or right of way from the town line of Aylmer; thence westerly following the southerly limit of said right of way of Ottawa, Northern and Western Railway, a distance of 214'; thence southerly parallel to the town line of Aylmer, the easterly boundary of lot 11 aforesaid, a distance of 225'8"; thence easterly parellel to the southerly limit of said right of way of Ottawa, Northern and Westerly Railway aforesaid, a distance of 214'; thence Northerly parallel to the Town line, a distance of 225'8" to the place of beginning, containing 1.02 acres in superficies;

Martin, S. Robert, Jessie K. Martin	1673
Martin, S. Robert, ville d'Aylmer.—Town of Aylmer	1720
Martin, Succ.— Est., William Jessie K. Martin	719
Symmes, Succ.— Est. Thomas	15-A
Symmes, Succ.— Est., Thomas	26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 61, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Aylmer, Québec ce 8 novembre 1954.

La ville d'Aylmer, Québec,
Le Secrétaire-trésorier,
T.-E. RITCHIE, B. COMM.

38588-46-2-o

The purchase price of said immoveables shall be payable immediately.

The sale shall moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Aylmer, Quebec, this 8th November, 1954.

The town of Aylmer, Quebec,
T.-E. RITCHIE, B. COMM.,
Secretary-Treasurer.

38538-46-2-o

Province de Québec

CITÉ DE LÉVIS

Avis public est par le présent donné que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI, le QUATORZE DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante-quatre (14 décembre 1954), en la salle de l'Hôtel-de-Ville de Lévis, P.Q., pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires, générales et spéciales, des intérêts et des frais encourus, savoir:

1° La subdivision deux du lot originaire numéro quatre cent soixante onze (471-2), le lot numéro quatre cent soixante-treize (473) et la subdivision deux du lot originaire numéro quatre cent soixante-douze (472-2) du cadastre officiel pour le quartier St-Laurent en la cité de Lévis avec maison dessus construites, circonstances et dépendances comme appartenant à Michel Ryan.

2° Le lot numéro quatre cent soixante-seize (476) et la subdivision deux du lot originaire numéro quatre cent soixante-cinq (465-2) du cadastre officiel pour le quartier St-Laurent en la cité de Lévis avec maison dessus construite, circonstances et dépendances comme appartenant à Joseph Ryan.

3. Le lot numéro cinq cent soixante-trois (563) du cadastre officiel pour le quartier St-Laurent en la cité de Lévis avec maison dessus construite, circonstances et dépendances comme appartenant à la succession Exérias Vachon.

Donné à Lévis, ce vingt novembre mil neuf cent cinquante-quatre.

Le Greffier,

38593-47-2-o PIERRE LEMIEUX, Notaire.

Province of Quebec

CITY OF LEVIS

Public notice is hereby given that the immoveables hereinbelow designated shall be sold at public auction at ELEVEN o'clock in the forenoon, TUESDAY, the FOURTEENTH of DECEMBER, one thousand nine hundred and fifty-four (December 14th, 1954) in the hall of the City Hall, of Levis, P.Q. in satisfaction for the payment of municipal, school and special taxes, interest and costs incurred, to wit:

1. Subdivision two of the original lot number four hundred and seventy-one (471-2), lot number four hundred and seventy-three (473) and subdivision two of the original lot number four hundred and seventy-two (472-2) of the official cadastre for ward St-Laurent in the city of Levis with house thereon erected, circumstances and dependencies as belonging to Michael Ryan.

2. Lot number four hundred and seventy-six (476) and subdivision two of the original lot number four hundred and sixty-five (465-2) of the official cadastre for ward St-Laurent in the city of Levis with house erected circumstances and dependencies as belonging to Joseph Ryan.

3. Lot number five hundred and sixty-three (563) of the official cadastre and for ward St-Laurent in the city of Levis with house thereon erected, circumstances and dependencies, as belonging to the Exérias Vachon estate.

Given at Levis, this twentieth day of November, one thousand nine hundred and fifty-four.

PIERRE LEMIEUX, Notary,

38593-47-2 Clerk.

Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

VENTE DE PROPRIÉTÉS POUR TAXES

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Asst. Greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'hôtel-de-ville, 145 nord, rue Wellington, dans la dite cité, MERCREDI, le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE 1954, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

SALE OF PROPERTIES FOR TAXES

Public notice is hereby given by the undersigned, Asst. City Clerk of Sherbrooke, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, at the city hall, 145 Wellington St. North, in the said city, on WEDNESDAY the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1954, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interest and costs incurred thereon, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale:

Nom des propriétaires Name of property owners	N° du Cadastre Cadastral number
Alcide Jolin (Mme-Mrs.)	182-183,sub. 730, quartier Est-East Ward.
Alfred Barbeau	228, sub. 15A, rang-range VII, Ascot.

Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la cité de Sherbrooke.

Donné en la cité de Sherbrooke, ce dix-septième jour de novembre 1954.

L'Assistant-greffier de la cité,

38619-47-2-o H. P. EMOND.

The above immoveables are all described on the Official Plan and Book of References of the city of Sherbrooke.

Given at the city of Sherbrooke, this 17th day of November 1954.

H. P. EMOND,

38619-47-2-o Asst. City Clerk.

Province de Québec — Comté de Chambly

VILLE DE PRÉVILLE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, J.- A. Paquette, secrétaire-trésorier de la ville de Préville, que les immeubles ci-après décrits, situés dans la ville de Préville, seront vendus à l'enchère publique au N° 125 King Edward Highway, en la ville de Préville le LUNDI TREIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil neuf cent cinquate-quatre à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales ainsi que des intérêts courus et des frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Province of Quebec — County of Chambly

TOWN OF PRÉVILLE

Public notice is hereby given by the undersigned J.-A. Paquette, secretary-treasurer of the town of Préville, that the immoveable properties hereinafter described, situate in the town of Préville, will be sold at public auction at No. 125 King Edward Highway in the town of Préville, on MONDAY the THIRTEENTH day of the month of DECEMBER one thousand nine hundred and fifty-four, at TEN o'clock in the forenoon to satisfy the payment of the municipal taxes with accrued interests and costs incurred thereon unless the said taxes, interests and costs have been paid before.

Noms des propriétaires — Names of owners	Cadastre	Subdivision	Montants des taxes et intérêts — Amounts of taxes and interests
Bennett Artis	267	32-33	7.79
Duddley, veuve-widow A.E. (Mlle-Miss Saro Cooper	267	78-79	3.92
Duckett James	267	82-83	3.92
Wright Mme-Mrs J. succession-Estate Mary Macdonald Sloss, veuve-widow, William Campbell représenté par Mlle-represented by Miss Mary Campbell, William Campbell, Mme-Mrs. Leslie Campbell épouse de-wife of William Mac-Nicol, Willie Campbell, Violet Campbell, et-and Catherine Campbell	267	162-163	3.92

Donné sous mon seing en la ville de Préville, ce dix-septième jour du mois de novembre mil neuf cent cinquante-quatre.

Le Secrétaire-trésorier,
38620-47-2-o J.-A. PAQUETTE.

Given under my signature at the town of Préville, this seventeenth day of the month of November one thousand nine hundred and fifty-four.

J.-A. PAUQETTE,
38620-47-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 3222 { GARAGE THIBAULT LTÉE, corporation légalement constitué, ayant son siège social et place d'affaire à Rouyn, district de Rouyn-Noranda; demander, vs PIERRE ST-GELAIS, domicilié à Launay, district d'Abitibi, défendeur.

AVIS DE VENTE

Un emplacement portant le numéro trente et un C (31-C) du rang cinq (5) et les droits acquis sur le lot numéro dix-huit (18) du rang six (6) tous deux du cadastre officiel du canton Launay, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Launay, le MERCREDI VINGT-DEUX (22) DÉCEMBRE 1954 a ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, le 15 novembre 1954. 38604-47-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 3232 { GARAGE THIBAULT LTÉE, legally incorporated corporation, having its head office and place of business at Rouyn, district of Rouyn-Noranda, plaintiff, vs PIERRE ST-GELAIS, domiciled at Launay, district of Abitibi; defendant.

NOTICE OF SALE

An emplacement bearing number thirty-one C (31-C) of range five (5) and the rights acquired upon lot number eighteen (18) of range six (6) both of the official cadastre of the township of Launay, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Launay on WEDNESDAY, DECEMBER TWENTY-SECOND (22nd) 1954, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, November 15th, 1954. 38604-47-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Saint-Joseph de Beauce
District de Québec

Cour Supérieure, N° 66483. { LAURENT HUNT, agent d'immeubles, faisant affaires à 253 rue Saint-Jean, en la cité de Québec; contre LORENZO DESRUISSEAUX, hotelier à Saint-Malachie, à savoir: partie du lot numéro 108 du Sième rang, canton de Frampton, ainsi que les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Saint-Malachie, le TRENTE ET UNIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Saint-Joseph de Beauce, 15 novembre 1954.
Le Shérif, J. S. POULIOT.
38621-47-2-o
[Première insertion: 20 novembre 1954]
[Deuxième insertion: 4 décembre 1954]

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Saint-Joseph de Beauce
District of Quebec

Superior Court, No. 66483. { LAURENT HUNT, real estate agent, carrying on business at 253 St. John Street, in the city of Quebec; vs LORENZO DESRUISSEAUX, hotel-keeper of Saint-Malachie, to wit: part of lot number 108, range eight, township of Frampton, as well as the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Saint-Malachie, the THIRTY-FIRST day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Saint-Joseph de Beauce, November 15th, 1954.
J. S. POULIOT, Sheriff.
38621-47-2
[First insertion: November 20th, 1954]
[Second insertion: December 4th, 1954]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
St-Joseph de Beauce
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 7755. { THE ROYAL BANK OF CANADA, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires en la cité de Thetford Mines, contre WILFRID GRENIER, Leeds Station, comté de Mégantic, à savoir: Une terre étant les lots numéros dix-D et dix-E (10-D et 10-E) du cadastre officiel pour le rang onze du canton de Broughton avec bâtisses dessus construites, superficie de quatre-vingt-huit (88) acres.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Leeds Station le TRENTE ET UNIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, St-Joseph de Beauce, 15 novembre 1954.
Le Shérif, J. S. POULIOT.
[Première Insertion: 20 novembre 1954]
[Deuxième Insertion: 4 décembre 1954]
38622-47-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
St. Joseph de Beauce
District of Arthabaska

Superior Court, No. 7755. { THE ROYAL BANK OF CANADA, a corporation legally constituted having a place of business in the city of Thetford Mines, vs WILFRID GRENIER, Leeds Station, county of Mégantic, to wit: a farm, being lots number ten-D and ten-E (10-D and 10-E) of the official cadastre for Range eleven of the township of Broughton with buildings erected thereon, with an area of eighty-eight (88) acres.

To be sold at the parochial Church door, in the parish of Leeds Station, the THIRTY-FIRST day of DECEMBER next at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, St. Joseph de Beauce, November 15th, 1954.
J. S. POULIOT, Sheriff.
[First insertion: November 20th 1954]
[Second insertion: December 4th, 1954]
38622-47-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province de Québec — District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 1476 { SAUL DANDURAND, demandeur, vs ROSARIO POIRIER, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

"Un certain terrain faisant partie du lot numéro dix de la subdivision du lot originaire numéro huit cent vingt-six (Pt. N° 826-10) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield et un autre terrain de forme irrégulière faisant partie du lot numéro huit cent vingt-sept (Pt. N° 827) des dits plan et livre de renvoi officiels; les dits terrains ne formant qu'un seul emplacement, borné en front vers le nord par la rue Penon, vers l'est par la continuation de la rue St-Hypolite, vers le sud par le lot N° 826-9 des mêmes plan et livre de renvoi officiels, et vers l'ouest par le résidu du dit lot N° 826-10, mesurant cent pieds de largeur par soixante pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, avec une maison y érigée portant le numéro 98 de la dite rue Penon."

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province of Quebec — District of Beauharnois

Superior Court No. 1476 { SAUL DANDURAND, plaintiff, vs ROSARIO POIRIER, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

"A certain piece of land forming part of lot number ten of subdivision of original lot number eight hundred and twenty-six (Pt. No. 826-10) of the official plan and book of reference of the town of Salaberry-de-Valleyfield and another piece of land of irregular shape forming part of lot number eight hundred and twenty-seven (Pt. No. 827) of said official plan and book of reference; the said pieces of land being one emplacement only, bounded in front northwards by Penon Street, eastwards by the continuation of St-Hypolite Street, southwards by lot No. 826-9 of the same official plan and book of reference, and westwards by the residue of said lot No. 826-10, measuring one hundred feet in width by sixty feet in depth, more or less, English measure, with a house erected thereon bearing number 98 of the said Penon Street."

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice, en la Cité de Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, JEUDI, le DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Valleyfield, ce 21 octobre 1954. 38367-44-2-o

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in the city of Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, THURSDAY, the SECOND day of DECEMBER 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Valleyfield, this October 21st 1954 38367-44-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec

Cour Supérieure, N° 1566 — ADRIEN LEBOEUF, vendeur, de la ville de Huntingdon, dit district, demander, vs D. A. LANG, autrefois de ladite ville de Huntingdon, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement situé en la ville de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite ville, comme faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-treize (Pt. 293) borné comme suit: au nord par partie du lot N° 293 appartenant à W. T. Hamill, à l'est par partie du lot N° 293 appartenant à à W. T. Hamill, et à la succession R. L. Kelly, au sud par le lot N° 291 subdivision N° 15 et à l'ouest par la rue Henderson, avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Joseph de Huntingdon, en la ville de Huntingdon, dit district de Beauharnois, MERCREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, (Signé) ERNEST POIRIER.
Salaberry de Valleyfield,
ce 15 novembre 1954. 38605-47-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec

Superior Court, No. 1566 — ADRIEN LEBOEUF, salesman, of the town of Huntingdon, said district, plaintiff, vs D. A. LANG, formerly of said town of Huntingdon and now of unknown whereabouts, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

"An emplacement situate in the town of Huntingdon, known and designated on the official plan and book of reference of said town, as being part of lot number two hundred and ninety-three (P. 293) bounded as follows: northerly by part of lot No. 293 belonging to W. T. Hamill, easterly by part of lot No. 293 belong to W. T. Hamill and the R. L. Kelly estate, southerly by lot No. 291, subdivision No. 15, and westerly by Henderson Street; with building erected thereon."

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Joseph de Huntingdon, in the town of Huntingdon, said district of Beauharnois, WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER 1954, at ELEVENTH o'clock in the forenoon.

(Signed) ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield,
this November 15th, 1954. 38605-47-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Rimouski, P.Q.

Cour Supérieure, N° 15,792. — GARAGE GÉRARD SASSEVILLE de l'endroit appelé Ste Anne des Monts, comté de Gaspé, demandeur: vs ROGER COLLIN de Ste Anne des Monts, P.Q. défendeur:

Un terrain sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste Anne des Monts, mesurant de est à ouest une largeur de soixante-cinq pieds (65′) sur un profondeur de nord au sud de quatre-vingt-onze-pieds (91′), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ledit terrain connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro seize (Ptie de 16) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Bloc "A" du canton Tourelle, borné vers le nord-ouest par le Boulevard Perron, vers le nord-est, le sud-est et le sud-ouest par cette partie du lot 16 de Émile Lafontaine".

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé, MARDI le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1954 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q. le 25 octobre 1954. 38427-44-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Rimouski, P.Q.

Superior Court, No. 15,792. — GARAGE GÉRARD SASSEVILLE, from a place called Ste Anne des Monts, county of Gaspé, plaintiff: vs ROGER COLLIN, of Ste Anne des Monts, P.Q., defendant:

A lot of land located and situated in the first range of the parish of Ste Anne des Monts, measuring from east to west, a width of sixty-five (65′) feet upon a depth of north to south of ninety-one (91′) feet, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the said lot of land known and designated as forming part of lot bearing number sixteen (Pt. 16) on the official plan and book of reference for Block "A" of the township of Tourelle, bounded on the northwest by the Perron Boulevard, on the northeast, the southeast and the southwest, by that part of lot 16 of Émile Lafontaine".

To be sold at the door of the parish church of Ste Anne des Monts, county of Gaspé, TUESDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q. October, 25th 1954. 38427-44-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: N° 359039. — OSWALD AMYOT, demandeur; vs ANTOINE BROUSSEAU, défendeur.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: No. 359039. — OSWALD AMYOT, plaintiff; vs ANTOINE BROUSSEAU, defendant.

Un emplacement ayant front sur la rue Mackay dans Mackaville, district de Montréal connu et désigné comme la subdivision numéro deux cent vingt-six du lot originaire deux cent trente-trois (233-226) aux plan et livre de renvoi officielle de la paroisse de St Antoine de Longueuil dans le comté de Chambly, avec toutes les bâtisses y érigées y compris celle portant le numéro 3616 de la rue Mackay à Mackayville tel que le tout maintenant subsiste avec tous ces droits circonstance et dépendances.

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le TROIS DÉCEMBRE 1954, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 21 octobre 1954. 38368-44-2-o

An emplacement having frontage on Mackay Street in Mackayville, district of Montreal, known and designated as subdivision number two hundred and twenty-six of original lot two hundred and thirty-three (233-226) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil in the township of Chambly, with all buildings thereon erected comprised therein that one bearing number 3616 from Mackay Street to Mackayville as the whole now subsists with all its rights, circumstances and dependencies.

To be sold, at the Registration Office of the county of Chambly, at Longueuil, on DECEMBER THIRD, 1954, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 21st, 1954. 38368-44-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, N° 12-729 { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs CHARLES-ÉDOUARD GATIEN, cultivateur de St-Marc district de Richelieu, défendeur.

1° Un terrain boisé situé en la paroisse de St-Marc, mesurant deux arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite paroisse comme étant les lots quatre cent trente-huit et quatre cent trente-neuf (438 et 439), avec bâtisses y construites.

2° Une terre située en la troisième concession de la paroisse de St-Marc, mesurant deux arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, dont il faut distraire l'emplacement de la maison d'école N° 6 et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels comme étant le lot quatre cent quatre-vingt-trois (483).

3° Une terre située dans la troisième concession de la paroisse de St-Marc, de forme irrégulière, mesurant quatre-vingt-quinze arpents en superficie, et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite paroisse comme étant le lot No. quatre cent quatre-vingt-sept (487) avec un maison et dépendances dessus construites.

Le tout sera vendu *en bloc*, suivant jugement de l'honorable Juge Élie Salvas, J.C.S., en date du 13 novembre 1954.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Marc, JEUDI, le DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1954, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PAQUIN.
Sorel, le 23 octobre 1954. 38376-44-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, No. 12-729. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs CHARLES-ÉDOUARD GATIEN, farmer of St-Marc, district of Richelieu, defendant.

1. A woodland situate in the parish of St-Marc, measuring two arpents in width by twenty arpents in depth and known and described on the official plan and in the book of reference for the said parish as being lots four hundred and thirty-eight and four hundred and thirty-nine (438 and 439) with buildings thereon erected.

2° A farm situate in the third concession of the parish of St-Marc, measuring two arpents in width by twenty arpents in depth, from which must be withdrawn the emplacement for schoolhouse No. 6 and known and described on the official plan and in the book of reference as being lot four hundred and eighty-three (483).

3. A farm situate in the third concession of the parish of St-Marc, of irregular form, measuring ninety-five arpents in superficial area an more or less, without guarantee of precise measurements, and known and described on the official plan and in the book of reference for the said parish as being lot No. four hundred and eighty-seven (487) with a house and dependencies threon erected.

The whole to be sold in block, according to judment of the Honourable Judge Élie Salvas, S.C.J., dated November 13th, 1954.

To be sold at the parochial church door of St-Marc, THURSDAY, DECEMBER SECOND, 1954, at TEN o'clock in the morning.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, October 23th, 1954. 38376-44-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 15866. { GRENIER & FILS LTÉE corps politique légalement incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires à St-Félicien district de Roberval, demandeur; vs ÉLIE COSSETTE, résidant à St-Félicien, district de Roberval, défendeur.

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 15866. { GRENIER & FILS LTÉE a body politic, legally incorporate, having its head office and its principal place of business at St-Félicien, district of Roberval, plaintiff; vs ÉLIE COSSETTE, residing at St-Félicien, district of Roberval, defendant.

Un terrain emplacement situé dans la ville de St-Félicien, mesurant cinquante (50) pieds de largeur par quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur, faisant partie du lot N° 1-A du premier rang, du cadastre officiel du canton Desmeules maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi revisés de toute cette partie du canton étant les cinquante (50) pieds sud-est, du lot numéro 1-A-72 dits rang et canton, borné en front, au nord-est, à une rue portant le N° 1-A-6, en profondeur, au sud-ouest au lot numéro 1-A-73, du côté sud-est, au lot N° 1-A-71 et du côté nord-ouest, au résidu dudit lot N° 1-A-72, propriété du vendeur, Sieur Joseph-Arthur Bouchard, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la salle paroissiale de la ville de St-Félicien, comté et district de Roberval, province de Québec, le TRENTIÈME (30) jour de NOVEMBRE 1954, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif du district de Roberval,
Bureau du Shérif ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice de Roberval,
District de Roberval, ce 26, octobre 1954.
38429-44-2-o

An emplacement lot situate in the town of St-Félicien, measuring fifty (50) feet in width by ninety (90) feet in depth, forming part of lot No. 1-A-of the first range of the official cadastre of the township of Desmeules, now known and designated on the revised official plan and in the book of reference of all this part of the township being the fifty (50) feet southeast of lot number 1-A-72 said range and to township, bounded in front, on the northeast, to a street bearing No. 1-A-65, in depth, on the southwest to lot number 1-A-73, on the southeast side to lot No. 1-A-71 and on the northwest side to the residue of the said lot No. 1-A-72, property of the seller, Mr. Joseph-Arthur Bouchard, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the parochial hall of the town of St-Félicien, county and district of Roberval, Province of Quebec, the THIRTIETH (30) day of NOVEMBER, 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff's Office, Sheriff of the district of Roberval.
Court House of Roberval,
District of Roberval, October 26th, 1954.
38429-44-2

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

N° 16,267. { LIFETIME DISTRIBUTORS LIMITED, corps politique avec bureau d'affaires à 611 Welland Avenue, Niagara Falls, Ontario, demanderesse; vs ADJUTOR TREMBLAY, journalier de canton Latour, Saguenay, défendeur.

Un lot N° 8, rang 1 nord canton Latour, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale de Ste-Thérèse de Colombier, MARDI le VINGT ET UN DÉCEMBRE 1954, à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 10 novembre 1954.

Le Shérif,
38582-47-2-o PIERRE NÉRON.

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

No. 16,267. { LIFETIME DISTRIBUTORS LIMITED, a body politic with business offices at 611 Welland Avenue, Niagara Falls, Ontario, plaintiff; vs ADJUTOR TREMBLAY, laborer, of the township of Latour, Saguenay, defendant.

Lot No. 8, Range 1, North township Latour, with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste-Thérèse de Colombier, TUESDAY, DECEMBER TWENTY-FIRST, 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this 10th day of November, 1954.

PIERRE NÉRON,
38582-47-2 Sheriff.

ST-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, N° 2666 { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requérant, vs PAUL-ÉMILE DUBÉ, 223 rue St-Jacques, Asbestos, comté de Richmond, intimé.

Comme appartenant audit imtimé:

"Les lots numéro 3 & 4 "A" du rang 8, le lot numéro 13A du rang I et la partie du lot N° un du rang 8 du canton de Wotton, comprise entre la ligne du lot 1 et le lot 13 "A" et le chemin public, contenant environ un arpent et demi en superficie, avec les bâtisses dessus construites."

Pour être vendus lesdits immeubles "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Hippolyte de Wotton, MERCREDI, le PREMIER DÉCEMBRE 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, District de St-François,
Ce 22 octobre 1954. 38375-44-2-o
[Première insertion, 30 octobre 1954]

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Françis — Sherbrooke

Superior Court No. 2666 { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its corporate seat at Quebec, applicant, vs PAUL-ÉMILE DUBÉ, 223 St-Jacques street, Asbestos, county of Richmond, appellee.

As belonging to the said appellee:

"Lots number 3 & 4 "A" of range 8, the lot number 13A of range 1 and the part of lot No. one of range 8 in the township of Wotton, included between the line of lot 1 and the lot 13 "A" and the public road, containing about one arpent and a half in superficies, with buildings thereon erected."

To be sold "en bloc" the said immovables at the door of the parochial church of St-Hippolyte de Wotton, WEDNESDAY the FIRST of DECEMBER 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, District of St-Francis,
This 22nd of October 1954. 38375-44-2-o
[First insertion the 30th of october, 1954]

Fi-Fa de Terris
District de St-François,— Sherbrooke

Cour Supérieure, N° 12,607 — ST-CYR & CIE LIMITÉE, corps politique incorporé ayant sa principale place d'affaires à East-Angus, district de St-François, demanderesse, vs Dame DAMIEN CHENARD, domiciliée à Ascot Corner, district de St-François, veuve de Damien Chenard, de son vivant mécanicien domicilié à Ascot Corner, en sa qualité de héritière universelle de Damien Chenard, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

"Partie du lot "28"-J, rang 5, Stoke, et bâtisses ci-dessus érigées."

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Stanislas, Ascot Corner, le VINGT-DEUX DÉCEMBRE 1954, à DIX heures a.m.

Le Shérif,
JOS. LABRECQUE.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, ce 15 novembre 1954. 38607-47-2-o

[Première insertion le 20 novembre 1954]

Fi-Fa de Terris
District of St-Francis,— Sherbrooke,

Superior Court, No. 12,607 — ST-CYR & CIE LIMITÉE, body politic incorporated having its principal place of business at East Angus, district of St-Francis, plaintiff, vs Dame DAMIEN CHENARD, domiciled at Ascot Corner, district of St-Francis, widow of Damien Chenard in his lifetime mechanic domiciled at Ascot Corner, in her quality of universal legatee of Damien Chenard, defendant.

As belonging to the defendant:

"Part of lot "28"—J, range 5, Stoke, and buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of St-Stanislas, Ascot Corner, the TENTY-SECOND day of DECEMBER 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. LABRECQUE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, this 15th of November 1954.
38607-47-2-o

[First insertion, the 20th of November, 1954]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 5219. — LÉOPOLD MEUNIER, cultivateur, de Saint-Paul d'Abbotsford, district de Saint-Hyacinthe, demandeur-appelant vs PAUL-ABEL FLEURY, du même endroit, défendeur-intimé.

Saisis comme appartenant au défendeur-intimé:

1. Un terrain mesurant un arpent de front sur six arpents de profondeur, connu comme faisant partie du lot numéro cent seize (Ptie 116) du cadastre de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, borné comme suit: en front, au sud, par la route nationale, conduisant de Saint-Paul à Granby; à l'ouest par le terrain appartenant à Monsieur Landelle, ou le lot numéro 115 du même cadastre; à l'est et au nord, par d'autres parties ci-après décrites du lot numéro 116; avec une maison et autres constructions y érigées.

2. Un terrain de forme irrégulière, connu comme faisant partie du lot numéro cent seize (ptie-116) du cadastre de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford; mesurant un arpent de largeur en front au chemin public sur une profondeur de six arpents, prenant ensuite une largeur de deux arpents sur le reste de la profondeur dudit lot, qui est supposée être de 24 arpents environ, à partir du chemin public; ces mesures sont anglaises et plus ou moins; borné comme suit: en front, par la route nationale, conduisant de Saint-Paul à Granby, et pour une partie, par le trait carré du terrain en premier lieu décrit; à l'est par une autre partie de ce même lot numéro 116 appartenant à M. Léopold Meunier; à l'ouest par le terrain en premier lieu décrit et par le lot numéro 115 du même cadastre; au nord par le trait carré dudit lot numéro 116. Sans bâtisse.

A distraire de ce terrain un certain terrain ou banc de gravier situé dans la municipalité de Saint-Paul d'Abbotsford, étant connu et désigné comme étant partie du lot numéro 116 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, borné et désigné comme suit: partant à une distance de 1653 pieds de la clôture, côté nord de la route Montréal-Sherbrooke, en allant vers le nord, mesurée dans la ligne est ou ligne latérale, entre les deux lots portant le même numéro 116.

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District de St-Hyacinthe

Superior Court, No. 5219. — LÉOPOLD MEUNIER, farmer, of Saint-Paul d'Abbotsford, district of Saint-Hyacinthe, plaintiff-appelant; vs PAUL-ABEL FLEURY, of the same place, defendant-respondent;

Seized as belonging to the Defendant-Respondent;

1. A lot of land measuring an arpent in front upon six arpents in depth, known as forming part of lot number one hundred and sixteen (Pt. 116) of the cadastre of the parish St-Paul of Abbotsford, bounded as follows: in front, on the south, by the national highway, leading from Saint-Paul to Granby; on the west, by the land belonging to Mr. Landelle, or lot No. 115 on the same cadastre; on the east and on the north, by other parts hereinafter described from lot No. 116; with a house and other buildings thereon erected.

2. A lot of land of irregular form, known as forming part of lot number one hundred and sixteen (Pt.-116) of the cadastre of the parish of St-Paul d'Abbotsford; measuring an arpent in width in front of the public highway upon a depth of six arpents, taking thereafter a width of two arpents upon the remainder of the depth of the said lot, which is supposed to be about 24 arpents, starting from the public highway; these are English measurements and more or less; bounded as follows: in front, by the national highway, leading from St-Paul to Granby, and for one part, by the trait-carré of the land described in the first place; on the east, by another part of this same lot No. 116 belonging to Mr. Léopold Meunier; on the west, by the land described in the first place and by lot No. 115 of the same cadastre; on the north, by the trait carré of the said lot No. 116. Without building.

To withdraw from this lot of land a certain parcel of land or sand bank situate in the municipality of Saint-Paul d'Abbotsford, being known and described as being part of lot No. 116 of the official cadastre of the parish of St-Paul d'Abbotsford bounded and described as follows: starting from a distance of 1653 feet from the fence, northern side of the Montreal-Sherbrooke highway, going towards the north, measured in the eastern line or lateral line, between the two lots

dont l'une occupée actuellement par Léopold Charbonneau, et l'autre par Lorenzo Charbonneau, sans titres, aussi à une distance de 1770 pieds, à partir de la clôture côté nord de la route Montréal-Sherbrooke, en allant vers le nord, mesurée dans la ligne ouest dudit lot ou ligne latérale entre les lots 115 et 116; ledit banc étant de forme trapézoidale mesurant une longueur de 580 pieds dans la ligne entre les lots 115 et 116; une longueur de 345 pieds dans la ligne entre les deux parties du lot numéro 116, et une largeur de 427 pieds, formant une superficie de 197487 pieds carrés ou 5.37 arpents carrés; le tout suivant plan du ministère de la voirie en date du 20 juillet 1932. Avec servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes.

3. Un lopin de terre de 21 arpents et 80 perches en superficie, sans garantie de mesure, connu comme étant le lot numéro 500 du cadastre de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford. Sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, le MARDI, TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1954, à DIX heures et TRENTE a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.
Palais de Justice, Saint-Hyacinthe,
le 25 octobre 1954. 38430-44-2-o

bearing the same number 116, one of which is now presently occupied by Léopold Charbonneau, and the other by Lorenzo Charbonneau, without titles, also at a distance of 1770 feet, starting from the north side of the fence of the Montreal-Sherbrooke highway, going towards the north, measured in the western line of the said lot or lateral line between lots 115 and 116; the said bank being trapazoidal in form, measuring a length of 580 feet in the line between lots 115 and 116; a length of 345 feet in the line between the two parts of lot No. 116, and a width of 427 feet, forming a superficial area of 197487 square feet or 5.37 square arpents; the whole according to plan by the Roads Department dated July 20, 1932. With active or passive, apparent or unapparent servitudes.

3. A plot of land of 21 arpents and 80 rods in superficial area, without guarantee of measure, known as being lot number 500 on the cadastre of the parish of Saint-Paul d'Abbotsford. Without building.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Paul d'Abbotsford, in the county of Rouville, on TUESDAY, NOVEMBER THIRTIETH, 1954, at TEN-THIRTY (10.30) o'clock a.m.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Saint-Hyacinthe,
October 25th, 1954. 38430-44-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 47

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Gaudreau vs Paradis 3490
Landry vs Gingras 3490
Mailloux vs Gendreau 3490

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1057 — Concernant le format des régistres pour les index des immeubles dans la division d'enregistrement des Iles de la Madeleine 3490
1151-C — Industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la Province. 3491
1151-F — Métiers de la métallurgie dans la région de Québec 3492

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3437

AVIS DIVERS:

Alain Construction Inc. (Directeurs) .. 3496
Association des Marchands Unis par la Radio (A.M.U.R.) (Directeurs) 3494
Chicoutimi, canton de (Tirage d'obligations) 3494
Cinéma Vénus Inc. (Dist. de l'actif) 3495
Clairol Inc. of Canada (Directeurs) 3494
Discours du Trône (Ouverture) 3496
Gérard Alain Inc. (Directeurs) 3496
La Caisse Populaire de Trinité, comté de Saguenay (Fondation) 3495
La Compagnie Pépin, Gobeil et Pépin (Dist. de l'actif) 3498
L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec, Inc.— The Province of Quebec Milk Dealers' Association (Inc. Règlements) 3493
Services E. & E. Inc. (Dist. de l'actif) .. 3494

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Gaudreau vs Paradis 3490
Landry vs Gingras 3490
Mailloux vs Gendreau 3490

ORDERS IN COUNCIL:

1057 — Concerning the mode of recording the indexing of immovables in the Registration Division of the Magdalen Islands 3490
1151-C — Men's and Boys' Shirt Industry in the Province 3491
1151-F — Metal Trades in the Region of Quebec 3492

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3437

MISCELLANEOUS NOTICES:

Alain Construction Inc. (Directors) ... 3496
Association des Marchands Unis par la Radio (A.M.U.R.) (Directors) 3494
Chicoutimi, township of Drawing of bonds) 3494
Cinéma Vénus Inc. (Dist. of the assets) 3495
Clairol Inc. of Canada (Directors) 3494
Speech from the Throne (Opening) 3496
Gérard Alain Inc. (Directors) 3496
La Caisse Populaire de Trinité, comté de Saguenay (Foundation) 3495
La Compagnie Pépin, Gobeil et Pépin (Dist. of the assets) 3498
L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec, Inc.— The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc. (By-Laws) 3493
Services E. & E. Inc. (Dist. of the assets) 3494

Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale (Règlements) 3499
Syndicat Agricole Forestier de St-Alphonse (Fondation) 3496
Syndicat des Instituteurs et Institutrices de la Côte de Beaupré (Changement de nom) 3495
Syndicat des Producteurs de Pommes de Terre de la Région de Joliette (Formation) 3495

CHARTES — ABANDON DE:

B. Schaffer & Son Limited 3500
B. V. Gomery Inc. 3500
Cinéma Vénus Inc. 3500
Empire Mouton Ltd 3500
La Compagnie Pépin, Gobeil et Pépin 3500
Pépinière Bachand Ltée 3499
Services E. & E. Inc. 3499
William A. Force (Canada) Limited 3499

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:

Alma, ville de 3500

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:

Maritime Steel and Foundries Limited 3501
Reo Truck Leasing, Inc. 3501
Vickers-Armstrongs Limited 3501

COMPAGNIES DISSOUTES:

B. Abner Fur Corporation 3501
Fraser Sinclair & Compagny, Inc. 3502
Standard Investments Limited 3502
Télévision de Québec Limitée 3502

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Alma, ville de 3482
Asbestos, Commissaires d'écoles 3470
Bardecki, Dr Stanley A. 3485
Beauport, ville de 3488
Bois des Filion, village de 3484
Buckingham, ville de 3476
Charlevoix-Est et Ouest, Les comtés de 3482
Collège Angèle-Mérici 3471
Collège Basile-Moreau 3472
Collège des Chiropracticiens de la Province de Québec 3482
Collège du Bon-Pasteur de Chicoutimi. 3473
Collège du Sacré-Cœur 3479
Collège Jésus-Marie de Sillery 3472
Collège Jésus-Marie d'Outremont 3473
Collège Marie-Anne 3474
Collège Marie-de-l'Incarnation 3474
Collège Marguerite-Bourgeois 3474
Collège Notre-Dame de Bellevue 3475
Collège Notre-Dame de l'Assomption de Nicolet 3475
Collège Saint-Maurice 3475
Congrégation Beth Aaron 3464
Congregation Beth El 3478
Corporation de Prêt et Revenu — Savings and Investment Corporation. 3479
Côte St-Luc, ville de 3471
Courville, ville de 3483
Drolet, Horace 3485
Drummondville, Commissaires d'écoles. 3481
Dubreuil, Dame veuve Émile 3479
Greenfield Park, ville de 3470
Hôpital Notre-Dame 3484
Hull, cité de 3464
Kupferszmidt, Edmund 3485

Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale (By-Laws) 3499
Syndicat Agricole Forestier de St-Alphonse (Foundation) 3496
Syndicat des Instituteurs et Institutrices de la Côte de Beaupré (Change of name) 3495
Syndicat des Producteurs de Pommes de Terre de la Région de Joliette (Formation) 3495

CHARTERS — SURRENDER OF:

B. Schaffer & Son Limited 3500
B. V. Gomery Inc. 3500
Cinéma Vénus Inc. 3500
Empire Mouton Ltd 3500
La Compagnie Pépin, Gobeil et Pépin 3500
Pépinière Bachand Ltée 3499
Services E. & E. Inc. 3499
William A. Force (Canada) Limited 3499

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:

Alma, town of 3500

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Maritime Steel and Foundries Limited 3501
Reo Truck Leasing, Inc. 3501
Vickers-Armstrongs Limited 3501

COMPANIES DISSOLVED:

B. Abner Fur Corporation 3501
Fraser Sinclair & Company, Inc. 3502
Standard Investments Limited 3502
Télévision de Québec Limitée 3502

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Alma, town of 3482
Asbestos, School Commissioners. 3470
Bardecki, Dr Stanley A. 3485
Beauport, town of 3488
Bois des Filion, village of 3484
Buckingham, town of 3476
Charlevoix East and West, The counties of 3482
Collège Angèle-Mérici 3471
Collège Basile-Moreau 3472
College of Chiropactors of the Province of Quebec 3482
Collège du Bon-Pasteur de Chicoutimi. 3473
Collège du Sacré-Cœur 3479
Collège Jésus-Marie de Sillery 3472
Collège Jésus-Marie d'Outremont 3473
Collège Marie-Anne 3474
Collège Marie-de-l'Incarnation 3474
Collège Marguerite-Bourgeois 3474
Collège Notre-Dame de Bellevue 3475
Collège Notre-Dame de l'Assomption de Nicolet 3475
Collège Saint-Maurice 3475
Congrégation Beth Aaron 3464
Congregation Beth El 3478
Savings and Investment Corporation — Corporation de Prêt et Revenu 3479
Côte St-Luc, town of 3471
Courville, town of 3483
Drolet, Horace 3485
Drummondville, School Commissioners. 3481
Dubreuil, Dame widow Émile 3479
Greenfield Park, town of 3470
Hôpital Notre-Dame 3484
Hull, city of 3464
Kupferszmidt, Edmund 3485

Lachine, cité de	3482	Lachine, city of	3482
Lachute, commission scolaire catholique de la ville de	3487	Lachute Catholic School Commission of the town of	3487
La Compagnie de Jésus	3464	Society of Jesus	3464
La Salle, ville de	3471	La Salle, town of	3471
L'Association des Chiropraticiens de la province de Québec	3475	Quebec Chiropratic Association Inc.	3475
La Société Saint-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield	3480	La Société Saint-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield	3480
L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal	3481	The Montreal Police Benevolent and Pension Society	3481
Laval Ouest, ville de	3487	Laval West, town of	3487
Laval-des-Rapides, ville de	3473	Laval-des-Rapides, town of	3473
Leduc, Alfred, fils	3487	Leduc, Alfred, jr	3487
Ligue des Propriétaires de la cité de Sherbrooke	3472	Ligue des Propriétaires de la cité de Sherbrooke	3472
Macamic, village de	3466	Macamic, village of	3466
Mackayville, ville de	3473	Mackayville, town of	3473
Montmagny, commissaires d'écoles de la ville de *et al*	3485	Montmagny, School Commissioners of the town of *et al*	3485
Montréal, ville de	3477	Montreal, city of	3477
Murdochville, ville de	3470	Murdochville, town of	3470
Pêcheurs Unis de Québec — Quebec United Fishermen	3486	Pêcheurs Unis de Québec — Quebec United Fishermen	3486
Petite-Rivière, paroisse de	3483	Petite-Rivière, parish of	3483
Plessisville, village de	3486	Plessisville, village of	3486
Pointe-Claire, ville de	3484	Pointe-Claire, town of	3484
Québec, cité de	3467	Quebec, city of	3467
Québec, commission des écoles catholiques de	3488	Quebec, Catholic School Commission of	3488
Salaberry-de-Valleyfield, cité de	3466	Salaberry de Valleyfield, city of	3466
Sanatorium Prévost	3480	Sanatorium Prévost	3480
Seigneurie de la Baie St-Antoine, Les Présidents et syndics de la Commune de la	3481	Seigniory of Baie St-Antoine, The President and Trustees of the Common of the	3481
Ste-Foy, commissaires d'écoles de	3485	Ste-Foy, School Commissioners of	3485
Ste-Foy, ville de	3483	Ste-Foy, town of	3483
Ste-Thérèse, ville de	3486	Ste-Thérèse, town of	3486
St-Jean, commissaires d'écoles	3463	St-Jean, School Commissioners	3463
St-Laurent, commissaire d'écoles	3463	St-Laurent, School Commissioners	3463
St-Laurent, ville de	3489	St-Laurent, town of	3489
Saint-Patrice, paroisse (Rawdon)	3476	St. Patrick's Parish (Rawdon)	3476
Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity	3466	Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity	3466
Shawinigan Falls, cité de	3477	Shawinigan Falls, city of	3477
Sherbrooke, cité de	3476	Sherbrooke, city of	3476
Succession Arthur Bouvier	3486	Estate of Arthur Bouvier	3486
Succession John Skillman O'Meara	3465	Estate John Skillman O'Meara	3465
Trois-Rivières, cité de	3478	Trois-Rivières, city of	3478
Verdun, commission des écoles catholiques de	3489	Verdun, Catholic School Commission of	3489
Victoriaville, ville de	3487	Victoriaville, town of	3487
Webber, Mlle Mabel	3464	Webber, Miss Mabel	3464

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Authier	3502	Authier	3502
Chicoutimi nord, ville de	3503	Chicoutimi North, town of	3503
Delâge	3503	Delâge	3503
Eastman	3504	Eastman	3504
St-Alphonse-de-Castagnier	3504	St-Alphonse-de-Castagnier	3504
St-Basile-le-Grand	3503	St-Basile-le-Grand	3503
St-Boniface-de-Shawinigan, village de	3504	St-Boniface-de-Shawinigan, village of	3504
St-Paul-de-Chester	3504	St-Paul-de-Chester	3504
St-Vincent-d'Adamsville	3503	St-Vincent-d'Adamsville	3503
St-Viateur-de-la-Ferme	3504	St-Viateur-de-la-Ferme	3504
Valcourt	3503	Valcourt	3503

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Sorel, cité de	3505	Sorel, city of	3505
Waterville, village de	3505	Waterville, village of	3505

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

VOIRIE:

Chemin St-Louis 3505

EXAMENS DU BARREAU

Laurentides: pratique du droit 3506
Saguenay: pratique du droit (43) 3506
St-François: pratique du droit 3505

LETTRES PATENTES:

Agences Pierreville Incorporée 3438
Amédée Leclerc Inc. 3439
A. Rossini Limitée — Limited 3439
Asti's Restaurant Inc. 3439
Athena Corporation Limited 3440
Beaver Paper Cup Co. Ltd 3440
Benco Limited — Benco Limitée 3440
Bernard Montpetit Fourrure Inc. 3441
Bimbo Toys Limited 3441
Busgang Realties Ltd. 3441
Camille Sirois & Fils Limitée 3442
Canadian Azteca Import-Export Co. Ltd. 3442
Canadian Quarries Company Limited, 1954 3442
Cannon Industries Ltd. 3443
Centre Audio-Visuel Inc. 3443
Centre Culturel et Artistique de Sherbrooke Inc. 3443
Chamberland & Lortie Service Limitée 3444
Clubs Juvéniles de la Police de Longueuil — Longueuil Police Juvenile Clubs 3444
Cyclo Limited 3444
Desmarais, Langevin Limitée 3445
Doramel Limitée 3445
Dorchester Radiator & Welding Co. Ltd. 3445
Electrical Supply Company Ltd. 3445
Flynn Enterprises Ltd 3446
Gaspard Crépin Inc. 3446
Granby Builders' Supplies Ltd. 3446
Grand Range Gardens Inc. 3447
G. Trudeau Limitée 3447
Hooper Realties Inc. 3447
Imprimerie Brandon & Co. Ltée 3448
Iron Ore Land Company 3448
Jeune Commerce Inc. de Beuharnois .. 3448
Jones Motors Ltd. 3449
J. Troini Bros. Inc. 3449
Kemp Uranium Mines Limited 3449
Labrador Heating & Plumbing Company 3450
La Ferme Manasan Ltée 3450
La Garde Indépendante d'Iberville de Québec 3450
La Laiterie de St-Hyacinthe Limitée ... 3451
L. Arcand & Cie Ltée 3451
Le Collège Mont-Saint-Louis 3452
Les Entrepreneurs du Lac St-Jean, Ltée 3452
Les Placements Champreville Inc. — Champreville Investment Inc. 3452
Les Tricots Excel Limitée — Excel Hosiery Limited 3453
Librairie Concorde, Ltée 3453
Marcel Couture & Frère Inc. 3453
McCuaig Bros. & Co. Ltd 3454
Meunerie Ste-Martine Inc.—Ste-Martine Mills Limited 3454
O. Corriveau & Fils, Limitée 3454
Rainbow Construction Corporation 3455
Redi-Heat Electric Company 3455
Richelieu Welding Supplies Ltd.— Accessoires de Soudure Richelieu Ltée .. 3455
Seven Islands' Sportman's Club Inc. .. 3456
Shefford Cement Blocks Ltd. 3456

ROADS:

St. Louis Road 3505

BAR EXAMINATIONS:

Laurentides: practice of law 3506
Saguenay, practice of law (4th) 3506
St. Francis: practice of law 3505

LETTERS PATENT:

Agences Pierreville Incorporée 3438
Amédée Leclerc Inc. 3439
A. Rossini Limitée — Limited 3439
Asti's Restaurant Inc. 3439
Athena Corporation Limited 3440
Beaver Paper Cup Co. Ltd 3440
Benco Limited — Benco Limitée 3440
Bernard Montpetit Fourrure Inc. 3441
Bimbo Toys Limited 3441
Busgang Realties Ltd. 3441
Camille Sirois & Fils Limitée 3442
Canadian Azteca Import-Export Co. Ltd. 3442
Canadian Quarries Company Limited, 1954 3442
Cannon Industries Ltd. 3443
Centre Audio-Visuel Inc. 3443
Centre Culturel et Artistique de Sherbrooke Inc. 3443
Chamberland & Lortie Service Limitée 3444
Clubs Juvéniles de la Police de Longueuil — Longueuil Police Juvenile Clubs 3444
Cyclo Limited 3444
Desmarais, Langevin Limitée 3445
Doramel Limitée 3445
Dorchester Radiator & Welding Co. Ltd. 3445
Electrical Supply Company Ltd. 3445
Flynn Enterprises Ltd 3446
Gaspard Crépin Inc. 3446
Granby Builders' Supplies Ltd. 3446
Grand Range Gardens Inc. 3447
G. Trudeau Limitée 3447
Hooper Realties Inc. 3447
Imprimerie Brandon & Co. Ltée 3448
Iron Ore Land Company 3448
Jeune Commerce Inc. de Beuharnois .. 3448
Jones Motors Ltd. 3449
J. Troini Bros. Inc. 3449
Kemp Uranium Mines Limited 3449
Labrador Heating & Plumbing Company 3450
La Ferme Manasan Ltée 3450
La Garde Indépendante d'Iberville de Québec 3450
La Laiterie de St-Hyacinthe Limitée ... 3451
L. Arcand & Cie Ltée 3451
Le Collège Mont-Saint-Louis 3452
Les Entrepreneurs du Lac St-Jean, Ltée 3452
Les Placements Champreville Inc. — Champreville Investment Inc. 3452
Les Tricots Excel Limitée — Excel Hosiery Limited 3453
Librairie Concorde, Ltée 3453
Marcel Couture & Frère Inc. 3453
McCuaig Bros. & Co. Ltd 3454
Meunerie Ste-Martine Inc.—Ste-Martine Mills Limited 3454
O. Corriveau & Fils, Limitée 3454
Rainbow Construction Corporation 3455
Redi-Heat Electric Company 3455
Richelieu Welding Supplies Ltd.— Accessoires de Soudure Richelieu Ltée .. 3455
Seven Islands' Sportman's Club Inc. .. 3456
Shefford Cement Blocks Ltd. 3456

Sleepland Furniture Centre Ltd..... 3456
Standard Distributors Ltd..... 3457
St-Lawrence Hardware Inc..... 3457
St-Louis Automobiles, Ltée..... 3458
The Hodson Corporation (Quebec) Inc. 3458
Thrift Investment Corporation..... 3458
Transvision (Sherbrooke) Inc..... 3459
Trois-Rivières Waste Paper & Metal Co. Ltd..... 3459
Walsh Adhesives Corp..... 3459
Wilfrid Daoust & Fils Inc..... 3460
WM. F. Palmer Ltd..... 3460

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Burger Lumber Incorporated..... 3460
H.-P. Ferron Ltée..... 3461
Jos. Brodrique & Fils Limitée..... 3461
Laval Realties Co..... 3461
Mark Hot Foundries Ltd..... 3461
Mark Hot Inc..... 3462
Periodica Inc..... 3462
Quebec Power Company..... 3462
Rediffusion Inc..... 3462
Standard Agencies Ltd..... 3463
Tricot Somerset Inc.— Somerset Knitting Inc..... 3463

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire de Pointe-aux-Outardes..... 3506

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur du cadastre d'une partie du canton d'Obalski..... 3508
Concernant l'annexion d'un certain territoire de la paroisse de St-Honoré au canton Tremblay..... 3507
Concernant l'érection du village de St-Elzéar..... 3509
Concernant l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Greenfield Park à la municipalité de St-Hubert..... 3506

SIÈGES SOCIAUX:

Alain Construction Inc..... 3511
Auger & Laquerre Ltée — Auger & Laquerre Ltd..... 3511
Gérard Alain Inc..... 3512
Jolly Roger Motel Limited..... 3512
Librairie Concorde, Ltée..... 3512
Loretteville Transport Inc..... 3511
Quedon Copper Uranium Corporation . 3511

SOUMISSIONS:

Belœil, ville de..... 3515
Gaspé, commissaires d'écoles protestantes de..... 3516
Mégantic, commissaires d'écoles de la ville de..... 3512
Naudville, ville de..... 3519
Orsainville, paroisse de..... 3521
Ste-Monique-de-Honfleur, munic. de.. 3520
St-Joachim-de-Châteauguay, paroisse de 3514
St-Prime, commissaires d'écoles de.... 3518
St-Simon-de-Drummond, munic. de.... 3517

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Martel, Albert..... 3522

Sleepland Furniture Centre Ltd..... 3456
Standard Distributors Ltd..... 3457
St-Lawrence Hardware Inc..... 3457
St-Louis Automobiles, Ltée..... 3458
The Hodson Corporation (Quebec) Inc. 3458
Thrift Investment Corporation..... 3458
Transvision (Sherbrooke) Inc..... 3459
Trois-Rivières Waste Paper & Metal Co. Ltd..... 3459
Walsh Adhesives Corp..... 3459
Wilfrid Daoust & Fils Inc..... 3460
WM. F. Palmer Ltd..... 3460

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Burger Lumber Incorporated..... 3460
H.-P. Ferron Ltée..... 3461
Jos. Brodrique & Fils Limitée..... 3461
Laval Realties Co..... 3461
Mark Hot Foundries Ltd..... 3461
Mark Hot Inc..... 3462
Periodica Inc..... 3462
Quebec Power Company..... 3462
Rediffusion Inc..... 3462
Standard Agencies Ltd..... 3463
Tricot Somerset Inc.— Somerset Knigging Inc..... 3463

WINDING UP NOTICE:

La Caisse Populaire de Pointe-aux-Outardes..... 3506

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the cadastre of a part of the township Obalski..... 3508
Concerning annexation of a certain territory of the parish of St-Honoré to the township Tremblay..... 3507
Concerning the erection of the village of St-Elzéar..... 3509
Concerning the extension of jurisdiction of the Municipal County of the town of Greenfield Park to the municipality of St-Hubert..... 3506

HEAD OFFICES:

Alain Construction Inc..... 3511
Auger & Laquerre Ltée — Auger & Laquerre Ltd..... 3511
Gérard Alain Inc..... 3512
Jolly Roger Motel Limited..... 3512
Librairie Concorde, Ltée..... 3512
Loretteville Transport Inc..... 3511
Quedon Copper Uranium Corporation . 3511

TENDERS:

Belœil, town of..... 3515
Gaspé, Protestant School Commissioners of..... 3516
Mégantic, School Commissioners of the town of..... 3512
Naudville, town of..... 3519
Orsainville, parish of..... 3521
Ste-Monique-de-Honfleur, munic. of.. 3520
St-Joachim-de-Châteauguay, parish of. 3514
St-Prime, School Commissioners of.... 3518
St-Simon-de-Drummond, munic. of... 3517

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Martel, Albert..... 3522

VENTES PAR LICITATION:

Bourassa vs Bourassa 3523
Klichis vs Klichis *et al* 3524

VENTES POUR TAXES:

Acton Vale, ville de 3525
Aylmer, ville de 3526
Belleterre, ville de 3525
Lévis, cité de 3528
Préville, ville de 3529
Sherbrooke, cité de 3528

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Garage Thibault Ltée vs St-Gelais 3529

BEAUCE:

Hunt vs Desruisseaux 3530
The Royal Bank of Canada vs Grenier. 3530

BEAUHARNOIS:

Dandurand vs Poirier 3530
Lebœuf vs Lang 3531

GASPÉ:

Garage Gérard Sasseville vs Collin.... 3531

MONTRÉAL:

Amyot vs Brousseau 3531

RICHELIEU:

La Banque Provinciale du Canada vs Gatien 3532

ROBERVAL:

Grenier & Fils vs Cossette 3532

SAGUENAY:

Lifetime Distributors Limited vs Tremblay 3533

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Dubé 3533
St-Cyr & Cie Limitée vs Chenard.... 3534

SAINT-HYACINTHE:

Meunier vs Fleury 3534

38563-o

SALES BY LICITATION:

Bourassa vs Bourassa 3523
Klichis vs Klichis *et al* 3524

SALES FOT TAXES:

Acton Vale, town of 3525
Aylmer, town of 3526
Belleterre, town of 3525
Lévis, city of 3528
Préville, town of 3529
Sherbrooke, city of 3528

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Garage Thibault Ltée vs St-Gelais.... 3529

BEAUCE:

Hunt vs Desruisseaux 3530
The Royal Bank of Canada vs Grenier 3530

BEAUHARNOIS:

Dandurand vs Poirier 3530
Lebœuf vs Lang 3531

GASPÉ:

Garage Gérard Sasseville vs Collin.... 3531

MONTREAL:

Amyot vs Brousseau 3531

RICHELIEU:

La Banque Provinciale du Canada vs Gatien 3532

ROBERVAL:

Grenier & Fils vs Cossette 3532

SAGUENAY:

Lifetime Distributors Limited vs Tremblay 3533

SAINT FRANCIS:

Quebec Farm Credit Bureau vs Dubé.. 3533
St-Cyr & Cie Limitée vs Chenard..... 3534

SAINT HYACINTHE:

Meunier vs Fleury 3534

38563-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.